

Silence

N°280
Février
2002
4 e
6 FS

S!ilence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Décroissance
soutenable et conviviale

Serge Latouche

Mauro Bonaiuti

Bruno Clémentin

Vincent Cheynet

François Schneider

La décroissance



Politique

Pierre Rabhi candidat



La décroissance

La décroissance soutenable

de **Bruno Clémentin** et **Vincent Cheynet**

Vive la décroissance conviviale

de **Serge Latouche**

A la conquête des biens relationnels

de **Mauro Bonaiuti**

Point d'efficacité sans sobriété

de **François Schneider**

Catastrophe

Accident AZF de Toulouse

Politique

Pierre Rabhi

interview

Brèves

- 18 Société
- 19 Femmes
- 20 Paix
- 21 Annonces
- 22 Environnement
- 24 Nucléaire
- 25 Energies
- 26 Santé
- 27 Alternatives
- 33 Politique
- 34 Nord-Sud
- 36 Livres
- 38 Courrier

Les informations de ce numéro ont été arrêtées au 2 janvier 2002.

Un toit pour l'écologie

Pour boucler le budget qui finance l'agrandissement de nos locaux, vous pouvez devenir copropriétaire en entrant dans le capital (dormant) de la SCI *Un toit pour l'écologie* et donc prendre des parts (à partir de 380 €) ou nous faire des dons (qui nous permettent de prendre des parts au nom de la revue). Dossier complet sur simple demande.

Ça se passe comme ça chez Silence

■ **Textes.** Afin de moins travailler, ceux et celles qui ont accès à un ordinateur et qui nous envoient des courriers, des articles, des infos, sont invité(e)s à nous fournir le texte sur disquette. Il doit être de préférence en version word (version 5.1) pour Mac (sur PC, dans Word, ouvrir «enregistrer sous» allez dans le choix de format et choisir «sortie vers Mac»).

■ **Photos.** Nous n'avons pas les moyens d'acheter des photos à des agences. Si vous menez une action chez vous, si vous nous envoyez un texte, pensez à nous envoyer des photos.

■ **En chantier.** Sous réserve de changement (actualité, défection d'un rédacteur), nous préparons pour les prochains numéros des dossiers sur le jeûne du réseau sortir du nucléaire, l'eau, les difficultés de créer un écovillage, l'espéranto et la paix, etc.

■ **Sources de Silence.** Lorsqu'une information se termine par un nom entre parenthèses suivi d'une date, il s'agit d'une revue. Lorsque le nom est précédé de «correspondance de», il s'agit de l'envoi d'une info par un lecteur, une lectrice. Lorsqu'il y a une adresse complète, il s'agit d'un texte rédigé par nos soins à partir d'une information transmise par cette adresse. Lorsqu'il n'y a rien, c'est également écrit par nous à partir de plusieurs sources.

■ **Courrier des lecteurs.** Eviter dans la mesure du possible de dépasser une page dactylographiée, car sinon nous sommes souvent amenés à faire des coupes dans le texte. Par ailleurs, nous ne pouvons pas passer des courriers des mêmes lecteurs tous les mois.

20 ans de Silence

■ **Inscrivez-vous !** Nous atteignons maintenant la centaine de personnes inscrites. Ceux qui veulent dormir en gîte doivent se manifester au plus vite !

■ **Paris-Larzac à vélo.** L'association Véloxygène propose à ceux et celles qui le veulent de venir aux 20 ans de Silence à vélo en rejoignant l'itinéraire suivant (vitesse de déplacement 12 à 15 km/h) : départ le samedi 29 juin de Paris, Porte de Reuilly, à 8 h, pour rejoindre Villeneuve-sur-Yonne (145 km), dimanche 30, arrivée à Pouilly-sur-Loire (110 km), lundi 1er juillet, arrivée à Hérisson (105 km), mardi 2, Les Ancizes (80 km), mercredi 3, La Tour-d'Auvergne (60 km), jeudi 4, Murat (62 km), vendredi 5, Soulages-Bonneval (64 km), samedi 6 Vézins (68 km), dimanche 7 : arrivée au Cun (68 km). Pas de voiture d'accompagnement, camping sauvage. Côtes montées à pied. Responsabilité individuelle en cas d'accident. Les maniaques de la douche, les connectés permanents, les fumeurs, piliers de comptoirs, coureurs et obsédés du chrono, s'abstenir. Renseignements contre une enveloppe timbrée à *Véloxygène, Gérard Hervé, 9, rue de Chabrol, 75010 Paris.*

■ **Randonnée pédestre.** Un de nos lecteurs propose de rejoindre le Cun en partant à pied du Puy (Haute-Loire) en empruntant le GR70 dit chemin de Stevenson. Pour en savoir plus : *Claude Quilgard, 1, rue Leconte-de-l'Isle, appt. 9, 29300 Brest, tél : 02 98 42 06 36.*

LYON

Primevère

Si vous disposez de temps vendredi 22 février, samedi 23 février et dimanche 24 février pour aider à tenir le stand de Silence au salon Primevère, merci de prendre contact avec *Michel Jarru* au 04 74 07 08 68.

ISÈRE

Hors-série

Afin de réfléchir au contenu d'un spécial Isère à paraître cet été, une première réunion de travail est organisée le vendredi 1er février chez Raymond et Suzanne Vignal, à Noyarey, près de Grenoble. Pour y participer, prendre contact avec eux au 04 76 53 82 82 ou avec Madeleine Nutchey au 04 74 97 06 67.

S!lence

Écologie • Alternatives • Non-violence

↳ Courriers :
9 rue Dumenge, F 69004 LYON
↳ Renseignements
04 78 39 55 33 le jeudi
↳ Diffusion - Comptabilité - Abonnements
04 74 07 08 68 le mardi
↳ Rédaction
04 78 39 55 33 le mercredi
↳ Virements bancaires
CCP 550 39 Y LYON
↳ Distribution en Belgique
Brabant-Ecologie
Route de Rénipont, 33 - B - 1380 OHAIN
Tél / fax : 02 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriot - Tél : 04 75 85 51 00
Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs.

La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins compris)

N° de commission paritaire : 64946
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 1^{er} trimestre 2002
Tirage : 6000 ex

Editeur : Association Silence
Présidente : Madeleine Nutchey
Vice-présidente : Sylviane Poulenard
Trésorière : Myriam Cognard
Vice-trésorier : Jacques Caclin
Administrateur : Xavier Serédine

Réalisation de la revue
Directrice de publication : Madeleine Nutchey Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru Gestion et abonnements : Michel Jarru Documentaliste : Julie Rougier Maquette et publicité : Vincent Cheynet Stands salons et fêtes : Raynald Rasse Rédaction : Michel Bernard, Alain-Claude Galtié, Madeleine Nutchey, Sylviane Poulenard, Mimmo Pucciarelli Conseillers scientifiques : Roger Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald, Henri Persat, André Picot Dessinateurs : Alho, Dédé, Lassepe, Lèbre, Mahlen, Mutio, Xavier Veas, Vèesse Iconographie : Madeleine Nutchey, Michel Bernard Correcteurs : Raymond Vignal, Françoise Weité Expédition : Mélanie Combes, Claude Crotet, Marguerite Descamps, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Sylviane Michel, Bernard Parez, Christian Rony, Reine Rosset, Jacqueline Schilt, Myriam Travostino, Suzanne Vignal Correspondants : Georges David, René Hamm, Christian Jacques, José Oria, Mireille Oria, Jean-Luc Thierry Et pour ce numéro : Adbusters, André Aubry, Mauro Bonaiuti, Bruno Clémentin, FRAP-NA, Infosud, Serge Latouche, Dominique Léonard, Pierre Rabhi, François Schneider, Pierre-Emmanuel Weck. Merci à Pierre Cheynet pour la transcription de l'entrevue de Pierre Rabhi.
Couverture : Casseurs de pub.
Page 4 : «Autour du lac», 1991, tableau de Guy-Rachel Grataloup.

Venez nous voir !

N°281 - mars

Comité de clôture des articles samedi 26 janvier à 14 h
(clôture brèves : mercredi 30 janvier à 12 h)

Expédition vendredi 15 février de 14 h à 21h30

N°282 - avril

Comité de clôture des articles samedi 16 février à 14 h
(clôture brèves : mercredi 27 février à 12 h)

Expédition vendredi 15 mars de 14 h à 21h30

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci comprennent un goûter à 17 h et un repas à 21h30 offerts par Silence.

Bulletin d'abonnement page 39



Décroissance économique, croissance humaniste

La crise écologique est avant tout le révélateur de l'impasse politique, culturelle, philosophique et spirituelle dans laquelle s'enfoncent notre civilisation. La guerre que livrent nos sociétés «modernes» à la Terre est le reflet de la guerre que livre l'humain des pays riches à sa conscience.

Conditionné par d'idéologie de consommation, prisonnier d'une foi aveugle en la science, notre monde cherche une réponse qui ne contrarierait pas son désir exponentiel d'objets et de services, tout en ayant bonne conscience.

Le concept éthique de «développement durable» a répondu à point à cette attente. Ce terme doit désormais rejoindre sa place, c'est-à-dire le rayon des tartes à la crème.

Chaque fois que nous apportons une réponse inadaptée à un problème, nous l'amplifions globalement, même si nous avons l'illusion de le soulager sur l'instant. Si les solutions techniques sont importantes, notre devoir est de les conditionner à nos choix démocratiques. Nous retrouvons là la dimension qui fait notre humanité : la recherche de sens.

La décroissance soutenable et conviviale ne permet pas de tricher. Elle nous impose de regarder la réalité en face, et d'exister dans toutes nos dimensions pour avoir la capacité d'affronter le réel et de traiter les problèmes.

Face aux discours mortifères de marchandisation du monde, de bestialisation de nos existences et de soumission aux idéologies dominantes, notre planète nous renvoie continuellement à une réflexion sur notre condition humaine. De fait, le vaisseau spatial biologique Terre nous invite à vivre pleinement notre humanité.

Vincent Cheynet ■

La décroissance soutenable



La contestation de la croissance économique est un fondement de l'écologie politique. Il n'est pas de croissance infinie possible sur une planète finie. Trop dérangement, car en rupture radicale avec notre développement actuel, cette critique fut vite abandonnée au profit de concepts plus souples, comme le "développement durable". Pourtant, rationnellement, il n'existe guère d'autres voies pour les pays riches (20 % de la population planétaire et 80 % de la consommation des ressources naturelles) que de réduire leur production et leur consommation afin de "décroître".

Il n'est pas besoin d'être économiste pour comprendre qu'un individu, ou une collectivité, tirant la majeure partie de ses ressources de son capital, et non de ses revenus, est destiné à la faillite. Tel est pourtant bien le cas des sociétés occidentales, puisqu'elles puisent dans les ressources naturelles de la planète, un patrimoine commun, sans tenir compte du temps nécessaire à leur renouvellement. Non content de piller ce capital, notre modèle économique, fondé sur la croissance, induit en plus une augmentation constante de ces prélèvements. Les économistes ultra-libéraux comme les néo-marxistes ont éliminé de leurs raisonnements le paramètre «nature», car trop contrariant. Privé de sa donnée fondamentale, notre modèle économique et social se trouve ainsi déconnecté de la réalité physique et fonctionnelle dans le virtuel. Les économistes vivent en fait dans le monde religieux du 19^e siècle où la nature était considérée comme inépuisable. Nier la réalité au profit d'une construction intellectuelle est le propre d'une idéologie. Nous pouvons donc considérer que l'économie actuelle est avant tout de nature idéologique, fût-ce par défaut. La réalité est plus complexe, car le système économique est en fait largement livré à lui-même, sans contrôle politique.

L'objectif d'une économie saine

Nous nommerons *économie saine* un modèle économique qui, au minimum, ne toucherait pas au capital naturel. L'idéal serait de reconstituer le capital naturel déjà détruit. Mais, le premier objectif d'une humanité vivant sur les revenus de la nature constitue déjà un défi extraordinaire. Nous pouvons même nous demander si cet objectif est enco-

re réalisable et si le point de non-retour n'a pas déjà été franchi. De toute manière, cet objectif est le seul envisageable pour l'humanité, tant d'un point de vue moral que scientifique.

Moral, car il est du devoir, de la responsabilité de chaque individu et de l'humanité de préserver son environnement et de le restituer à ses descendants, au minimum, dans l'état où il lui a été confié.

Scientifique, car imaginer que l'humanité a les moyens de coloniser d'autres planètes relève du délire. Les distances dans l'espace sont hors de portée de nos technologies. Pour faire des sauts de puces dans l'espace, nous gaspillons inutilement des quantités gigantesques de ressources précieuses.

De plus, de manière purement théorique, si nous pouvions ramener sur notre planète et de façon rentable une ressource énergétique extraterrestre, cela aurait pour conséquence une nouvelle dégradation écologique. En effet, des scientifiques estiment que le danger est plus dans le "trop" de ressources, que dans le risque de les voir s'épuiser. Le danger principal est l'incapacité de l'écosystème global à absorber tous les polluants que nous générons. L'arrivée d'une nouvelle ressource énergétique ne ferait ainsi qu'amplifier les changements climatiques.

Ne pas puiser du tout dans notre capital naturel semble difficile, ne serait-ce que pour produire des objets de première nécessité comme une casserole ou une aiguille. Mais, nous avons déjà prélevé et transformé une quantité de minerais considérable. La masse d'objets produits constitue déjà un formidable potentiel de matière à recycler.

L'objectif de l'*économie saine* peut nous sembler un horizon utopique. En fait, nous avons au maximum 50 ans pour y parvenir si

nous voulons sauvegarder l'écosystème. La biosphère ne négocie pas de délais supplémentaires. Il reste, au rythme de consommation actuel, 41 années de réserves prouvées de pétrole (1), 70 années de gaz (2), 55 années d'uranium (3). Même si ces chiffres peuvent être contestés, nous nous dirigeons vers le terme de la plus grande partie des ressources planétaires à brèves échéances si nous ne changeons pas radicalement de cap. Contrairement au 20^e siècle, nous consommons désormais plus de ces ressources que nous en découvrons de nouvelles. De plus, il est prévu, d'ici à 20 ans, un doublement du parc automobile mondial ainsi qu'un doublement de la consommation énergétique mondiale. Enfin, plus nous approchons du terme des ressources, plus celles-ci sont difficilement extractibles. Il reste que le plus grand danger semble aujourd'hui plus les dommages que nous faisons courir au climat que l'épuisement des ressources naturelles.



La décroissance

Le théoricien de la décroissance

L'économiste bulgare Nicholas Georgescu-Roegen est le père de la décroissance (4). Nicholas Georgescu-Roegen distingue la «haute entropie», énergie non disponible pour l'humanité, de la «basse entropie» énergie disponible. Il démontre simplement que

Nicholas Georgescu-Roegen.



(1) Statistical Review of World Energy.
 (2) Gaz de France
 (3) Commission des communautés européennes, 2000.
 (4) *La décroissance*, Nicholas Georgescu-Roegen. Éditions Sang de la Terre.



La décroissance

chaque fois que nous entamons notre capital naturel, comme les énergies de stock, nous hypothéquons les chances de survie de nos descendants. «*Chaque fois que nous produisons une voiture, nous le faisons au prix d'une baisse du nombre de vies à venir*». Il met en évi-

dence les impasses de la "croissance zéro" ou de "l'état stable" que prônent des écologistes. En effet, même si nous stabilisons notre économie, nous continuerons à puiser dans notre capital.

La décroissance soutenable

Tout le problème consiste à passer d'un modèle économique et social fondé sur l'expansion permanente à une civilisation «sobre» dont le modèle économique a intégré la finitude de la planète. Pour passer de notre civilisation à l'économie saine, les pays riches devraient s'engager dans une réduction drastique de leur production et de leur consommation. En termes économiques, cela signifie entrer dans la décroissance. Le problème est que nos civilisations modernes, pour ne pas générer de conflits sociaux, ont besoin de cette croissance perpétuelle. Le fondateur de la revue *The Ecologist*, l'écologiste millionnaire et conservateur Edwards Goldsmith avance qu'en réduisant de 4 % par an et pendant 30 ans la production et la consommation, nous aurions une chance d'échapper à la crise climatique. «avec un minimum de volonté politique» (5). Facile à dire sur le papier, fût-il recyclé ou simplement blanchi sans chlore ! La réalité sociologique est tout autre. Même les riches des pays riches aspirent à consommer toujours plus. Et ce n'est pas «un minimum de volonté politique» qui serait nécessaire si un groupe désirait conduire cette politique d'en haut, mais bien un pouvoir totalitaire. Celui-ci aurait toutes les peines pour contrer une soif sans fin de consommation attisée par des années de conditionnement à l'idéologie publicitaire. A moins de rentrer dans une économie de guerre, l'appel à la responsabilité des individus est la priorité. Les mécanismes économiques conduits par le politique auront un rôle fondamental à jouer, mais demeureront secondaires. Le tournant devra donc s'opérer "par le bas", pour rester dans la sphère démocratique.

Edwards Goldsmith affirme aussi que seule une crise économique mondiale pourrait retarder la crise écologique globale si rien n'est entrepris. L'histoire nous démontre que les crises ont rarement des vertus pédagogiques et qu'elles engendrent le plus souvent des conflits meurtriers. L'humain en situation périlleuse privilégie ses instincts de survie, au

détriment de la société. La crise de 1929 a amené au pouvoir Hitler, les nazis, les fascistes, les franquistes en Europe et les ultras nationalistes au Japon. Les crises appellent des pouvoirs forts avec toutes les dérives qu'ils engendrent. Tout l'objectif consiste, au contraire, à éviter la régulation par le chaos. C'est pourquoi, cette décroissance devra être «soutenable». C'est-à-dire qu'elle ne devra pas générer de crise sociale remettant en cause la démocratie et l'humanisme. Rien ne servirait de vouloir préserver l'écosystème global si le prix est pour l'humanité un effondrement humain. Mais plus nous attendons pour nous engager dans la "décroissance soutenable", plus le choc contre la fin des ressources sera rude, et plus le risque d'engendrer un régime éco-totalitaire ou de s'enfoncer dans la barbarie sera élevé.

Un exemple de décroissance chaotique est la Russie. Ce pays a réduit de 35 % ses émissions de gaz à effet de serre depuis la chute du mur de Berlin (6). La Russie s'est désindustrialisée. Elle est passée d'une économie de superpuissance à une économie pour une large part de survivance. En terme purement écologique, c'est un exploit. En terme social, c'est loin d'être le cas. Les pays riches devront tenter de diminuer leur production et leur consommation sans faire imploser leur système social. Bien au contraire, ils devront le renforcer d'autant dans cette transition difficile pour tendre à plus d'équité. Une chose semble sûre : pour atteindre "l'économie saine", la décroissance des pays riches devra être durable.

Un exemple : l'énergie

Plus des trois quarts des ressources énergétiques que nous utilisons aujourd'hui sont d'origines fossiles. Ce sont le gaz, le pétrole, l'uranium, le charbon. Ce sont des ressources non-renouvelables, ou plus exactement au taux de renouvellement extrêmement faible. En tout cas sans rapport aucun avec notre utilisation actuelle. L'économie saine nous impose de cesser ce pillage. Nous devons réserver ces ressources précieuses pour des utilisations vitales. De plus, la combustion de ces ressources fossiles désagrège l'atmosphère (effet de serre et autres pollutions) et entame par cet autre biais notre capital naturel. Quant au nucléaire, outre le danger que font peser ses installations, il produit des déchets à durée de vie infinie à l'échelle humaine (plutonium 239, demi-vie 24 400 ans, Iode 129, durée de demi-vie 16 millions d'années). Le principe de responsabilité, qui définit l'âge adulte, veut que nous ne développions pas une technique non maîtrisée. Nous n'avons pas à léguer à nos descendants une planète empoisonnée pour la fin des temps.

Par contre, nous aurons droit aux énergies «de revenu», c'est-à-dire le solaire, l'éolien et, en partie, la biomasse (bois) et un peu d'hydraulique. Ces deux dernières ressources devant se partager avec d'autres utilisations que la seule production d'énergie.

Cet objectif n'est atteignable que grâce à une réduction drastique de notre consommation énergétique. Dans une économie saine, l'énergie fossile disparaîtrait. Elle serait réservée à des usages de survie comme les usages médicaux. Le transport aérien, les véhicules à moteur à explosion seraient condamnés à disparaître. Ils seraient remplacés par la marine à voile, le vélo, le train, la traction animale (quand la production d'aliments pour les animaux est soutenable). Bien entendu, toute notre civilisation serait bouleversée par ce changement de rapport à l'énergie. Il signifierait la fin des grandes sur-

faces au profit des commerces de proximité et des marchés, des produits manufacturés plus chers importés au profit d'objets produits localement, des emballages jetables au profit des contenants réutilisables, de l'agriculture intensive motorisée au profit d'une agriculture paysanne extensive. Le réfrigérateur serait remplacé par une pièce froide, le voyage aux Antilles par une randonnée à vélo dans les Cévennes, l'aspirateur par le balai et la serpillière, l'alimentation carnée par une nourriture quasiment végétarienne, etc.

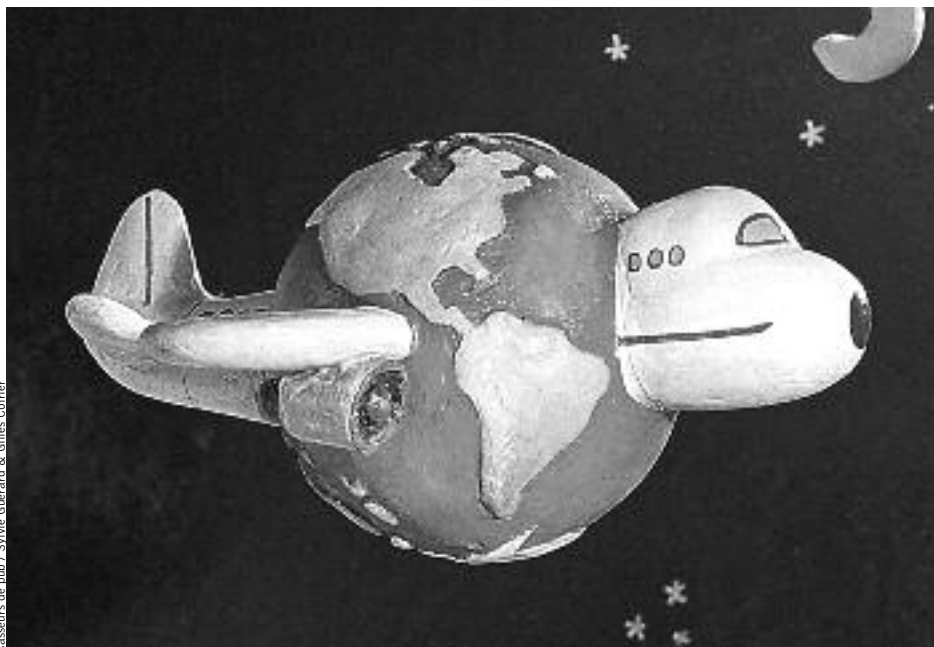
Au moins pendant la période de réorganisation de notre société, la perte de l'énergie

Mad Max ou la décroissance ? A nous de choisir.



(5) L'écologiste, n° 2, Hiver 2000, Éditorial d'Edwards Goldsmith.

(6) Donnée : Ministère allemand de l'environnement.



fossile entraînera un accroissement important de la masse de travail pour les pays occidentaux, et ceci même en intégrant une diminution considérable de la consommation. Non seulement nous ne disposerions plus de l'énergie fossile, mais en plus la main d'œuvre peu chère des pays du tiers-monde ne serait plus disponible. Nous aurions alors recours à notre énergie musculaire

Un modèle économique alternatif

A l'échelle de l'Etat, une *économie saine* gérée démocratiquement ne peut être que le fruit d'une recherche d'équilibre constante entre les choix collectifs et individuels. Elle nécessite un contrôle démocratique de l'économie par le politique et par les choix de consommation des individus. Une économie de marché contrôlée par le politique et le consommateur. L'un ne pouvant se passer de l'autre. Ce modèle exige une responsabilisation accrue du politique comme du consommateur.

Succinctement, nous pouvons imaginer un modèle économique s'articulant sur trois niveaux :

- Le premier serait une économie de marché contrôlée évitant tout phénomène de concentration. Ce serait, par exemple, la fin du système de franchise. Tout artisan ou commerçant serait propriétaire de son outil de travail et ne pourrait pas posséder plus. Il serait nécessairement le seul décideur de son activité, en relation avec sa clientèle. Cette économie de petites entités, outre son caractère humaniste, aurait l'immense mérite de ne pas générer de publicité, ce qui est une condition *sine qua non* pour la mise en place de la décroissance soutenable. La sortie de l'idéologie de consommation conditionne sa mise en place technique.

- Le deuxième niveau, la production d'équipements nécessitant un investissement, aurait des capitaux mixtes privés et publics, contrôlés par le politique.

- Enfin, le troisième niveau. Ce serait les services publics de base, non-privatisables (accès à l'eau, à l'énergie disponible, à l'éducation et la culture, aux transports en commun, à la santé, à la sécurité des personnes).

La mise en place d'un tel modèle entraînerait le commerce équitable pour tous : appliquant là où l'on produit les critères humains de là où l'on vend. Cette règle simple à énoncer apporterait la fin de l'esclavage et du néo-colonialisme.

Un défi pour les "riches"

A l'énoncé des mesures à prendre pour entrer dans la décroissance soutenable, la majorité de nos concitoyens restera incrédule. La réalité est trop crue pour être admise d'emblée par la majeure partie de l'opinion. Elle suscite dans la plupart des cas une réaction d'animosité. Difficile de se remettre en cause lorsque l'on a été élevé au biberon médiatico publicitaire de la société de consommation. Un cocktail ressemblant étrangement à la Soma, drogue euphorisante décrite par Aldous Huxley dans *Le meilleur des mondes* (*Brave New World*, 1932, annonçant un pouvoir psychobiologique !). Le monde intellectuel, trop

occupé à résoudre des querelles byzantines et encore ébloui par la science, aura aussi du mal à admettre d'être passé si loin d'un enjeu de civilisation aussi important. Il est difficile pour les Occidentaux d'envisager un autre

La priorité est de s'engager à l'échelle individuelle dans la simplicité volontaire.

mode de vie. Mais, nous ne devons pas oublier que le problème ne se pose pas dans ces termes pour l'immense majorité des habitants du globe. 80 % des humains vivent sans automobile, sans réfrigérateur ou encore sans téléphone. 94 % des humains n'ont jamais pris l'avion. Nous devons donc nous extraire de notre cadre d'habitant des pays riches pour raisonner à l'échelle planétaire et envisager l'humanité comme une et indivisible. Faute de cela, nous serions réduits à raisonner comme Marie-Antoinette à la veille de la Révolution française, incapable d'imaginer pouvoir se déplacer sans chaise à porteur et proposant de la brioche à ceux qui n'ont pas de pain.

Au régime

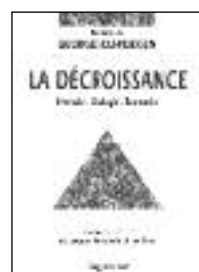
Environ un tiers de la population américaine est obèse. Les Américains se sont lancés à la recherche du gène de l'obésité pour résoudre ce problème de manière scientifique. La bonne solution est bien sûr d'adopter un meilleur régime. Ce comportement est tout à fait symptomatique de notre civilisation. Plutôt que de remettre en cause notre mode de vie, nous poursuivons une fuite en avant à la recherche de solutions techniques afin de répondre à un problème culturel. De plus, cette folle fuite en avant ne fait qu'accélérer le mouvement destructif. En fait, même si la décroissance nous semble impossible, la barrière se situe plus dans nos têtes que dans les réelles difficultés à la mettre en place. Sortir l'opinion d'un conditionnement idéologique fondé sur la croyance en la science, le nouveau, le progrès, la consommation, la croissance conditionne cette évolution.

La priorité est donc de s'engager à l'échelle individuelle dans la simplicité volontaire. C'est en changeant nous-même que nous transformerons le monde.

Définition d'un concept

Si nous revenons à la définition du concept "développement durable", c'est-à-dire : «ce qui permet de répondre aux besoins des générations actuelles, sans pour autant compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins», alors, le terme approprié pour les pays riches est bien la «décroissance soutenable».

Bruno Clémentin et Vincent Cheynet ■



Ecolo
11, place Croix-Pâquet
69001 Lyon
www.ecolo.asso.fr

A bas le développement durable ! Vive la décroissance conviviale !

«Il n'y a pas le moindre doute que le développement durable est l'un des concepts les plus nuisibles».

Nicholas Georgescu-Roegen, (correspondance avec J. Berry, 1991) (1).

On appelle oxymore (ou antinomie) une figure de rhétorique consistant à juxtaposer deux mots contradictoires, comme «l'obscur clarté», chère à Victor Hugo, «qui tombe des étoiles...». Ce procédé inventé par les poètes pour exprimer l'inexprimable est de plus en plus utilisé par les technocrates pour faire croire à l'impossible. Ainsi, une guerre propre, une mondialisation à visage humain, une économie solidaire ou saine, etc. Le développement durable est une telle antinomie.

En 1989, déjà, John Pessey de la Banque mondiale recensait 37 acceptions différentes du concept de «sustainable development» (2). Le seul Rapport Brundtland (World commission 1987) en contiendrait six différentes. François Hatem, qui à la même époque en répertoriait 60, propose de classer les théories principales actuellement disponibles sur le développement durable en deux catégories, «écocentrées» et «anthropocentrées», suivant qu'elles se donnent pour objectif essentiel la protection de la vie en général (et donc de tous les êtres vivants, tout au moins de ceux qui ne sont pas encore condamnés) ou le bien-être de l'homme (3).

Développement durable ou comment faire durer le développement

Il y a donc une divergence apparente sur la signification du soutenable/durable. Pour les uns, le développement soutenable/durable, c'est un développement respectueux de l'environnement. L'accent est alors mis sur la préservation des écosystèmes. Le développement signifie dans ce cas, bien-être et qualité de vie satisfaisants, et on ne s'interroge pas trop sur la compatibilité des deux objectifs, développe-

ment et environnement. Cette attitude est assez bien représentée chez les militants associatifs et chez les intellectuels humanistes. La prise en compte des grands équilibres écologiques, doit aller jusqu'à la remise en cause de certains aspects de notre modèle économique de croissance, voire même de notre mode de vie. Cela peut entraîner la nécessité d'inventer

Le problème avec le développement soutenable n'est pas tant avec le mot soutenable qui est plutôt une belle expression qu'avec le concept de développement qui est carrément un «mot toxique».

un autre paradigme de développement (encore un ! mais lequel ? On n'en sait rien). Pour les autres, l'important est que le développement tel qu'il est puisse durer indéfiniment. Cette position est celle des industriels, de la plupart des politiques et de la quasi-totalité des économistes. A Maurice Strong déclarant le 4 avril 1992 : «Notre modèle de développement, qui conduit à la destruction des ressources naturelles, n'est pas viable. Nous devons en changer», font écho les propos de Georges Bush (senior) : «Notre niveau de vie n'est pas négociable» (4). Dans la même veine, à Kyoto, Clinton déclarait sans

prendre de gants : «Je ne signerai rien qui puisse nuire à notre économie» (5). Comme on sait, Bush junior a fait mieux...

Le développement soutenable est comme l'enfer, il est pavé de bonnes intentions. Les exemples de compatibilité entre développement et environnement qui lui donnent créance ne manquent pas. Evidemment, la prise en compte de l'environnement n'est pas nécessairement contraire aux intérêts individuels et collectifs des agents économiques. Un directeur de la Shell, Jean-Marie Van Engelshoven, peut déclarer : «Le monde industriel devra savoir répondre aux attentes actuelles s'il veut, de façon responsable, continuer à créer dans le futur de la richesse». Jean-Marie Desmarests, le PDG de Total ne disait pas autre chose avant le naufrage de l'Erika et l'explosion de l'usine d'engrais chimique de Toulouse... (6). Avec un certain sens de l'humour, les dirigeants de BP ont décidé que leur sigle ne devait plus se lire «British Petroleum», mais «Beyond Petroleum» (Au delà ou après le pétrole)... (7)



Pierre-Emmanuel Weck

La concordance des intérêts bien compris peut, en effet, se réaliser en théorie et en pratique. Il se trouve des industriels convaincus de la compatibilité des intérêts de la nature et de l'économie. Le *Business Council for Sustainable Development*, composé de 50 chefs de grandes entreprises, regroupés autour de Stephan Schmidheiny, conseiller de Maurice Strong, a publié un manifeste présenté à Rio de Janeiro juste avant l'ouverture de la conférence de 92 : *Changer de cap, réconcilier le développement de l'entreprise et la*

(1) Cité par Mauro Bonaiuti. *La teoria bioeconomica. La «nuova economia» di Nicholas Georgescu Roegen*, Carocci, Rome 2001, p. 53.

(2) J. Pezzey, *Economic analysis of sustainable growth and sustainable development*, World Bank, Environment Department, Working Paper n° 15, 1989.

(3) Christian Comelieu, *Développement du développement durable, ou blocages conceptuels ? Tiers-Monde*, N° 137, Janvier-mars 1994, pp. 62-63.

(4) Cité par Jean Marie Harribey, *L'économie économe*, L'harmattan, Paris 1997.

(5) Carla Ravaioli, «Lettera aperta agli economisti. Crescita e crisi ecologica». *Manifesto libri* 2001, P. 20.

(6) *Green magazine*, mai 1991. Cet exemple comme les précédents est tiré de Hervé Kempf, *L'économie à l'épreuve de l'écologie*. Hatier, col. enjeux, Paris 1991, pp. 24/25.

(7) Carla Ravaioli, op.cit. p. 30.

protection de l'environnement. «En tant que dirigeants d'entreprise, proclame le manifeste, nous adhérons au concept de développement durable, celui qui permettra de répondre aux besoins de l'humanité sans compromettre les chances des générations futures» (8).

Tel est bien, en effet, le pari du développement durable. Un industriel américain exprime la chose de façon beaucoup plus



simple : «Nous voulons que survivent à la fois la couche d'ozone et l'industrie américaine».

Le développement toxique

Il vaut la peine d'y regarder de plus près en revenant aux concepts pour voir si le défi peut encore être relevé. La définition du développement durable telle qu'elle figure dans le rapport Brundtland ne prend en compte que la durabilité. Il s'agit, en effet, d'un «processus de changement par lequel l'exploitation des ressources, l'orientation des investissements, les changements techniques et institutionnels se trouvent en harmonie et renforcent le potentiel actuel et futur des besoins des hommes». Il ne faut pas se leurrer pour autant. Ce n'est pas l'environnement qu'il s'agit de préserver pour les décideurs — certains entrepreneurs écologistes parlent même de «capital soutenable», le comble de l'oxymore ! — mais avant tout le développement (9). Là réside le piège. Le problème avec le développement soutenable n'est pas tant avec

le mot soutenable qui est plutôt une belle expression qu'avec le concept de développement qui est carrément un «mot toxique». En effet, le soutenable signifie que l'activité humaine ne doit pas créer un niveau de pollution supérieur à la capacité de régénération de l'environnement. Cela n'est que l'application du principe de responsabilité du philosophe Hans Jonas : «Agis de telle sorte que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur la terre».

Toutefois, la signification historique et pratique du développement, liée au programme de la modernité, est fondamentalement contraire à la durabilité ainsi conçue. On peut définir le développement comme une entreprise visant à transformer les rapports des hommes entre eux et avec la nature en marchandises. Il s'agit d'exploiter, de mettre en valeur, de tirer profit des ressources naturelles et humaines. La main invisible et l'équilibre des intérêts nous garantissent que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possible. Pourquoi se faire du souci ? La plupart des économistes qu'ils soient libéraux ou marxistes sont en faveur d'une conception qui permette au développement économique de perdurer. Ainsi l'économiste marxiste, Gérard d'Estance de Bernis déclare :

«On ne fera pas ici de sémantique, on ne se demandera pas non plus si l'adjectif «durable» (soutenable) apporte quoi que ce soit aux définitions classiques du développement, tenons compte de l'air du temps et parlons comme tout le monde. (...) Bien entendu, durable ne renvoie pas à long, mais à irréversible. En ce sens, quel que soit l'intérêt des expériences passées en revue, le fait est que le processus de développement de pays comme l'Algérie, le Brésil, la Corée du Sud, l'Inde ou le Mexique ne s'est pas avéré «durable» (soutenable) : les contradictions non maîtrisées ont balayé les résultats des efforts accomplis, et conduit à la régression» (10). Effectivement, le développement étant défini par Rostow comme «self-sustaining growth» (croissance auto-soutenable), l'adjonction de l'adjectif durable ou soutenable à développement est inutile et constitue un pléonasmе. C'est encore plus flagrant avec la définition de Mesarovic et Pestel (11). Pour eux, c'est la croissance homogène, mécanique et quantitative qui est insoutenable, mais une croissance «organique» définie par l'interaction des éléments sur la totalité est un objectif supportable. Or historiquement, cette définition biologique, est précisément celle du développement ! Les subtilités d'Herman Daly, tentant de définir un développement avec une croissance nulle ne sont tenables, ni en théorie, ni en pratique (12). Comme le note Nicholas Georgescu-Roegen : «Le développement durable ne peut en aucun cas être séparé de la croissance écono-

mique(...) En vérité, qui a jamais pu penser que le développement n'implique pas nécessairement quelque croissance ? » (13).

Finalement, on peut dire qu'en accolant l'adjectif durable au concept de développement, il est clair qu'il ne s'agit pas vraiment de remettre en question le développement réellement existant, celui qui domine la planète depuis deux siècles, tout au plus songe-t-on à lui adjoindre une composante écologique. Il est plus que douteux que cela suffise à résoudre les problèmes.

La décroissance



La croissance zéro ne suffit pas

En fait, les caractères durable ou soutenable renvoient non au développement «réellement existant» mais à la reproduction. La reproduction durable a régné sur la planète en gros jusqu'au 18e siècle ; il est encore possible de trouver chez les vieillards du tiers-

monde des «experts» en reproduction durable. Les artisans et les paysans qui ont conservé une large part de l'héritage des manières ancestrales de faire et de penser vivent le plus souvent en harmonie avec leur environnement ; ce ne sont pas des prédateurs de la nature (14). Au 17e siècle encore, en édictant ses édits sur les forêts, en réglementant les coupes pour assurer la reconstitution des bois, en plantant des chênes que nous admirons toujours pour fournir des mâts de vaisseaux 300 ans plus tard,

Colbert se montre un expert en «sustainability». Ce faisant, ces mesures vont à l'encontre de la logique marchande.

Voilà, dira-t-on, du développement durable ; mais alors, il faut le dire de tous ces paysans qui plantaient de nouveaux oliviers et de nouveaux figuiers dont ils ne verraient

(8) *Changer de cap*, Dunod, 1992, p. 11.

(9) Carla Ravaoli, op. cit. p. 32.

(10) Gérard de Bernis, *Développement durable et accumulation*, Tiers-Monde, n° 137, p. 96.

(11) Mesarovic et Pestel, *Strategie per sopravvivere*, Mondadori, Milano 1974.

(12) Une augmentation du revenu (au sens hicksien) sans atteinte au capital naturel permettrait d'affirmer qu'une croissance soutenable est une contradiction dans les termes, pas un développement durable. Voir Gianfranco Bologna et alii, «Italia capace di futuro» WWF-EMI, Bologne 2001, pp. 32 et ss.

(13) NGR 1989 p. 14, cité Bonaiuti, p. 54.

(14) En dépit de la coquetterie que l'on se donne de contester la sagesse des «bons sauvages», celle-ci se fonde tout simplement sur l'expérience. Les «bons sauvages» qui n'ont pas respecté leur écosystème ont disparu au cours des siècles...



La décroissance

jamais les fruits, mais en pensant aux générations suivantes, et cela, sans y être tenu par aucun règlement, tout simplement parce que leurs parents, leurs grands-parents et tous ceux qui les avaient précédés avaient fait de même (15). Désormais, même la reproduction

durable n'est plus possible. Il faut toute la foi des économistes orthodoxes pour penser que la science de l'avenir résoudra tous les problèmes et que la substituabilité illimitée de la nature par l'artifice est possible. Peut-on vraiment, comme se le demande Mauro Bonaiuti, obtenir le même nombre de pizzas en diminuant toujours la quantité de farine et en augmentant le nombre de fours ou de cuisiniers ? Et même si on peut espérer capter de nouvelles énergies, serait-il raisonnable de construire des «gratte-ciel sans escaliers ni ascenseurs sur la base de la seule espérance qu'un jour nous triompherons de la loi de la gravité ? » (16). Contrairement à l'écologisme réformiste d'un Hermann Daly ou d'un René Passet, l'état stationnaire lui-même et la croissance zéro ne sont ni possibles, (ni souhaitables...).

«Nous pouvons recycler les monnaies métalliques usées, mais non les molécules de cuivre dissipées par l'usage» (17). Ce phénomène que Nicholas Georgescu-Roegen a baptisé la «quatrième loi de la thermodynamique», est peut-être discutable en théorie pure, mais pas du point de vue de l'économie concrète. De l'impossibilité qui s'ensuit d'une croissance illimitée ne résulte pas, selon lui, un programme de croissance nulle, mais celui d'une décroissance nécessaire. «Nous ne pouvons, écrit-il, produire des réfrigérateurs, des automobiles ou des avions à réaction «meilleurs et plus grands» sans produire aussi des déchets «meilleurs et plus grands» (18). Bref, le processus économique est de nature entropique.

«Le monde est fini, note Marie-Dominique Perrot, et le traiter, à travers la sacralisation de la croissance, comme indéfiniment exploitable, c'est le condamner à disparaître; on ne peut en effet à la fois invoquer la croissance illimitée et accélérée pour tous et demander à ce que l'on se soucie des générations futures. L'appel à la croissance et la lutte contre la pauvreté sont littéralement parlant des formules magi-

ques tout autant qu'elles sont des mots d'ordre et des mots de passe (partout). C'est l'idée magique du gâteau dont il suffit d'augmenter la taille pour nourrir tout le monde, et qui rend «innommable» la question de la possible réduction des parts de certains» (19).

Notre surcroissance économique dépasse déjà largement la capacité de charge de la terre. Si tous les citoyens du monde consomment comme les Américains moyens les limites physiques de la planète seraient largement dépassées (20). Si l'on prend comme indice du «poids» environnemental de notre mode de vie «l'empreinte» écologique de celui-ci en superficie terrestre nécessaire on obtient des résultats insoutenables tant du point de vue de l'équité dans les droits de tirage sur la nature que du point de vue de la capacité de régénération de la biosphère. En

Il faut renoncer à la croyance que plus égale mieux. Le bien et le bonheur peuvent s'accomplir à moindres frais.

prenant en comptes, les besoins de matériaux et d'énergie, ceux nécessaires pour absorber déchets et rejets de la production et de la consommation et en y ajoutant l'impact de l'habitat et des infrastructures nécessaires, les chercheurs travaillant pour le World Wide Fund (WWF) ont calculé que l'espace bioproduit par tête de l'humanité était de 1,8 hectare. Un citoyen des Etats-Unis consomme en moyenne 9,6 hectares, un Canadien 7,2, un Européen moyen 4,5. On est donc très loin de l'égalité planétaire et plus encore d'un mode de civilisation durable qui nécessiterait de se limiter à 1,4 hectare, en admettant que la population actuelle reste stable (21).

Sortir de l'économicisme

On peut discuter ces chiffres, mais ils sont malheureusement confirmés par un nombre considérable d'indices (qui ont d'ailleurs servi à les établir). Pour survivre ou durer, il est donc urgent d'organiser la décroissance. Quand on est à Rome et

que l'on doit se rendre par le train à Turin, si on s'est embarqué par erreur dans la direction de Naples, il ne suffit pas de ralentir la locomotive, de freiner ou même de stopper, il faut descendre et prendre un autre train dans la direction opposée. Pour sauver la planète et assurer un futur acceptable à nos enfants, il ne faut pas seulement mo-



dérer les tendances actuelles, il faut carrément sortir du développement et de l'économicisme comme il faut sortir de l'agriculture productiviste qui en est partie intégrante pour en finir avec les vaches folles et les aberrations transgéniques.

La décroissance devrait être organisée non seulement pour préserver l'environnement mais aussi pour restaurer le minimum de justice sociale sans lequel la planète est condamnée à l'explosion. Survie sociale et survie biologique paraissent ainsi étroitement liées. Les limites du «capital» nature ne posent pas seulement un problème d'équité intergénérationnelle dans le partage des parts disponibles, mais un problème d'équité entre les membres actuellement vivants de l'humanité.

La décroissance ne signifie pas nécessairement un immobilisme conservateur. L'évolution et la croissance lente des sociétés

(15) Cette observation de Castoriadis rejoint la sagesse millénaire évoquée déjà par Cicéron dans le «de senectute». Le modèle du «développement durable» mettant en œuvre le principe de responsabilité est donné par un vers cité par Caton : «Il va planter un arbre au profit d'un autre âge». Il le commente ainsi : «De fait, l'agriculteur, si vieux soit-il, à qui l'on demande pour qui il plante, n'hésite pas à répondre : «Pour les dieux immortels, qui veulent que, sans me contenter de recevoir ces biens de mes ancêtres, je les transmette aussi à mes descendants». Cicéron, Caton l'ancien (de la vieillesse), VII-24, *Les belles lettres*, Paris 1996, p. 96.

(16) Bonaiuti Mauro, *La «nuova economia» di Nicholas Georgescu-Roegen*. ed. Carocci, Roma 2001, pp. 109 et 141.

(17) Ibidem. p. 140.

(18) Op. cit. p. 63.

(19) Marie-Dominique Perrot, *Mondialiser le non sens*, L'Age d'homme, Lausanne, 2001, p. 23.

(20) On trouvera une bibliographie exhaustive des rapports et livres parus sur le sujet depuis le fameux rapport du Club de Rome, dans Andrea Masullo, «*Il pianeta di tutti. Vivere nei limiti perché la terra abbia un futuro*». EMI, Bologne, 1998.

(21) Sous la direction de Gianfranco Bologna, *Italia capace di futuro*. WWF-EMI, Bologne, 2001, pp. 86-88.

6 AU 13 JUILLET 2002

20 ANS DE SILENCE

Pour son vingtième anniversaire, Silence organise un camping du samedi 6 juillet à partir de midi au samedi 13 juillet 2002 (au Cun du Larzac). Cette rencontre que nous voulons familiale et festive permettra de favoriser les initiatives directes entre lecteurs et lectrices.

Programme évolutif (1er janvier)

Tôt

■ **randonnées, ateliers, gym, aikido, spiritualité, grasse matinée...** selon vos désirs.

10 h-13 h : ateliers en parallèle

Pré-programme (pouvant être enrichi par les lecteurs jusqu'en mars)

■ **l'action non-violente** avec des jeux, des rencontres, des récits, des images... animé par Michel Bernard et André Larivière (réseau Sortir du nucléaire)

■ **Ecologie et écologistes** avec des débats autour des différentes approches de l'écologie : des Verts au libertaire, du travail associatif au terrain politique, du rôle des médias, fonctionnement en réseau, en mouvement, en parti... changer par le haut, changer par le bas, démocratie, autogestion... animé par Madeleine Nutchey et Christian Sundt (Les Verts)

■ **Développer des alternatives** par des rencontres avec des praticiens de terrain (construction saine, agriculture biologique, énergies renouvelables...) animé par une personne de Silence et Jean-Michel Gagneux (Le Cun) (peut-être un chantier sur place ?)

■ **Le réseau des lecteurs** avec discussion sur la

Le Cun du Larzac dispose d'une possibilité d'accueil pouvant aller jusqu'à 125 personnes en temps normal avec possibilité de dérogation jusqu'à 300 personnes. Au-delà, il est possible de négocier des champs chez les paysans voisins. Nous avons donc besoin d'avoir une idée du nombre de personnes qui viendront. Il existe également une vingtaine de gîtes sur le plateau du Larzac... mais il faut réserver vite.

Nous vous demandons donc de vous inscrire dès maintenant en nous retournant le bon ci-dessous.

Nom :

Adresse :

Téléphone (facultatif) :

Nous viendrons aux dates suivantes (encercler les dates) :

Sam. 6 - Dim. 7 - Lun. 8 - Mar. 9 - Mer. 10 - Jeu. 11 - Ven. 12 - Sam. 13

Nous proposons une animation (facultatif) (joindre un texte de présentation) :

Nous serons : ___ adultes ___ enfants

- je souhaite un hébergement en gîte (20 familles seulement)
 je souhaite un hébergement en dortoir (25 places seulement)
 je souhaite un emplacement en camping (sans limite)

Je verse pour le moment une somme de 10 euros correspondant à un emplacement en camping et permettant l'accès aux différentes activités. Je serai appelé à compléter cette somme si je réserve une place en gîte ou en dortoir, si j'opte pour la restauration collective.

A retourner à : Silence / 20 ans, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon.

anciennes s'intégraient dans une reproduction élargie bien tempérée, toujours adaptée aux contraintes naturelles. «C'est parce que la société vernaculaire a adapté son mode de vie à son environnement, conclut Edouard Goldsmith, qu'elle est durable, et parce que la société industrielle s'est au contraire efforcée d'adapter son environnement à son mode de vie qu'elle ne peut espérer survivre» (22). Aménager la décroissance signifie, en d'autres termes renoncer à l'imaginaire économique c'est-à-dire à la croyance que plus égale mieux. Le bien et le bonheur peuvent s'accomplir à moindres frais. La plupart des sages considèrent que le bonheur se réalise dans la satisfaction d'un nombre judicieusement limité de besoins. Redécouvrir la vraie richesse dans l'épanouissement de relations sociales conviviales dans un monde sain peut se réaliser avec sérénité dans la frugalité, la sobriété voire une certaine austérité dans la consommation matérielle. «Une personne heureuse, note Hervé Martin, ne consomme pas d'antidépresseurs, ne consulte pas de psychiatres, ne tente pas de se suicider, ne casse pas les vitrines des magasins, n'achète pas à longueur de journées des objets aussi coûteux qu'inutiles, bref, ne participe que très faiblement à l'activité économique de la société» (23). Une décroissance voulue et bien pensée n'impose aucune limitation dans la dépense des sentiments et la production d'une vie festive, voire dionysiaque.

On peut conclure avec Kate Soper : «Ceux qui plaident pour une consommation moins matérialiste sont souvent présentés comme des ascètes puritains qui cherchent à donner une orientation plus spirituelle aux besoins et aux plaisirs. Mais cette vision est à différents égards trompeuse. On pourrait dire que la consommation moderne ne s'intéresse pas suffisamment aux plaisirs de la chair, n'est pas assez concernée par l'expérience sensorielle, est trop obsédée par toute une série de produits qui filtrent les gratifications sensorielles et érotiques et nous en éloignent. Une bonne partie des biens qui sont considérés comme essentiels pour un niveau de vie élevé sont plus anesthésiants que favorables à l'expérience sensorielle, plus avarés que généreux en matière de convivialité, de relations de bon voisinage, de vie non stressée, de silence, d'odeur et de beauté... Une consommation écologique n'impliquerait ni une réduction du niveau de vie, ni une conversion de masse vers l'extra-mondanité, mais bien plutôt une conception différente du niveau de vie lui-même» (24).

Serge Latouche ■

(22) E. Goldsmith, *Le défi du XXI^e siècle*, Le rocher, 1994, p.330.

(23) Hervé René Martin, *La mondialisation racontée à ceux qui la subissent*, Climats, 1999, p. 15.

(24) Kate Soper, *Ecologie, nature et responsabilité*. Revue du MAUSS n° 17 premier semestre 2001, p. 85.

A la conquête des biens relationnels

Les théories économiques ont oublié que les ressources sont limitées. Pour éviter une chute économique prévisible, il faut développer des activités peu coûteuses en matériaux et en énergie, c'est le cas de toutes les activités relationnelles.

Georgescu-Roegen, le père de la bioéconomie, a été le premier à présenter la décroissance comme une conséquence inévitable des limites imposées par les lois de la nature (Georgescu-Roegen, 1979). Si l'on veut saisir pour quelles raisons l'approche traditionnelle à la croissance économique, théorisée par les économistes néoclassiques et diffusée par les défenseurs de la globalisation et de la pensée unique, n'est pas soutenable, il faut partir de la critique de Georgescu-Roegen. Cette dernière s'articule en deux points, j'y ajouterai ma conclusion en proposant un parcours vers une économie soutenable (Bonaiuti, 2001).

La théorie traditionnelle de la croissance est basée sur une fonction qui affirme que la production (Q) est directement fonction de trois données : la quantité de travail (L), le stock de capital (K) et les ressources naturelles disponibles (R). Selon Solow/Stiglitz,

$$Q = K^a R^b L^c \text{ avec } a + b + c = 1.$$

Cela veut dire que la production croît parallèlement à la croissance de chacune des trois données. Elle admet surtout que l'on peut produire n'importe quelle quantité de produit en réduisant à volonté les ressources naturelles R, à condition qu'augmente suffisamment le stock de capital K.

En d'autres termes, la théorie néoclassique prône une parfaite substitutivité entre les ressources naturelles et le capital fabriqué par l'homme. Affirmation qui est à la base de la définition néoclassique de développement soutenable. Cela signifie, comme l'a soutenu Solow, qu'"il n'y a en principe aucun problème, le monde peut, en effet, aller de l'avant sans ressources naturelles" (Solow, 1974, p.11). On peut démontrer toutefois que cette affirmation n'est pas conforme avec les lois de la thermodynamique. Si, et les néoclassiques l'affirment, la fonction de production n'est qu'une recette, Solow et Stiglitz assurent que l'on pourra, avec une moindre quantité de farine faire une pizza plus grande en la cuisant dans un four plus grand (ou avec deux cuisiniers au lieu d'un). Cette formule, de toute évidence, ne respecte pas l'équilibre des matériaux : une lecture diverse de la loi première de la thermodynamique.

Produire avec moins de matières premières n'implique pas une baisse de la consommation totale

Depuis toujours les économistes orthodoxes ont défendu la croissance des attaques des écologistes avec une multitude d'arguments dont le noyau théorique se base sur le concept de *progrès technologique*. L'idée fondamentale est que le progrès technologique consentira, comme il l'a fait par le passé, de "relâcher les liens", permettant de la sorte de produire une quantité majeure de biens en utilisant une quantité mineure de matière et d'énergie. Ce phénomène, appelé *dématérialisation du capital*, a suscité un vif intérêt chez les économistes qui en ont vanté les potentialités pour la *new economy* en particulier.

Le parcours du capitalisme fordien, avec ses usines enfumées, à la civilisation *on line*, comporterait selon ces auteurs, le passage définitif à une économie légère, à un processus productif propre, caractérisé par une très basse consommation de ressources naturelles et partant par une pollution extrêmement réduite.

Je ne veux pas nier qu'il s'agit là d'un phénomène significatif. Toutefois la théorie bioéconomique apporte de fortes objections sur ce point.

Il est certain que le secteur des technologies informatiques et plus généralement les secteurs impliqués dans la *new economy* sont en mesure de produire du revenu avec un moindre emploi de ressources naturelles. Malgré cela, nous nous demandons jusqu'à quel point les nouvelles technologies sont des substituts, ne représentent-elles pas plutôt des compléments aux technologies tradi-

tionnelles ? En d'autres termes, un plus grand nombre de sociétés de logiciels ou de consultants financiers impliquera-t-il forcément une diminution de la production de voitures ou d'énergie électrique ? Alors que la consommation de nombreuses ressources par *unité de produit* a effectivement diminué dans les pays les plus avancés, la consommation *absolue* de nombreuses ressources-clé continue à augmenter. Voici quelques données qui éclairciront ce point :

"Une unité est produite aujourd'hui avec moins d'énergie qu'il n'en fallait dans les années soixante-dix. La consommation d'énergie (mesurée comme énergie par unité) a diminué de 25% (moyenne de l'OCDE) dans les pays de l'OCDE de 1970 à 1988. Mais cette diminution de la consommation d'énergie n'a pas mené à une réduction de l'utilisation totale d'énergie. L'utilisation totale d'énergie a augmenté de 30% pendant la même période" (Biswanger, 1993, p.227).

Même si l'augmentation de la consommation absolue est due en partie à la croissance de la population, le modèle fonds/flux de Georgescu-Roegen nous suggère une intéressante interprétation de ce phénomène. Les nouvelles technologies demandent, comme toute forme de capital (fond), un flux de ressources pour être maintenu "dans des conditions d'efficience". Mais, peut-on se demander, qu'est-ce que la production de capital au

contenu technologique élevé (qui est aussi et surtout un capital humain) demande en termes de ressources pour son propre maintien ? Il est fort probable qu'un ingénieur occidental, employé dans une société produisant des ordinateurs utilise directement moins de capital naturel que n'en utilise un travailleur indien employé dans un établissement pour la production de colorants. Toutefois combien de capital naturel demande la production sociale d'un ingénieur, et des technologies informatiques en général ? Peut-on produire des ordinateurs sans se rendre en voiture à son travail ou sans disposer d'une maison pourvue de tous les comforts ? Les infrastructures et les institutions nécessaires aux démocraties

avancées promotrices d'innovations technologiques ne demandent-elles pas, elles aussi, un montant significatif de capital manufacturé, humain et naturel pour pouvoir s'auto-



**Peut-on vraiment
obtenir le même
nombre de pizzas
en diminuant
toujours la
quantité de farine
et en augmentant
le nombre de
jours ou
de cuisiniers ?**

maintenir ? De plus, peut-on imaginer que les pays moins avancés puissent arriver à utiliser les nouvelles technologies (si tant est qu'ils y parviennent) sans passer par une phase prolongée d'industrialisation ?

Autrement dit la production de technologie avancée implique un flot continu d'inputs provenant des processus de transformation de type traditionnel, qui demandent à leur tour des quantités croissantes de ressources naturelles. Enfin, même si le progrès technologique peut effectivement réduire les quantités d'énergie employées dans certains secteurs (information, services) il est fort improbable que ce processus puisse être étendu à tous les secteurs de production et encore moins au niveau global.

Pour conclure, la critique de Georgescu-Roegen démontre, d'une part, qu'il n'est pas possible de faire abstraction des ressources naturelles (en les remplaçant par du capital produit par l'homme), d'autre part que le progrès technologique considéré dans son ensemble, ne comporte pas une réduction de l'impact sur les écosystèmes, mais bien au contraire une augmentation de la consommation absolue des ressources. Il faudra donc miser sur une autre voie.

Il nous faut rappeler que lorsqu'on aborde le rapport décroissance/écosystèmes, Georgescu-Roegen considère la production en termes rigoureusement *physiques* alors que les économistes néoclassiques se réfèrent à la production en termes de *valeur*. La valeur implique les prix et ces derniers l'utilité associée à des biens et services déterminés. On peut (et j'ose dire l'on doit) critiquer les prémisses utilitaristes sur lesquelles se fonde la théorie néoclassique mais il faut aussi être conscient du fait que considérer la production en termes de valeur porte la question sur un plan totalement différent. Alors que Georgescu-Roegen se réfère aux possibilités de substitution entre ressources naturelles et technologie *pour produire le même bien* (par exemple une voiture) les auteurs néoclassiques se réfèrent aux possibilités de substitution qui se présentent pour produire un niveau d'aisance déterminé. Il est évident que l'on peut obtenir le même service (utilité) que l'on se déplace à cheval ou en automobile mais le déploiement de ressources naturelles et de technologie ne sera pas le même. Lorsque Ayres affirme que "in the distant future the economic system need not to produce signifiant amount of goods at all" [A long terme, le système économique n'aura plus besoin de produire de biens de consommation du tout], il va sans dire qu'il raisonne "en termes d'utilité et non de production physique constante". Ayres reconnaît à juste titre que sans cette précision la critique de Georgescu-Roegen à la théorie néoclassique serait "dévastatrice".

Les lois de la thermodynamique et en particulier la loi de l'entropie nous enseignent que la décroissance de la production est inévitable en termes *physiques*. Cela ne veut pas

dire et ne doit pas nous porter à croire que ceci implique *nécessairement* une décroissance du produit mondial brut ou encore moins du *bonheur* des personnes. Se faire le champion de la décroissance — en termes de quantités physiques produites, risque de passer pour une euthanasie du système productif privant de la sorte la voie de l'économie soutenable d'un consensus nécessaire.

Le projet d'une économie soutenable requiert plutôt une révision profonde des préférences et de la façon de concevoir la production de la valeur économique. Elle doit produire des revenus tout en utilisant moins de matière et d'énergie. En effet une politique écologique basée uniquement sur une forte réduction de la consommation créerait (au-delà d'un probable échec final), vu la *distribution actuelle des préférences*, une forte réduction de la demande globale et donc une augmentation importante du chômage et du malaise social. (J'essaie quelquefois d'imaginer ce qui adviendrait si l'Occident s'adaptait soudainement au niveau de la consommation moyenne que suggèrent mes amis critiques envers la consommation. Cela serait une bénédiction pour les écosystèmes mais une catastrophe pour les revenus et pour l'emploi).

Il nous faut donc miser sur une distribution différente des préférences afin qu'à la décroissance des quantités physiques produites ne corresponde pas nécessairement une décroissance de la valeur de la production. Cela implique évidemment une transformation profonde de l'imaginaire économique et productif. Je me limiterai dans ce qui va suivre à indiquer un parcours possible vers cette transformation.

Transférer la demande vers la production de "biens relationnels"

Par cette expression j'entends ce type particulier de "biens" dont on ne peut jouir isolément mais uniquement en relation entre celui qui offre et celui qui demande comme par exemple les services aux personnes (soins, bien-être, assistance) mais aussi les services culturels, artistiques et spirituo-religieux. Il faut en somme favoriser le déplacement de la demande de production de biens traditionnels à impact écologique élevé vers les biens pour "*lesquels l'économie civile possède un avantage comparatif spécifique c'est-à-dire les biens relationnels. Dans les sociétés avancées, il y a une demande spécifique de qualité de la vie. Mais cette demande ne peut être satisfaite à travers la production d'une plus grande quantité de biens traditionnels*"

(Zamagni, 1998). C'est plutôt une demande d'attention, de soins, de connaissances, de participation, de nouveaux espaces de liberté, de spiritualité. La production de ce type de biens comporte la dégradation de quantités fort modestes de matière/énergie. Ils peuvent en tout cas soutenir en perspective une part importante de la production future en termes de valeur. Dans les pays moins avancés cela signifie avant tout éviter la destruction des liens sociaux, des réseaux néoclassiques (Latouche, 1991) au nom d'un développement qui ne pourra jamais, pour des raisons écologiques et économiques, assumer les caractéristiques du développement occidental.

Une économie soutenable doit produire des revenus tout en utilisant moins de matière et d'énergie.

De nombreux services fournis généralement par des structures publiques ou privées pourront dans le futur se développer dans le cadre de l'économie civile : il suffit de penser au secteur de la connaissance/information (école, centres de formation universitaire, professionnelle, cinéma, télévision, radio, livres, édition). On peut sous certaines conditions y faire entrer les services touristiques, hôteliers, et la restauration. Le lien entre l'écologiquement soutenable et l'économiquement et socialement soutenable n'a jamais été aussi clair. L'expansion de l'économie civile à travers la production de biens relationnels crée non seulement une valeur économique là où l'on peut réduire au minimum la dégradation de la matière/énergie mais constitue aussi une voie puissante vers la réalisation d'une économie juste, réduisant l'accumulation des profits et donc l'inégalité sociale et le chômage : la décroissance matérielle sera une croissance relationnelle sociale et spirituelle ou ne sera pas.



La décroissance

Mauro Bonaiuti ■

Université de Modène (Italie)
pet7407@iperbole.bologna.it

Bibliographie

- Binswanger M., (1993), From microscopic to macroscopic theories : entropic aspects of ecological and economic processes, in Ecological Economics, 8, pp. 209-234.
- Bonaiuti, M. (2001), *La teoria bioeconomica. La nuova economia di Nicholas Georgescu-Roegen*, Carocci, Roma.
- Georgescu-Roegen, (1979), *Demain la décroissance*, Lausanne et Paris, Editions Pierre-Marcel Favre. Deuxième éd., Sang de la terre, Paris, 1995.
- Latouche S. (1991), *La planète des naufragés. Essai sur l'après-développement*, La Découverte, Paris.
- Solow R.M., (1974), *Intergenerational Equity and Exhaustible Resources*. Review of Economic Studies.
- Zamagni, S., (Ed.), (1998), *Il non profit come economia civile*, Il Mulino, Bologna.

Point d'efficacité sans sobriété

Mieux vaut débondir que rebondir

Etre efficace dans la production, voire «éco-efficace», est lié à une augmentation de la consommation qui peut annihiler les effets positifs auxquels on pouvait s'attendre. C'est ce qu'on appelle «l'effet rebond».

De par ce phénomène, la croissance économique semble ancrée, pour longtemps encore, à une croissance de la consommation de ressources et à ses impacts écologiques et sociaux. La sobriété, la frugalité et une transformation du système économique vers une décroissance soutenable sont incontournables. Ils requièrent une analyse profonde de ces phénomènes de rebond afin d'utiliser les progrès techniques à bon escient, pour «débondir».

Services ultra-performants, «hyper-voitures» légères et peu polluantes, lampes économes, mini-ordinateurs, mini-caméras vidéo, éoliennes et capteurs solaires, matériaux ultra résistants, on ne compte plus les innovations qui permettent de consommer toujours moins de matière et d'énergie pour chaque service rendu. De nombreux experts considèrent ainsi que la «cure d'efficacité» sera la solution à tous les problèmes écologiques. Une seule malchance jusqu'à présent : il semble que les baisses d'impacts et de pollution attendues soient systématiquement anéanties par l'augmentation des transports, du chauffage, des surfaces d'habitation, de la climatisation, des importations de produits exotiques, des besoins et de la consommation en général...

Mauvaise chance diront certains. On a longtemps cru que le niveau de consommation était indépendant de l'efficacité. Pourtant, un concept qui prend de l'importance récemment (1), «l'effet rebond», nous apprend que l'efficacité et le progrès technologique sont fondamentalement liés à une augmentation de la consommation. Les voitures économes nous permettent d'aller plus loin pour le même prix ; les transports rapides nous libèrent du temps pour avaler toujours plus de kilomètres ; les produits électroniques de tailles réduites nous permettent d'en offrir à chaque membre de la famille (2) ; le développement du solaire et de l'éolien même permettent d'augmenter toujours plus notre consommation d'énergie malgré la raréfaction de certaines ressources. En résumé, les industries et les services toujours plus efficaces nous permettent de consommer toujours plus.

Bien sûr, nombre de ces développements sont primordiaux et sont *potentiellement* de grandes avancées écologiques, et il ne s'agit pas ici de dénigrer tout effort pour plus d'efficacité. Mais, il importe de se rendre compte, pour supprimer cet effet, des liens qui existent avec l'accroissement de la consommation en général. Le problème n'est pas l'efficacité et les efforts pour réduire les impacts pour chaque produit ou service, mais le fait qu'ils soient trop souvent réalisés dans le contexte d'une volonté d'accroissement de la consommation, pour vendre plus ou pour les soi-disant bienfaits d'une économie de croissance.

Ne pas oublier «Liberté, égalité, fraternité»

Ainsi les discours continuent qui soutiennent l'augmentation de la consommation même dans nos pays à grande consommation qui sont dits «développés». Cela s'est traduit récemment par des appels à la défense de nos modes de vie mis en danger lors des attaques du World Trade Center, le 11 septembre 2001. Le message semble être : «faites de la résistance, achetez n'importe quoi mais achetez». La consommation des ménages serait, en ces temps difficiles, le principal soutien de la croissance économique.

Or aller vers une société «soutenable» impose de réduire notre niveau de consommation sans qu'il n'y ait besoin de sombrer dans un fondamentalisme religieux ou autre. La consommation de produits et ser-

vices nécessite des ressources naturelles (énergie, matières premières, et espace) qui sont à la source du changement climatique, de la pollution des milieux, de la baisse de biodiversité, de la destruction des espaces naturels, des environnements dégradés, des risques nucléaires voire génétiques pour ne citer que quelques effets. Et tandis que les médias et politiciens nous parlent d'écologie et de problèmes environnementaux et participent à de nombreux colloques, le niveau de consommation qu'ils soutiennent par leurs discours ou par leur politique continue d'être la raison principale de l'accroissement des problèmes écologiques. Nos politiciens et experts seraient-ils donc atteints de schizophrénie lorsqu'ils réussissent ainsi à embrasser de la même bouche l'écologie et la consommation ?

Car le problème est important et de nombreux experts (3) et responsables politiques s'accordent, pour se limiter à un ordre d'idées réaliste, que les consommations de ressources devraient diminuer au moins de moitié dans le monde. Le problème n'est pas tant la pénurie de ressources que les dégâts causés par l'utilisation de l'espace, la mise en circulation dans l'économie d'énormes quantités de matière et d'énergie, et, à terme, les émissions et multiples conséquences. L'idée est de ne pas dépasser la «bio-capacité» de la planète, car «l'espace environnemental» est limité. Autrement dit, notre niveau de consommation actuel nécessite *au moins* deux planètes si on les veut viables durablement.

Un problème encore plus immense apparaît lorsque l'on combine problèmes écologiques et problèmes sociaux, liés de fait aux inégalités planétaires. Nous avons écrit sur toutes les écoles et mairies : «liberté, égalité, fraternité». De ce deuxième principe, nous déduisons que tout être humain devrait avoir droit à une quantité de ressources du même ordre (4). Or, on évalue que les pays «riches»

(1) Sanne C, Energy Policy, 2000, 28 (6-7): 487-96; Greening, LA et al., Energy efficiency and consumption-the Rebound Effect- a survey, Energy Policy, 2000, 28(6/7), p. 389-401; Mathias Binswanger, Technological progress and sustainable development: what about the Rebound Effect? Ecological Economics 36 (2001) 119-132.

(2) Schneider, Mesicek, Hinterberger, Luks. «Ecological Information Society - Strategies for an Ecological Information Society» dans «Sustainability in the Information Society», Hilty, M.L., P.W.Gilgen (Eds.), part 2, p.831-839, Metropolis-Verlag, Marburg.

(3) Voir par exemple les travaux de l'institut Wuppertal ou du Sustainable Europe Research Institute: www.seri.at.

(4) Une fois ce problème résolu nous pourrions aussi nous attacher à mieux partager les moyens d'utiliser toutes ces ressources, de nombreux brevets indispensables sont par exemple détenus par les pays riches au mépris de nos principes d'égalité.

consomment environ 80% des ressources alors qu'ils ne composent que 20% de la population mondiale (5), c'est-à-dire approximativement 16 fois plus de ressources que les pays «pauvres» par habitant.

Pour se faire une petite idée, voici un scénario simpliste pour l'année 2050. On considérera une consommation de niveau équivalent dans le monde entier pour chaque personne (indispensable si on veut éviter un scénario «dictature mondiale» qui serait en désaccord avec le principe de liberté que l'on peut aussi lire sur le fronton des écoles). On considérera également une importante croissance démographique dans les pays du tiers-monde (la population augmente de 60% d'ici 2050 (6)). Ces pays vont multiplier leur consommation (aujourd'hui encore relativement faible) par 24. Si nous faisons les calculs, cela signifie qu'il nous faudra 12 planètes si nous les voulons viables à long terme. Ainsi pour réduire de moitié la consommation mondiale actuelle de ressources, nous devons réduire la consommation dans les pays riches de 12 fois tandis que les pays du tiers-monde pourront la doubler.

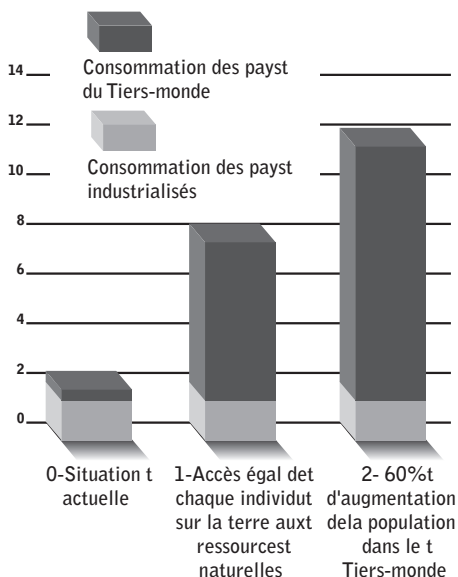


Figure 1 : Nombre de planètes Terre viables à long terme nécessaires dans la situation actuelle (2002), puis lorsque les consommations de ressources naturelles s'équilibrent dans le monde et lorsque la population des pays "pauvres" augmente de 60%.

5 % d'économie pendant 50 ans

Mais un phénomène supplémentaire se produit : non contents de consommer au niveau actuel qui entraîne le monde dans une «consommation de planètes», les pays industrialisés tiennent encore à leur croissance économique. Allons-nous continuer la sacrosainte croissance dans les pays riches ou allons-nous décroître ? Comme cela s'est toujours produit ainsi, nous supposons que la croissance économique suit la consommation de ressources (ce présumé sera discuté plus en détails dans la suite).

Nous considérons deux scénarios : le scénario «croissance» où une croissance matérielle relativement faible de 2% se produit pendant les 48 prochaines années, et le scénario «décroissance» où une décroissance de 5% se produit pendant ces années. Le premier scénario nous amène à 30 fois au-delà d'un niveau viable et le second nous ramène (en faisant attention à réaliser cette évolution de façon soutenable par une croissance, sinon un maintien, du bien-être et de la qualité de vie) à une planète viable de façon durable.

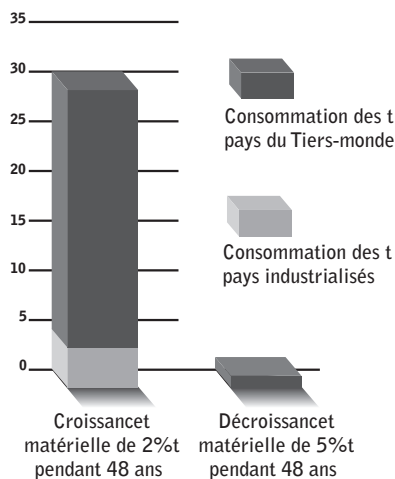


Figure 2 : Nombre de planètes requises lorsque la consommation croît de 2% par an jusqu'en 2050 et lorsque la consommation diminue de 5% par an jusqu'en 2050 dans les pays industrialisés. Grâce à la "décroissance soutenable" nous n'avons besoin que d'une seule planète.

En sachant cela, comment nos politiciens peuvent-ils donc continuer à parler de développement durable et de croissance économique sans aucun tremblement dans la voix ? Cela s'explique parce qu'ils croient que les problèmes vont se résoudre par le développement économique et la croissance, qu'une cure d'efficacité pourra résoudre tous les problèmes. Cela s'explique aussi par une grande omission des phénomènes dynamiques qui régissent l'écologie en lien à la consommation de ressources.

Kuznets était-il une cloche ? En tout cas, une courbe de cette forme (figure 4, page 16) et qui porte son nom, laisse croire que les problèmes environnementaux vont simple-

ment se résoudre avec la croissance économique. Cela part de la constatation que certains problèmes locaux, comme la pollution atmosphérique en zone urbaine et la pollution des rivières, semblent se réduire lorsqu'un pays devient suffisamment riche. Au-dessus d'environ 8000 euros de PNB par habitant, l'environnement s'améliorerait continuellement avec la croissance. C'était une belle histoire qui permettait de se croiser les bras et d'attendre que le marché nous sauve. Le problème est que cela ne marche pas au niveau des impacts globaux (7). Par exemple, les émissions de CO₂ (gaz carbonique) et les transports suivent l'enrichissement de façon relativement linéaire. Mais pire, il semble que les consommations de ressources suivent de façon quasi linéaire le PNB, si nous n'oublions pas les impacts que nous exportons c'est-à-dire les impacts causés dans d'autres pays (le plus souvent du tiers-monde) par le cycle de vie de tous les produits que nous consommons. Les riches exportent ainsi leurs usines polluantes et leurs déchets et importent une bonne part de leurs ressources naturelles. Une bonne illustration est la ville riche peu polluée grâce aux voitures électriques. La richesse aura en effet permis de réduire la pollution atmosphérique locale mais certainement pas la pollution ou autres effets au niveau global (effets résultant de la production de toutes ces voitures, toutes ces batteries, toute cette électricité, ou résultant de la société des supermarchés et des autoroutes qui risquent de se développer en marge de ce type de ville).



(5) F. Schmidt-Bleek, The Factor 10/MIPS concept-Bridging Ecological, Economic, and social Dimensions with Sustainability Indicators. Ces chiffres datent et la situation semblerait avoir empiré, mais nous les adoptons en gardant en mémoire que ces calculs sous-estiment certainement la gravité du problème.

(6) US Bureau of the Census, Base de données internationale, www.census.gov/ipc/www/worldpop.htm.

(7) The environmental Kuznets curve hypothesis does not hold for material flows, Seppälä, Tomi, Hankioja, Teemu and Kaivo-oja, Jari, troisième conférence de l'ESEE, 3-6 May 2000 Vienne, Autriche et nombreux autres articles de cette conférence.

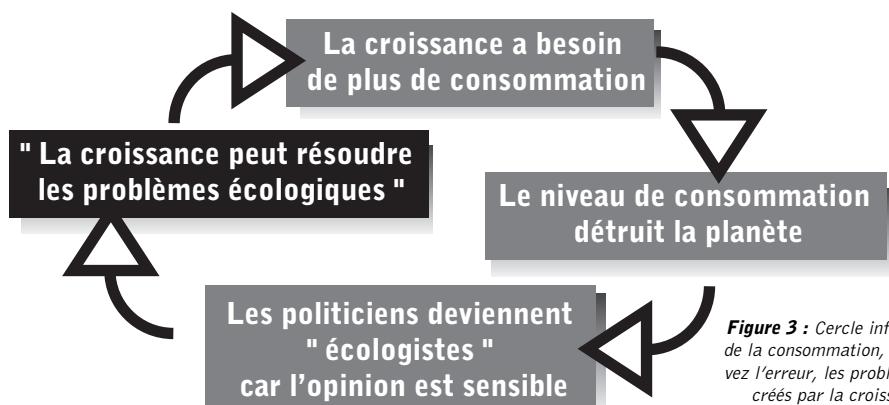


Figure 3 : Cercle infernal de la consommation, trouvez l'erreur, les problèmes créés par la croissance vont-ils réellement se résoudre par la croissance ?

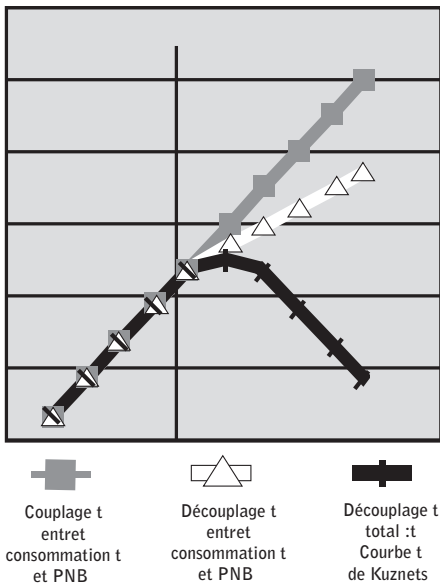


Figure 4 : Evolution de la consommation d'un pays en fonction du PNB suivant trois théories : le couplage total où la consommation augmente linéairement avec le PNB ; un certain découplage ; un découplage total avec la théorie de la courbe de Kuznets. Si le PNB continue à croître dans les pays riches comment évoluera la consommation ? L'effet rebond rend le découplage très difficile et en tout état de cause insuffisant ; et la théorie " fumeuse " de la courbe de Kuznets représente un mirage bien dangereux.

Quelques éclaircissements sont nécessaires concernant la croissance. Quand on parle de croissance, on veut en principe parler de la croissance économique. Mais trois aspects sont trop souvent entremêlés (volontairement ?) : l'économie (mesurée par le PNB ou produit national brut), le niveau de consommation de ressources naturelles (mesuré par les matières, énergie ou espaces extraits de la nature) et le bien-être/qualité de vie.

De nombreux indices ont été développés pour mesurer le bien-être. C'est ce bien-être que l'on voudrait voir croître ou au moins se stabiliser. Le PNB n'est que la valeur des produits et services échangés. Cela ne représente rien de fondamentalement négatif mais rien non plus de fondamentalement positif : l'augmentation des accidents et des maladies par exemple est un moyen de croître économiquement. La croissance matérielle est une augmentation de la consommation de ressources naturelles, elle représente une augmentation des impacts écologiques. Jusqu'à un certain point, elle peut être liée à une croissance de la qualité de vie, mais lorsque les impacts deviennent trop importants, elle la réduit. Depuis les années 70, la croissance ne semble plus accroître la qualité de vie, principalement à cause de la croissance des dégâts écologiques et sociaux.

Augmenter la valeur, pas le nombre

Jusqu'à aujourd'hui, la croissance économique a toujours signifié que l'on extrait toujours plus de ressources naturelles. La croissance économique est alors corrélée (ou

«couplée») à la croissance «matérielle» (si on prend en compte les effets hors des frontières). Et pour cela elle représente quelque chose de négatif, lié à toutes sortes d'impacts écologiques.

Pourtant il y a deux manières de faire croître l'économie :

- par une augmentation globale de la valeur des produits et services échangés : en augmentant le prix des pièges à souris par exemple ou des kilomètres parcourus en auto, et un peu des revenus (équitable) en même temps. On pourrait aussi reconnaître une valeur à de nombreuses formes d'art et au travail bénévole ;
- par une augmentation du nombre de produits ou services échangés : en augmentant le nombre de pièges à souris vendus ou le nombre de kilomètres de transport.

«Découpler» la consommation de ressources de la croissance économique pourrait se faire de façon artificielle et relativement bénigne par la première manière. De façon générale, la croissance économique serait possible avec une baisse de la consommation de ressources, mais cela impliquerait de transformer de fond en comble le fonctionnement de l'économie. Mais ce n'est pas de cette économie-là dont parlent les médias et les dirigeants.

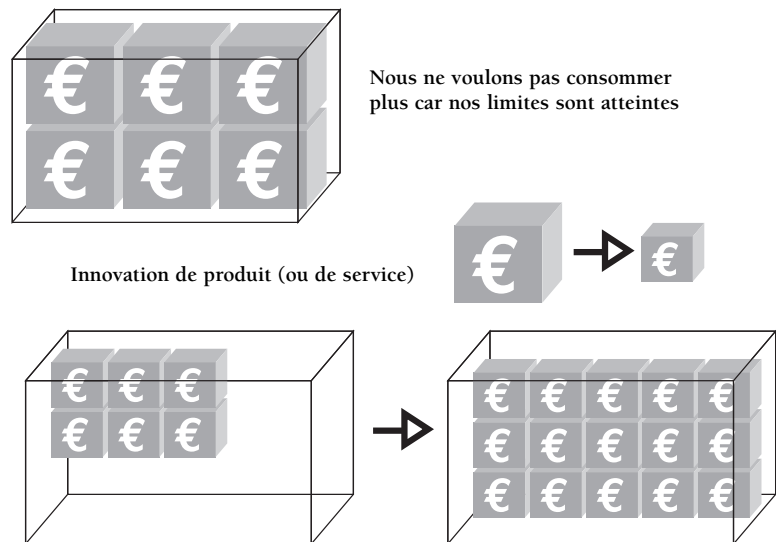
Nos experts parlent bien d'augmentation du **nombre** de produits ou services échangés comme étant importante pour la croissance. La croissance de la consommation d'énergie et des transports est déjà prévue. Au lieu d'augmenter, la valeur des produits et services tendent à baisser à service équivalent pour créer une augmentation de la demande. Reste donc la cure d'efficacité, chaque produit ou service doit réduire son impact de façon très importante pour contrebalancer l'augmentation de leur nombre. Pourtant, cette méthode a prouvé son incapacité jusqu'à maintenant : aucun découplage ne s'est

jamais produit au niveau global malgré les discours dans ce sens. Et elle reste vouée à l'échec dans le contexte actuel si l'on considère l'effet rebond. Le découplage entre croissance économique et croissance matérielle risque d'être bien insuffisant voire inexistant.

L'effet rebond (8)

Le concept d'effet rebond est apparu aux temps de la première crise pétrolière, quand de nombreuses techniques d'économie d'énergie ont vu le jour. Des scientifiques ont alors relativisé les gains obtenus par les techniques d'économie d'énergie en calculant les augmentations de consommation liées à ces nouvelles techniques. Les lampes économes, par exemple, tendent à être utilisées plus longtemps que les lampes normales parce qu'elles coûtent moins cher à l'usage. L'effet rebond est alors défini comme «une augmentation de la consommation d'un produit ou service dû à une réduction de son prix de revient». Il s'est avéré que ce problème n'est pas si important dans le domaine énergétique mais une brèche a été taillée dans la sacro-sainte efficacité censée résoudre tous les problèmes écologiques.

Puis le concept d'effet rebond s'est élargi pour prendre en compte les augmentations de consommation qui se reportent sur d'autres produits ou services. Par exemple, les gains des économies d'énergie pourront être utilisés pour voyager. De façon encore plus large l'effet rebond prend en compte les changements d'équilibres économiques et de plus larges transformations de la société. Par exemple, acheter une voiture soutient le réseau routier face à d'autres alternatives ce qui a pour effet une réorganisation de la société et va par exemple favoriser les supermarchés face aux petits commerces et créer encore plus de consommation.



Effet rebond : l'innovation de produit (ou de service) permet d'accroître notre consommation

Figure 5 : l'innovation ou l'éco-innovation de produit sert bien souvent à réduire les limites (financières par exemple) de notre consommation, créant un effet rebond par une augmentation de la consommation jusqu'à ces nouvelles limites.

Et le concept s'est étendu à d'autres aspects que les coûts directs, tels que la notion de temps. Par exemple, les moyens de transport rapides, censés économiser du temps, amènent un accroissement des distances parcourues qui, non seulement ne font alors plus gagner de temps, mais augmentent d'autant plus l'usage de ce moyen de transport et les impacts qui en découlent.

| |
|--|
| ➤ Informations sur l'effet rebond |
| ➤ Quota d'extraction des ressources naturelles |
| ➤ Baisse du temps de travail |
| ➤ Eco-taxe |
| ➤ Zones protégées contre les extractions de ressources |
| ➤ Limites techniques |

Tableau : Mesures politiques pour " débondir ".

Le mécanisme responsable est cette fixation à innover non pas réellement pour un bien-être écologique et social mais pour supprimer les limites à une augmentation de la consommation. En effet, réussir à vivre de façon frugale implique en premier lieu d'être conscients de nos limites, de façon à se limiter à ce dont nous avons vraiment besoin. Nous éviterons un achat, nous limiterons l'usage d'un produit, s'il nous coûte trop cher, si nous n'avons pas le temps de l'utiliser, s'il est trop dangereux, s'il nous demande trop d'efforts, s'il risque de nous ruiner la santé, s'il utilise trop d'espace, si son poids est trop important. L'innovation tend justement à réduire toutes ces limites et à le promouvoir dans des publicités. Les produits deviennent bon marché, rapides, sûrs, sans effort, bons pour la santé, légers et petits, ou bons pour l'environnement. Alors pourquoi se limiter ? A terme cette augmentation de consommation peut supprimer les bénéfices attendus et amener d'autres problèmes. Ainsi, les voitures nous permettent de voyager plus mais nous supprimons alors le temps que nous étions censés gagner et nous créons de la pollution, du bruit, des morts... De même, les technologies de l'information amènent de fait un accroissement de la consommation de papier et des transports, de par l'augmentation des communications. On retrouve ce problème dans le domaine de la sécurité même, l'airbag tend à créer plus d'accidents car les automobilistes se sentent en sécurité pour rouler plus vite. Les mesures anti-congestion en augmentant la capacité créent un appel d'air, une demande, pour plus de trafic avec toutes ses conséquences environnementales, et un nouvel embouteillage se créera à un niveau de circulation plus élevé.

Défini de façon très générale, l'effet rebond est l'augmentation de consommation liée à la réduction de ce qui limite l'utilisation d'une technologie.

Il serait très hypocrite d'expliquer que l'effet rebond est une grosse malchance et que les industriels rêvaient d'une stabilisation de la

consommation. Non, l'effet rebond est un effet voulu pour augmenter les ventes et les profits par augmentation de la demande. Ainsi il a été planifié que le TGV permettrait d'augmenter les déplacements d'une manière considérable entre Paris et Lyon, c'est aussi un effet espéré qu'Internet permette, grâce à son efficacité d'augmenter les ventes de produits en valeur absolue. De même les économies d'échelle ne sont pas conçues pour l'écologie mais pour vendre plus tout simplement.

L'écologie, c'est débondir !

Mais le rebond n'est pas inévitablement lié à l'efficacité et aux produits écologiques. Un produit ou service écologique peut créer d'autres limites à la consommation et par là même créer un effet «débond» cette fois-ci. Par exemple, les déplacements utilitaires à vélo tendent à réduire les kilomètres parcourus, et à consommer relativement moins. Le partage d'automobiles tend à réduire leur usage. Des activités comme le jardinage, la randonnée, les longs repas sont extrêmement écologiques car leur lenteur réduit le temps disponible pour d'autres activités plus polluantes. Acheter des produits chers de bonne qualité, ou bons pour la santé comme les produits biologiques nous font «débondir» en rendant notre budget inutilisable à l'achat de produits de mauvaise qualité et polluants. D'une façon générale, toutes les activités qui prennent du temps, demandent un certain effort ou nous coûtent cher (pour de la bonne qualité) sont les meilleures pour éviter le rebond. La question que l'on est en droit de se poser est de savoir comment convaincre les entreprises de laisser de côté leurs stratégies de pousser à toujours plus de consommation (que ce soit des produits ou des services) car cela semble à la base de leur façon de fonctionner.

Les solutions politiques foisonnent. Cet effet rebond qui ruine les avancées écologiques devrait être documenté, et l'information diffusée, notamment en publiant les informations sur les choix les plus écologiques par euros à dépenser ou par heure d'activité. Une autre possibilité est de limiter les extractions de ressource à la source par des quotas qui réduisent au fur et à mesure pour l'extraction de chaque ressource ou au moins pour les importations, ce qui permettrait de limiter de plus en plus les extractions de pétrole, de métaux, de bois... Ceci aurait pour effet d'augmenter leur prix, et donc de permettre à ceux qui vivent de l'extraction de ces ressources de gagner autant en travaillant moins. Une autre mesure complémentaire est de créer des «réserves de ressources naturelles», des espaces où les ressources seraient laissées à jamais, comme dans les parcs nationaux, mais ceux-ci sont bien trop limités. La baisse du temps de travail permet de réduire les revenus et donc les consommations tout en rendant possibles les activités lentes et

l'auto-production. Les éco-taxes permettent «d'internaliser les externalités» (intégrant par exemple le coût des marées noires dans le prix du pétrole). Elles permettent aussi d'augmenter de façon générale les prix des produits pour réduire le rebond. Une autre solution serait la mise en place de nouvelles limites artificielles pour remplacer celles qui sont réduites par les innovations de produits et services. Cela est possible par exemple en maintenant des niveaux de capacité réduite sur les routes ou en favorisant le niveau local dans les communications et les échanges.

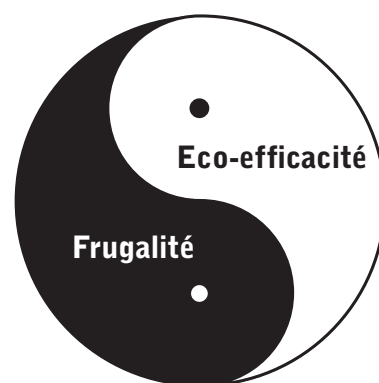


Figure 6 : Frugalité et (éco) efficacité sont intimement liées et on ne peut se focaliser sur un seul des deux si l'on espère une réduction des problèmes écologiques.

L'innovation de style de vie frugal

L'innovation s'est focalisée sur les produits et les services, et a créé cet effet rebond. Il est un domaine où l'innovation peut vraiment porter ses fruits : c'est le domaine des actions personnelles. L'innovation de produits ou services doit laisser place à «l'innovation de style de vie» pour une réduction de nos consommations. Dans cet ordre d'idées et par rapport aux appels aux «consommateurs-soldats», il importe de refuser de participer, de désertier le style de vie consommateur pour qu'un autre type d'économie se développe basé sur l'entraide, la convivialité, la réponse aux vrais besoins et non pas ceux créés par la publicité et la mode. Cette économie ne serait pas basée sur cet apport toujours plus important de ressources naturelles avec les problèmes écologiques et sociaux qui en découlent.

François Schneider ■

Remerciements à Marion Charrier pour sa relecture et un lieu de travail propice à la « débondade ».

(8) Atelier «Consommation soutenable et effet rebond» au 7e ERCP Lund, Suède, Mai 2001, www.iiiee.lu.se/ercp.



Prisons

■ **Turquie : combien de morts ?** En décembre 2000, commençait un mouvement sans précédent de grèves de la faim pour protester contre les conditions d'isolement dans les prisons turques des opposants politiques. Au sein des prisons, mais aussi à l'extérieur, des centaines de personnes ont arrêté de se nourrir. Le gouvernement a essayé de casser le mouvement par une répression violente dans les prisons, en nourrissant de force les prisonniers... A partir du mois d'avril 2001, des prisonniers ont commencé à mourir, des frères et des sœurs solidaires aussi. Début novembre 2001, il y avait déjà 75 morts et une soixantaine de personnes handicapées à vie. Plus de 2000 personnes ont participé au mouvement et environ 400 jeûnaient encore fin 2001. Pendant ce temps, le gouvernement turc s'étonne de la réticence de l'Europe à l'accepter en son sein.

**SOUTIEN
À MUMIA ABU-JAMAL**



**ET À TOUS LES
PRISONNIERS.**

■ **USA : Mumia Abu-Jamal échappe à la peine de mort.** Le 18 décembre, le juge fédéral de Philadelphie, William John, a cassé le jugement du 9 décembre 1981 qui condamnait à mort le journaliste noir Mumia Abu-Jamal accusé d'avoir tué un policier. Dans un document de deux pages, il demande que le tribunal réexamine la peine, mais n'estime pas nécessaire que le procès soit rejugé. Mumia Abu-Jamal, âgé aujourd'hui de 47 ans, a toujours nié le meurtre. Ayant publié plusieurs livres, il est devenu un symbole de la lutte contre la peine de mort aux Etats-Unis. La situation reste toutefois confuse, les juristes n'estimant pas valable le témoignage d'une autre personne qui a depuis avoué avoir tué le policier.

■ **France : fin de la peine de mort ?** Avant 1981, lorsque la peine de mort existait, on comptait une exécution capitale tous les deux à trois ans. Depuis la suppression de la peine

capitale, la durée moyenne des peines s'est accrue de 71 %. Conséquence : les suicides s'envolent. Il y a aujourd'hui beaucoup plus de morts dans les prisons qu'il y a vingt ans. La peine de mort instantanée a été remplacée par la peine de mort lente. Est-ce un progrès ? (Jakilea, décembre 2001)

SUD-OUEST Blocage du Total-Dakar

Le Total-Dakar traversait le samedi 29 décembre, la petite ville de Revel, entre Castre, Toulouse et Carcassonne, une vingtaine de personnes du mouvement *Aarrg* se sont retrouvées sur la route lors du passage des premiers candidats. L'action consistait à bloquer symboliquement mais néanmoins activement les portes de l'Afrique à ce Total-Dakar.

Derrière le passage d'une voiture recouverte des reproches adressés à la firme organisatrice, le slogan «TOTAL = Assassins» apparaissait sur des combinaisons bourrées de papier et suspendues à une corde en travers de la route, la peinture sur la chaussée était aussi au rendez-vous. Après une distribution de tracts, l'arrivée d'un camion de l'assistance a nécessité de détacher les pantins. Les réactions ont été moins désagréables que ne le laissait présager la présence massive de curieux.

PARIS Manifestation des sans papiers

Depuis 1996, les gouvernements successifs n'apportent pas les réponses attendues aux revendications des Sans Papiers. Toutes les régularisations obtenues ont été arrachées par des luttes parfois désespérées. A l'approche de nouvelles échéances électorales, une manifestation est organisée le samedi 9 février à 14 h, départ devant la gare Montparnasse. Il est demandé d'accorder aux sans-papiers la carte de résident de dix ans, la suppression des centres de rétention, la suppression de la double peine, l'arrêt des expulsions, l'abrogation des lois Pasqua, Debré, Chevènement. Cette manifestation est soutenue par de très nombreuses associations et partis politiques : AC ! Alternative libertaire, CNT, CFDT cheminots, DAL, Droits devant, Fasti, FSU, Gisti, LCR, LO, Les Verts, les Alternatifs, MRAP, PCF, Ras l'Front, SGEN-CFDT, SUD, UPF... *Coordination Nationale des Sans Papiers, 94, rue Jean-Pierre-Timbaud, 75011 Paris, tél.: 06 75 44 60 02.*

Mac Crado



■ **Paris : grève record.** Début janvier, le personnel du Mac Do du boulevard Saint-Denis a passé le cap des 70 jours de grève (depuis le 22 octobre). De nombreuses manifestations, débrayages de soutien ont eu lieu dans les autres établissements parisiens. C'est sans doute l'un des conflits les plus durs que la firme affronte en France avec licenciements abusifs, actions judiciaires, etc. En jeu : les conditions déplorables de travail des étudiants qui passent dans ces néfastes-foods.

■ **Ariège : pour une maison de pays.** A l'annonce de la construction prochaine d'un Mac Crado dans l'Ariège, un collectif s'est mis en place à Revel obtenant de la mairie le gel de l'implantation de toute nouvelle grande surface sur la commune et bloquant le projet. La multinationale s'est alors mise en tête de s'implanter à Saint-Lizier. Là, le maire a refusé un premier permis de construire estimant le projet architectural incompatible avec l'environnement, mais une deuxième demande de permis a été déposée mi-décembre. Un collectif s'est mis en place pour proposer une alternative : la création d'une maison de pays diffusant des produits du terroir. Pour cela, le collectif essaie de trouver 1000 personnes prêtes à investir 1000 F (152,5 euros) pour racheter sous forme de SCI le terrain convoité. Le collectif regroupe de très nombreuses associations de la région (Biocoop, cafés alternatifs, centres de loisirs, associations de commerçants) et plus de 1000 personnes ont déjà signé en faveur de la maison de pays... mais pas tous en prenant une part. *Projet de maison de pays de Couserans, Consom'acteurs, Biocoop, 22, rue des Jacobins, 09200 Saint-Girons, tél : 05 61 04 68 88.*

Fin du travail

■ **Licenciements.** Il y eu environ 380 000 licenciements en 2001 en Europe. Aux USA, on fait mieux : 1,8 million dont la moitié après le 11 septembre.

■ **35 h et temps libre.** En 1948, on travaillait en moyenne 120 000 heures dans une vie, aujourd'hui, nous n'en sommes plus qu'à 63 000 heures. Selon une étude du sociologue Jean Viard, du CNRS, la réduction du temps de travail sert d'abord à protéger le week-end. Ainsi, de très nombreuses personnes se débrouillent maintenant pour faire leurs courses en semaine plutôt que le samedi. Cela permet d'avoir des week-end plus tranquilles autour des activités familiales et des loisirs. Mais il y a de fortes disparités entre les bas et les hauts salaires. Côté bas salaires, le temps libre permet d'augmenter le temps de bricolage, de jardinage, de relations de voisinage. Pour les hauts

salaires, cela correspond à une augmentation des distances de voyages, à une fragmentation des périodes de vacances. Les premiers ont donc une démarche des plus écologiques, pendant que les seconds pillent la planète.



8 mars 2002 Appel à une grève mondiale

Si 3000 personnes sont mortes le 11 septembre à New-York, 35 000 enfants meurent chaque jour dans le monde du fait de la domination économique, politique et militaire des Etats-Unis. Un groupe britannique de femmes a lancé un appel pour une grève mondiale à l'occasion de la journée mondiale de la femme pour rappeler ces faits et aussi que les femmes et les enfants représentent 80% des réfugiés, que 800 milliards de dollars sont dépensés chaque année dans l'achat d'armes. Cet argent pourrait être investi dans l'éducation, l'apprentissage, le social, l'alimentaire, la recherche médicale... *International Wages for Housework Campaign, Crossroads Women's Center, 230a Kentish Town Rd, London NW5 2AB, tél : 020 7482 2496.*

OURAL Des femmes contre le nucléaire

Les gens d'Ozersk, près de Tchéliabinsk, en Oural, sont condamnés à vivre derrière des clôtures. Non qu'ils aient enfreint la loi. Simplement

Mortalité maternelle

LOMS, Organisation mondiale de la santé, estime que chaque année plus de 500 000 femmes dans le monde meurent pendant la grossesse ou au moment de l'accouchement. Avec 1000 décès pour 100 000 personnes, l'Afrique est de loin la région du monde où l'on a le plus de décès (53 % des cas). En Asie, le taux est de 276, en Amérique Latine de 190, en Océanie de 110, en Europe de 28 et en Amérique du Nord de 11. Dans le détail, c'est au Canada et en Finlande que les femmes meurent le moins (6) devant la Belgique (8), le Royaume-Uni (10), l'Allemagne, les Etats-Unis et le Japon (12), la France (20). Le pays le pire est l'Ethiopie (1800).

parce qu'ils sont nés ou ont échoué dans cette ville construite en 1946, près du site nucléaire de Mayak. Cette ville a été conçue dès le départ comme un camp isolé du monde : c'est une des 40 « villes fermées » de Russie. Pour inviter famille, collègues ou ami-es vivant à l'extérieur, il faut demander une autorisation trois semaines à l'avance. Elle reste encore aujourd'hui fermée par suite d'un grave accident nucléaire en 1957. Elle a 80 000 habitants. Une association de femmes a vu le jour en 1999, *Planet of Hopes* — La Planète des espoirs. Autour des trois membres du bureau, gravitent des

médecins, psychologues, avocats, journalistes pour révéler à leurs concitoyennes qu'elles ont des droits, et les défendre avec elles, ce sera le premier axe de *Planet of Hopes*.

Parler violences conjugales ou droits génésiques, c'est aussi incongru que de parler démocratie. Un premier projet s'adressant aux femmes enceintes leur a fourni des informations et conseils de santé pour elles-mêmes et pour leur futur enfant. Mais rares sont celles avec lesquelles on peut évoquer directement le nucléaire et ses dangers pour les générations futures.

Les autorités n'ont jamais informé les citoyens des risques qu'ils encouraient à travailler sur un site nucléaire et à vivre à proximité. La vétusté des installations est de notoriété publique. Les écologistes locaux sont rares car la peur de perdre son emploi dans la cité est plus forte que la peur pour sa santé.

AFGHANISTAN Quelques progrès



Les filles peuvent retourner à l'école et l'université de Kaboul a rouvert ses bancs aux étudiantes après cinq ans de fermeture. Plusieurs groupes de femmes ont voulu organiser une manifestation sur la condition des femmes le 27 novembre à Kaboul, au moment où se discutait la composition du futur gouvernement. Le responsable de l'Alliance du Nord local a interdit la manifestation sous prétexte de l'impossibilité d'en garantir la sécurité.

TURQUIE Egalité légale

Le 22 novembre dernier, le parlement turc a adopté une réforme du code civil qui met fin à la suprématie masculine, en particulier dans le mariage. Tous les biens acquis pendant le mariage seront la propriété conjointe des deux époux. Les femmes n'auront plus besoin de l'autorisation de leur mari ou de leur père pour exercer une profession sous réserve que cela ne remette pas en cause « l'harmonie du couple ». Les femmes pourront garder leur nom de jeune fille, l'accoler à celui de leur époux. Celui-ci peut adopter le nom de sa femme. L'âge

légal pour se marier passe de 15 ans pour les femmes et 17 ans pour les hommes à 18 ans pour les deux. Ces lois seront sans doute assez bien appliquées en milieu urbain, mais en milieu rural, on est encore à un système féodal.

Vie de couple

Environ 6 millions d'adultes (14 %) en France n'ont jamais vécu en couple. 29 millions d'adultes vivent en couple actuellement (près de 70 %) et donc la différence a vécu en couple, mais plus pour le moment (séparation, veuvage). 80 % des couples sont mariés. C'est chez les moins de 25 ans que le couple reste minoritaire, il est maximum chez les femmes vers 40 ans (80 %) et chez les hommes vers 55 ans (85%). 11 millions d'adultes (27 %) ont déjà connu une rupture et les hommes ont 23 % de chances de plus que les femmes de retrouver une âme-sœur (avec l'âge, ils sont de plus en plus rares car mourant plus jeunes). (*Insee*)

De plus en plus en difficulté

Pendant très longtemps, la structure familiale a protégé les femmes plus que les hommes en cas d'extrême pauvreté. Mais ce temps semble bien fini. Une étude menée au niveau européen montre que les femmes sont de plus en plus nombreuses parmi les SDF : environ 40 % actuellement. (*Alternative Libertaire, septembre 2001*)

La parité s'éloigne

La revue *Phosphore* de novembre 2001 publie une enquête sur la parité chez les jeunes. Alors que la plupart des jeunes sont persuadés que l'on évolue tout doucement vers la parité et que le féminisme n'a plus lieu d'être, les chiffres montrent qu'il n'en est rien. Les livres scolaires sont toujours aussi sexués et les activités proposées aussi : bricolage pour les garçons, ménage et couture pour les filles. Les professeurs poussent surtout les garçons à faire des études scientifiques alors que rien dans les résultats scolaires ne le prédétermine. Résultat : seulement 45 % de filles dans les classes scientifiques au lycée contre 84 % dans les filières littéraires. Les violences sexuelles semblent en hausse : brimades, insultes, obligation d'aider à faire les devoirs, à servir le café, relations sexuelles forcées. Enfin, l'écart se creuse à la première embauche : alors qu'en 1970, l'écart de rémunération brute au premier emploi était de 14,7 %, il est passé aujourd'hui à 22 %.

La planète des femmes



Le rapport des Nations-Unies, *Etat de la population mondiale 2001* montre les liens entre la protection de l'environnement, l'élimination de la pauvreté et la santé reproductive. Il met en avant la nécessité de donner du pouvoir aux femmes pour mieux appréhender ces questions. Le rapport montre que maintenir les femmes dans l'ignorance, la domination, la pauvreté, en mauvaise santé, sont des facteurs aggravants de la destruction de l'environnement. Le sujet sera débattu au sommet Rio+10 prévu cet automne à Johannesburg.

USA

Course aux armements

Pendant que les médias sont occupés en Afghanistan, les militaires US poursuivent leur programme de «bouclier antimissile». Plusieurs essais d'interception ont été réalisés au-dessus du Pacifique entre des missiles faussement ennemis et des missiles intercepteurs. Entre septembre et décembre, trois essais réussis ont ainsi eu lieu, le dernier le 3 décembre.

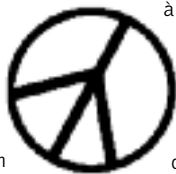
NORMANDIE

Volontaires pour la paix

L'association Action signe de la réconciliation / Services pour la paix a été mise en place à la fin de la deuxième guerre mondiale par des résistants protestants allemands. Elle intervient pour envoyer des volontaires dans les pays victimes des atrocités nazies. Depuis vingt-cinq ans, des jeunes se relaient ainsi de manière continue en Normandie, dans les régions particulièrement détruites par les affrontements lors du débarquement américain. Actuellement deux de ces volontaires participent à une reconstruction de maison dans le bocage normand. Signe des temps, l'association compte maintenant quelques Français qui sont à leur tour volontaires pour intervenir dans d'autres pays, en particulier en Allemagne. *Volontaires ASR, Escures, 14770 Saint-Jean-Le-Blanc, tél : 02 31 69 42 17.*

Candidat pour le désarmement nucléaire

Lors de la révision du traité de non-prolifération nucléaire, la France s'est engagée le 19 mai 2000, «à procéder à l'élimination totale de ses arsenaux nucléaires». Non seulement, rien n'a été fait depuis, mais le budget prévoit toujours la construction de nouvelles armes. L'association Action des citoyens pour le désarmement nucléaire a décidé de symboliquement lancer son président Jean-Marie Matagne, professeur de philosophie au lycée expérimental d'Oléron, dans la bataille électorale pour demander un référendum sur le sujet. *ACDN, 31, rue du Cormier, 17100 Saintes.*



Guide des ressources

Non-violence Actualité édite et diffuse des outils pédagogiques (livres, vidéo, dossiers, jeux coopératifs, mallettes pédagogiques). Un guide des ressources annuel présente l'ensemble de ces documents ainsi que de nombreuses adresses-ressources sur les sujets de la communication, l'écoute, la gestion des conflits, la médiation, l'action non-violente, la coopération. Ce guide est disponible contre 6 euros auprès de *Non-Violence Actualité, BP 241 45202 Montargis cedex, tél : 02 38 93 67 22.*

ISÈRE

Stages de l'Arche

La communauté de l'Arche de Lanza del Vasto propose de nombreuses formations tout au long de l'année parmi lesquelles : *gérer positivement mes conflits interpersonnels* (8-10 février et session pour les 18-25 ans les 16 et 17 février), *pédagogie et non-violence* (12 au 14 avril), *traverser les situations d'agression physique et verbale* (19 au 21 avril), *habiter son corps : de la maîtrise du stress à la confiance* (8 au 12 mai)... Programme complet : *Communauté de l'Arche, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 04 76 36 45 52.*

LYON

Jeûne d'interpellation

«Eil pour œil et le monde finira aveugle» disait Gandhi. A l'occasion de l'anniversaire de sa mort, le MAN, mouvement pour une alternative non-violente, organise un jeûne de deux jours au CCO de Villeurbanne. Ce jeûne se veut un temps pour réfléchir à l'actualité : guerre du Golfe, traitement de la crise au Kosovo, attentats du 11 septembre et intervention américaine en Afghanistan, etc. Des débats se tiendront pendant les deux jours sur les moyens de mobiliser aujourd'hui autour des alternatives aux solutions violentes de nos gouvernants, sur le rôle de l'ONU, sur l'impasse du conflit israélo-palestinien, sur le rôle des paradis fiscaux et de la mafia économique, sur la place de l'islam dans le monde, sur la notion d'ennemi. Le jeûne commencera le mercredi 30 à 8 h et durera jusqu'au jeudi 31 à 23 h. Il se terminera le jeudi à 20h30 par un débat général où tout le monde est invité. *MAN, 39, rue Courteline, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 67 46 10.*

Contre la guerre

■ **Petite phrase (1).** «Si nous n'arrivons pas à vivre ensemble comme des frères, nous allons tous périr ensemble comme des imbéciles» Martin Luther King, dans les années 60.

■ **Petite phrase (2).** Interrogée en 1996 sur sa réaction devant la mort de 500 000 Irakiens depuis le début du blocus économique de l'Irak, Madeleine Allbright, alors ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU répondait sur la chaîne de télévision américaine CBS que «c'était un choix difficile, mais nous pensons que le prix en vaut la peine». Peut-être que Ben Laden aussi a estimé que cela en valait la peine.

■ **Le bien contre le mal.** Jack Straw, ministre britannique des affaires étrangères, dans *The Times* du 6 novembre qualifie Ben Laden de «psychotique et paranoïaque» précisant que ce qui caractérise ce genre d'individu est «l'absence totale de compassion pour la douleur des autres». Donald Rumsfeld, secrétaire d'Etat US à la Défense déclare lui (*Le Monde*, 24 novembre) : «Nous allons essayer de tuer le plus possible de Talibans».

■ **Petits arrangements entre amis (1).** Les intérêts Ben Laden aux Etats-Unis étaient gérés par le fonds d'investissement Carlyle. Celui-ci est dirigé par l'ancien secrétaire d'Etat à la défense Franck Carucci, il emploie James Baker, ancien secrétaire d'Etat et occasionnellement Georges Bush, ancien président et père de l'actuel. Il aura fallu une campagne de presse du *New York Times* pour que le fonds accepte, fin octobre seulement, de rompre par un commun accord avec la famille Ben Laden.

■ **Petits arrangements entre amis (2).** *Le Figaro* du 31 octobre a rapporté que Ben Laden était encore ami il y a peu avec les USA : il a en effet été soigné à l'hôpital de Dubaï du 4 au 14 juillet 2001. Il y a reçu de nombreuses personnalités dont le responsable local de la CIA. Officiellement, il était déjà recherché comme étant l'investigateur des attentats contre les ambassades américaines en Afrique. Officiellement, il était recherché pour l'attaque d'un navire américain au Yémen. Officiellement, il était fâché avec les Etats-Unis depuis 1991.

■ **Petits arrangements entre amis (3).** *The Observer* du 3 novembre, révèle que Ben Laden est associé dans plusieurs sociétés avec son ami Saleh Idris. Or celui-ci est le propriétaire d'IES Digital Systems qui assure la sécurité du Parlement et de plusieurs institutions britanniques. Le même Saleh Idris dirige aux USA une société responsable de la sécurité des centrales nucléaires.

■ **Adbusters.** La revue mère de *Casseurs de pub* a publié un numéro de janvier 2002 spécial sur les événements du 11 septembre 2001. Mise en exergue des petites phrases les plus débiles des représentants US, détournements des messages nationalistes, rappel de choses qui fâchent (exemple : 500 000 prisonniers en 1980, deux millions aujourd'hui aux USA !). Et même cette remarque : il a fallu une tragédie de cette taille pour que les médias US acceptent de faire passer l'information avant la publicité ! Une bonne partie de la revue est compréhensible même si on ne parle pas anglais. *Adbusters Media Foundation, 1243 7th ave W. Vancouver BC, V6H 9Z9, Canada.*

■ **Télévision non objective ?** Les USA ont vivement critiqué le travail de la chaîne de télévision *Al-Jezira* l'accusant d'être pro-talibans. C'est oublier un peu vite que la télévision du Qatar est principalement financée par la publicité et que ses principaux annonceurs sont Protect & Gamble (lessives, Cincinnati, USA), General Motors (automobiles, Chicago, USA), etc.

■ **Les Afghans ont mauvaises mines.** L'utilisation de bombes à fragmentation en octobre par les forces américaines a conduit à la dispersion de ces fragments au sol qui ne sont autres que des mines antipersonnel avec un autre nom. De couleur jaune, elles attirent les enfants qui les fondent avec l'aide humanitaire de la même couleur ! Après la déroute des Talibans, les troupes américaines au sol se trouvent gênées dans leur déploiement par leurs propres mines... car elles sont extrêmement difficiles à neutraliser. Ce ne sont pas les seules mines présentes : cela fait 25 ans que le pays est miné par les différents belligérants.

■ **Dordogne : délire sécuritaire.** Pour avoir écrit sur une enveloppe «The people of Afghanistan are innocent too» [Le peuple afghan est innocent lui-aussi], un habitant de La Roche-Chalais a vu arriver chez lui les gendarmes qui ont perquisitionné l'appartement puis l'ont mis en garde à vue pendant cinq heures et demi. Pendant ce temps, le bureau de poste où l'enveloppe a été postée a été fermé et entièrement contrôlé par une équipe de pompiers en tenue de protection bactériologique. La Poste a porté plainte pour «voies de fait». Il faut donc en conclure qu'estimer que bombarder des Afghans est aussi critiquable que bombarder des Américains est une atteinte à la sûreté de notre république !





Entraide

■ **Réf 280.01.** Femme quarantaine, pour perfectionner son anglais parlé, cherche homme anglo-saxon, même tranche d'âge, non-fumeur, région Toulouse pour échange anglais/français et français/anglais durant temps de loisirs : randonnées, soirées culturelles. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ Cherche lieu collectif dans le Sud-Ouest ou le Sud-Est pour y séjourner et participer à jardin bio, artisanat, basse-cour, travail de la terre, traction animale... Qui connaît le collectif qui à Aubagne (Bouches-du-Rhône) accueille des jeunes et a fait l'objet d'un reportage sur France 3 Méditerranée ? *Thierry, 36 ans, tél : 04 66 82 21 47 après 19 h.*

■ **Ardèche.** Exploitation agricole, 35 chèvres, petit élevage et transformation fourragère, vente directe, accueil, propose stage six mois ou autre dès janvier 2002 pour personne motivée. *Tél : 04 75 37 77 15, heures des repas.*

■ **Var.** cherche personnes motivées et responsable toutes mains pour terminer gîte, eau chaude solaire, etc. Lieu retiré, ferme pédagogique en permaculture, fromage de chèvre, nourriture végétarienne. Si vous aimez le silence et la simplicité. *Tél ou fax : 04 94 96 39 64.*

■ **Auxerre.** Nous sommes arrivés dans l'Yonne, à Auxerre, depuis novembre 2001. Nous serions contents de rencontrer quelques personnes par ici, esprit Silence. Peut-être qu'on pourrait créer un SEL ensemble, ou juste échanger idées et coups de main, ou juste se dire qu'on existe et qu'on n'est pas tout seul : à faire du vélo, à ne pas vouloir de télé, à ne pas aller au Leclerc... *Tél : 03 86 48 34 46 avant 21h30.*

Vivre ensemble

■ **Drôme.** Dans les montagnes de la Drôme provençale, «Le Casage» a commencé ses activités en 1984 et cherche à poursuivre et développer le lieu de vie et la ferme vers une agriculture paysanne citoyenne, solidaire et respectueuse du vivant. Coexistent actuellement une ferme biodynamique en polyculture élevage (80 hectares dont 20 cultivables) avec vaches laitières, fromagerie, quota, vente directe ; un gîte de 35 lits, une auberge à la ferme, un accueil de familles, groupes, classes vertes, séjours d'enfants, etc. Une association est propriétaire des terres et d'une partie des bâtiments. Nous cherchons une ou plusieurs familles qui veuillent s'impliquer dans le projet global et prenne la responsabilité de la ferme. Partant de la réalité d'aujourd'hui, c'est ensemble que nous élaborerons le futur (humain, social, économique et juridique). Profil souhaité : aptitude et volonté de coopération et de responsabilité, compétences professionnelles et de gestion, expérience bio ou biodynamique. *François ou Josette, tél : 04 75 28 41 94, fax : 04 75 28 42 73.*

■ **Drôme.** Création d'un lieu de rencontre dans le Diois. Ce lieu aura pour vocation l'accueil de toute personne sérieuse se sentant en résonance sur l'enseignement que nous a laissé Krishnamurti. Je cherche des personnes pour la mise en place d'une école informelle ayant pour objectif essentiel l'exploration dans sa totalité du champ de notre conscience, autrement dit ce que nous sommes. Constitution d'une SCI pour le financement concernant l'achat d'un terrain d'un ou deux hectares ainsi que des matériaux pour l'autoconstruction écologique de la structure. Location de terres

agricoles pour l'autonomie alimentaire : céréales, légumes, légumineuses et fruits en agriculture sauvage, petit élevage de poules. Pour de plus amples informations, prendre contact avec *Denis Lacourtblaise, Le Village, 26410 Saint-Roman, tél : 04 75 21 88 09.*

■ **Bretagne.** Guitariste, chanteur breton amoureux de la nature, désire vivre en harmonie sur tous les plans. Pour cela, je souhaite créer des contacts de personnes intéressées pour fonder un écovillage en centre-Bretagne (là où la nature n'est pas encore trop abîmée par l'inconscient destructeur de l'homme). *Paskal Avril, Kerloury, 22500 Pempoull (Paimpol), tél : 02 96 55 08 46.*

■ **Doubs.** Près de la frontière suisse, La Batailleuse est une grande ferme qui comprend un troupeau de 50 chèvres. On y fabrique des fromages de chèvre bio vendus au marché. On y élève aussi un troupeau de 25 vaches montbéliardes, avec leurs génisses et leurs veaux, qui font du lait bio. Il y a aussi des jardins, des poules, des lapins, 7 poneys et tout ce petit monde fait la joie des enfants et des familles qui viennent en séjour à la ferme. Celle-ci est aussi un centre d'accueil où on fait la cuisine et le ménage pour les groupes qui viennent tout au long de l'année se mêler à la vie des animaux : classes de découverte, colonies de vacances, IME... participent aux soins des animaux et à la traite. Tout cela s'est formé peu à peu depuis vingt ans. «On» est une équipe de 6 à 10 personnes regroupant des anciens avec une solide expérience, même si au départ ils n'étaient pas paysans, et les plus jeunes. Ces personnes sont des employés de l'association CLAJ, clubs de loisirs et d'action pour la jeunesse, un mouvement d'éducation populaire, laïque, à l'origine de la ferme. Dans les faits, ce sont les travailleurs de la ferme qui en ont l'entière maîtrise, l'association ne fixant qu'un cadre très général comme par exemple la nécessité pour la ferme de rester en lien avec les gens simples qui ont participé bénévolement à sa construction et cela se fait à travers l'organisation de colonies de vacances, l'accueil de groupes populaires... Les décisions se prennent en réunion d'équipe. En contrepartie de cette autonomie, les membres de la Batailleuse prennent autant leur travail à cœur que des propriétaires ou des patrons. Nous sommes des salariés qui ne comptons pas nos heures. C'est ce qui a permis d'exister depuis vingt ans. Le fait d'être en équipe apporte une sécurité et une entraide qui permet de prendre des jours de repos et des vacances inaccessibles aux paysans ordinaires. Trois des anciens veulent s'en aller dans les deux ans qui viennent : Bruno qui s'occupe des vaches et des foins, Nathalie qui assure une partie de la cuisine et la gestion, Corinne qui s'occupe des chèvres et du fromage. Il y a donc des places libres

pour ceux qui en ont assez du métré-boulot-dodo à la mode capitaliste. Si vous préférez l'ambiance de travail aux 35 heures, si vous n'êtes plus éblouis par les lumières de la ville, si vous pensez qu'il ne suffit pas de couper les champs transgéniques, que la nourriture ne doit pas être laissée à une filière basée sur la recherche du profit maximum, si vous êtes prêts à vous investir pour plusieurs années dans une ferme qui fonctionne comme un organisme vivant et non comme une voiture, alors la ferme de la Batailleuse et son centre d'accueil peuvent continuer avec vous. *CLAJ, 16, rue de la Fontaine, 25370 Rochejean, tél : 03 81 49 91 84.*

■ **Isère.** La communauté de l'Arche cherche des personnes pouvant les conseiller pour la mise en place d'une banque de données informatique. Cherche également une remorque prêtée, louée ou vendue pour une durée de six mois. *Communauté de l'Arche, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 04 76 36 45 52.*

Rencontres

■ **Réf. 280.02.** Artisan indépendant, 1,84 m, mince, NF, NB, 58 ans, allure jeune, sympa, ouvert, sportif, écolo, non-conformiste, aime nature, voyage, randonnée, vie simple, installé en Belgique mais possédant terrain et petit mas dans sud de la France, cherche amie même goûts et mince. *Ecrire à Silence qui transmettra.*

Emplois

■ **Taxis à vélo.** Tandem-services développe un service de taxi à vélo-tandem sur Paris. Vous êtes cycliste urbain et avez l'esprit commerçant, vous êtes autonome et désirez de vous installer à votre compte ? L'association pour les tandem-services vous accompagne dans le métier de conducteur de tandem-taxi. Renseignements et centrale de réservations au *01 42 60 66 55* et sur *www.tandem-services.org*.

■ **Emploi-jeune.** Non-violence Actualité, centre de ressources sur la prévention des violences et l'éducation à la gestion des conflits, crée un poste emploi-jeune d'animateur de centre de ressources. Il s'agit d'étoffer une base de données sur les ressources relatives à l'analyse des violences et aux moyens et initiatives pour y faire face. Contacts avec les partenaires fournisseurs et utilisateurs de ces ressources, participation à l'élaboration de matériels pédagogiques et à leur diffusion (intervention, animation, site internet...). Connaissances souhaitées : documentation, informatique, milieux de l'éducation et de la non-violence. Niveau bac+2. Envoyer lettre de motivation et CV à *NVA, BP241, 45202 Montargis cedex.*

Recherches

■ Je suis à la recherche de toute documentation sur les incinérateurs de déchets ménagers, de construction récente, ainsi que sur les autres méthodes de traitement des déchets ménagers (coûts, pollution, avantages, inconvénients). *Philippe Delaunay, quartier des Blaches, 26450 Cléon-d'Andran.*

■ **Poitou.** Urgent. Nous sommes un couple avec trois enfants (16, 5 et 3 ans) et nous cherchons une exploitation de 15 ha maximum pour y développer un élevage de 50 chèvres poitevines avec transformation fromagère fermière en agrobiologie. Nous cherchons dans le nord de la Vienne (86), le nord des Deux-Sèvres (79) et le sud de l'Indre-et-Loire (37). Nous avons déjà

quelques chèvres et souhaitons nous installer avant l'été. *Tél : 05 49 98 79 27.*

■ L'association drômoise «La Fourmillère», basée à Crest, cherche roulettes, chevaux et accompagnateurs pour projet de camp itinérant d'adolescents en août 2002. Rémunération à négocier. Contacter *Marie-le-Roy, 10, rue de la République, 26400 Crest, tél : 04 75 25 17 61 ou 06 81 99 90 76.*

■ L'association Ortie cherche tous tissus ou vêtements en fibre d'ortie ou de ramie. *Tél ou fax : 05 56 94 53 10.*

■ Couple avec expérience maraîchère, élevage, transformation, cherche lieu pour s'installer en 10 à 20 ha, reprise ou association. Région Est ou Rhône, *tél : 02 98 73 34 43, pakti@caramail.com.*

■ **Guyane.** Cherche pour amie et moi-même, une co-location, sous-location, chambre chez l'habitant ou autre, aux alentours de Saint-Laurent-du-Maroni, en Guyane, pour la période du 9 mars au 13 avril 2002. Budget limité. *Magalie Christophe, Le Bois-Gérault, 35360 Médreac, tél : 02 99 07 38 14.*

■ **Côtes-d'Armor.** Cherche location, co-location ou autre lieu de vie aux alentours de Dinan à partir de juillet ou août 2002. Dans l'idéal, à proximité d'une école à l'esprit ouvert, respectant réellement les enfants, pour mon fils de 6 ans et ma fille de 5 ans. *Magalie Christophe, Le Bois-Gérault, 35360 Médreac, tél : 02 99 07 38 14.*

■ **Vélo couché.** Fervent utilisateur de vélo couché en Allemagne, tout d'abord, j'espère aussi pouvoir en faire en région parisienne et ailleurs en France. Y a-t-il des lecteurs adeptes du cyclisme horizontal plus particulièrement en région parisienne pour rencontres et échanges d'expériences. Ce type de vélo se développe rapidement dans tout le nord et l'est de l'Europe et ne demande qu'à se développer ici. *Lorenzo Horvat, 5, rue de l'Ancienne-Mairie, 92100 Boulogne.*

■ Couple cherche à louer maison à la campagne (assez isolée), avec deux chambres, jardin, loyer maxi de 380 euros, située entre Vire et Caen, *tél : 06 22 82 39 62 (répondeur, je vous rappellerai) ou 02 31 09 25 12 (le soir).*

Vacances

■ **Sud-Aveyron.** Faites le plein d'oxygène, sans TV ni internet ! Parc naturel des Grands Causses. A louer, maison de campagne typique à personne de confiance. Havre de paix en pleine campagne pour six personnes. Vue magnifique sur la vallée du Tarn. Une semaine : 2000 F. *Tél : 05 61 51 07 52.*

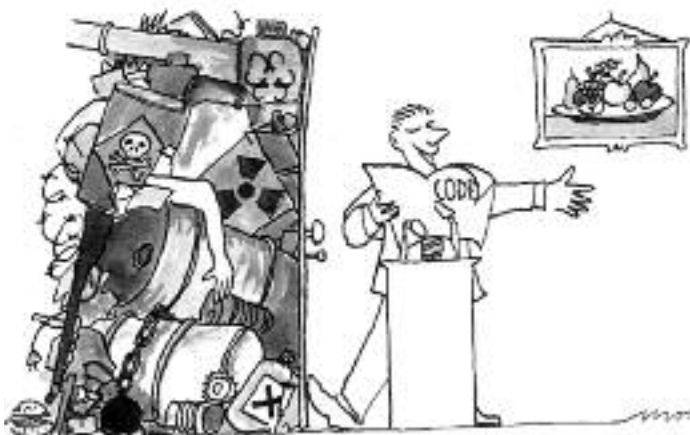
Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés.

Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.

Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



Déchets

■ **USA : pollution au mercure.** 83 % des lacs et des rivières des six Etats de la côte est des Etats-Unis sont pollués par le mercure au point que la consommation de poissons y est limitée pour les pêcheurs. (*Tam-Tam, janvier 2002*)

■ **Plastique : 10 % recyclés.** Malgré tous les discours sur l'industrie verte, le développement durable... le taux de recyclage des 5 millions de tonnes de plastique consommés chaque année en France n'a toujours pas atteint les 10 %. (*Ademe*)

Ecole pour les forêts anciennes

Greenpeace a lancé au niveau international un projet pédagogique dans les écoles sur la question de la forêt, demandant aux enfants d'imaginer des solutions permettant de ne plus utiliser dans leur école de produits provenant d'une forêt ancienne. Un sommet des forêts se tiendra à La Haye en avril 2002 et les élèves qui auront fait les projets les plus originaux seront invités comme ambassadeurs des forêts à ce sommet. *Marie Daudé, Greenpeace, 22, rue des Rasselins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02*

Eau

■ **Espagne : l'Europe soutient.** Après la Marche bleue, la commission pour l'environnement avait demandé au parlement de suspendre la participation financière de l'Europe en faveur du plan hydrologique espagnol (voir numéros précédents). En novembre, un vote a malheureusement donné le feu vert pour le financement à quelques voix près.

■ **Chlore antiterroriste.** Dans le cadre de la prévention du risque bactériologique, les compagnies distributrices d'eau potable se sont vu intimé l'ordre d'augmenter sensiblement les

quantités de chlore dans l'eau potable... rendant celle-ci difficile à boire. Si nous n'avons pas eu une seule attaque bactériologique et si cela est totalement inefficace en cas d'attaque chimique beaucoup plus facile à réaliser, cela a, par contre, dû faire le bonheur de compagnies d'eau minérale. Si votre eau sent trop le chlore, le plus simple est de remplir un pot une demi-heure avant sa consommation : le chlore s'évapore assez vite.

■ **Loi sur l'eau.** En principe, c'est en janvier que doit être discutée la loi sur l'eau préparée par Dominique Voynet. Cette loi veut faire appliquer le principe du pollueur payeur à l'eau, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui puisque l'eau est payée à 85 % par les consommateurs, 15 % par les industriels et 0 % par les agriculteurs. Ce rééquilibrage devrait permettre de se mettre en conformité avec une directive européenne sur le sujet. Le rééquilibrage devrait se faire de 2002 à 2008. Evidemment, les agriculteurs qui pratiquent l'irrigation ne l'entendent pas ainsi et les actions de lobbying se multiplient pour dénaturer la loi.

■ **Rhône : eau potable ?** La DDASS indique dans un rapport sur des relevés d'eau de consommation distribué par le syndicat mixte de production d'eau potable Rhône-Sud, avoir trouvé un taux de 0,03 mg/l en hydrocarbure (limite autorisée 0,01). La DDASS n'a toutefois rien fait suspectant une pollution accidentelle de ses appareils de mesure. Concernant les pesticides, elle trouve trop d'atrazine, mais selon elle «le dépassement d'une valeur ne signifie pas pour autant un risque pour la santé». Alors à quoi servent les limites ? Concernant le tétrachloréthylène et le trichloréthylène, là aussi des dépassements sont dépassés vis-à-vis des limites fixées au niveau européen. Mais la DDASS dit que ces limites européennes n'ont pas été transcrites dans le droit français. La qualité baisse, mais le prix de l'eau monte. Pour en savoir plus : *ACER, Association des consomma-*



Les gorges de l'Ardèche.

teurs d'eau du Rhône, 26, Chante-merle, 69360 Ternay, tél : 04 78 83 47 73.

■ **Erika : déchets persistants.** L'association Robin des Bois a suivi les déchets collectés pendant la marée noire. Alors que Total annonçait qu'ils seraient traités en un peu plus d'un an, deux ans après le naufrage, Total n'en a traité que 11 000 tonnes sur les 270 000 collectées. Robin des Bois demande que les stockages provisoires de Frossay-Paimbœuf, Arceau et Donges soient tenus de régulariser leur situation administrative en devenant des vrais sites de stockage. Il y a deux ans, l'association avait déjà retrouvé des déchets de l'Amoco Cadiz vieux de vingt ans ! *Robin des Bois, 15, rue Ferdinand-Duval, 75004 Paris, tél : 01 48 04 09 36.*

Sauver les gorges de l'Ardèche

Les opposants aux aménagements touristiques dans le site protégé des gorges de l'Ardèche viennent d'avoir

le renfort de la fondation suisse Franz-Weber. Alors que l'on compte déjà plus de deux millions de visiteurs par an, la situation risque d'empirer catastrophiquement après la décision du conseil général de l'Ardèche de mettre en place une grotte «copie conforme» de la grotte Chauvet récemment découvertes (avec des vestiges datés de 300 000 ans). Alors que les gorges sont protégées (1575 hectares), il n'y a pas de zone périphérique où les aménagements seraient limités, ce qui fait que la pression touristique est toujours plus forte. La grotte Chauvet se trouve à 600 m de la réserve naturelle et les protecteurs de la nature demandent que la grotte copie soit plus éloignée du lieu que ce qui est prévu actuellement. Car sinon, il est facile de prévoir la pression en routes, hôtels et autres aménagements que cela nécessitera. Les gorges de l'Ardèche ne doivent pas devenir un nouveau Disneyland !

■ *Fondation Franz-Weber, case postale, CH 1820 Montreux, www.fww.ch.*

■ *FRAPNA-Ardèche, Le Village, 07200 Saint-Etienne-de-Fontbellon, tél : 04 75 93 41 45.*



Ferroutage : une fausse solution ?

Le principe de mettre des camions sur des wagons pour franchir les montagnes est-elle une bonne solution ? Si elle est appliquée en Suisse pour passer de l'Allemagne à l'Italie sans emprunter les voies suisses, c'est parce qu'il n'y a pas de politique similaire dans les autres pays. Le ferroutage n'est indispensable que pour les compagnies de poids lourds qui continuent ainsi à dominer le secteur des transports. Une solution meilleure consiste à utiliser des conteneurs identiques à ceux du fret maritime : ils sont transposables sur les trains comme sur les bateaux, comme cela se fait dans toute l'Amérique du Nord. Ils favorisent plus le train en ne laissant à la route que les trajets gares-livraisons. Enfin, la vraie solution pour lutter contre l'invasion des camions serait d'en analyser le contenu : avons-nous besoin de transporter en Allemagne des tomates d'Espagne et en Italie des tomates des Pays-Bas ? Manger les produits locaux lutte contre l'invasion des poids-lourds.

NE VOUS INQUIÉTEZ PAS,
ON S'OCCUPE DE TOUT !...



InfoSud
Sponsors officiels : TotalFinaElf - EADS - THOMSON - MATRA
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENVIRONNEMENT - LES ZÉLUS

■ **Rapport accablant.** Une étude de l'INERIS, Institut national d'études sur les risques industriels, pour le compte de la DRIRE, Direction régionale de l'industrie et de l'environnement, rendu public le 27 novembre, confirme que la présence de phosgène dans l'usine voisine d'AZF aurait pu entraîner une catastrophe de type Bhopal (3000 morts en Inde en 1984). Si le phosgène avait explosé, le rapport précise que cela aurait eu des effets irréversibles sur la santé dans un rayon de 10 km et une mort certaine sur une distance de 5 km sous le vent... soit la distance du site à la mairie de Toulouse ! Le bilan aurait alors été en milliers de morts. L'étude s'arrête à 10 km car les méthodes de calcul ne permettent pas d'aller au-delà !

■ **Parodie de débat national.** Mettant sur le compte de l'émotion les demandes du collectif *Plus jamais ça*, les rapporteurs au niveau national du soi-disant débat national sur les risques industriels ont conclu le 12 décembre que les Toulousains réclamaient «une société préindustrielle sans toxique, sans technologie, sans énergie artificielle» et donc qu'ils n'étaient pas crédibles ! Maryse Arditi, présidente verte de l'Ineris est la seule à avoir pris la parole pour dénoncer cette caricature. Alors qu'Yves Cochet, en tant que ministre, tirait en touche en parlant de «démocratie du risque».

Les industriels se sont présentés comme les seuls crédibles pour parler de développement durable. Et évidemment aucun débat n'a eu lieu sur l'utilité des produits des usines Seveso. Il y aurait pourtant fort à dire lorsqu'il s'agit d'engrais agricoles ou de poudre pour les armes.

■ **De qui se moque Jospin ?** Après le «débat national», le gouvernement en est arrivé à l'extraordinaire conclusion qu'il valait mieux déplacer les populations menacées que les usines. Evidemment pour les industriels (intérêts privés), c'est un bon moyen de faire supporter les coûts aux collectivités (notre argent). Et Jospin d'annoncer cela sans sourciller. Seul problème : pour le cas d'AZF, le rapport d'INERIS (voir ci-dessus) montre qu'il faut déplacer au minimum toute l'agglomération de Toulouse, soit un million d'habitants.

■ **Action en Bourgogne.** Thierry Desmarest, PDG de TotalFinaElf, et donc d'AZF Toulouse, possède un château dans l'Yonne. Le onze décembre, dix militants provenant des comités de quartiers de Toulouse ont organisé, conjointement avec des victimes de l'Erika, une visite surprise à la résidence du PDG. Les Toulousains ont enlevé toutes les portes et fenêtres pour lui montrer ce que cela fait de vivre dans les courants d'air. Quant aux Bretons, ils ont écrit sur les murs des slogans sur la marée noire avec

Accident AZF de Toulouse

des palettes de goudron provenant du naufrage de l'Erika. Tous portaient le même tee-shirt avec le slogan «Nous ne sommes pas venus chez vous par hasard».

■ **Dangers du phosgène.** L'usine voisine d'AZF, la SNPE, Société nationale des poudres et explosifs, a fortement souffert du souffle de l'explosion. De nombreux bâtiments ont été détériorés et les doublages des cuves de phosgène ont été fissurés. Heureusement, les cuves ont résisté... sinon, la moitié de la ville n'existerait sans doute plus. Malgré ces dégâts, la SNPE fait le forcing pour obtenir l'autorisation de redémarrer sa production... en mettant en avant qu'elle fournit une partie du carburant d'Ariane et que l'on pourrait bloquer ainsi la conquête spatiale ! Le carburant d'Ariane provient pour partie de ce site : perchlorate d'ammonium, monométhylhydrazine servent à faire décoller Ariane 5 : ce sont des produits classés comme explosifs.

■ **Site d'intérêt militaire.** Dès 1981, le MAN, Mouvement pour une alternative non-violente et le mouvement Midi-Pyrénées Ecologie publiaient une brochure sur le site de *Grande Paroisse* où se trouvait AZF. On y apprend que les trois usines produisent et s'échangent des produits dont la finalité est pour une bonne partie la poudre nécessaire à de nombreuses armes : de la simple cartouche à la propulsion d'engins balistiques. La brochure signalait que des convois de poudre partaient régulièrement dans les pays du Sud pour alimenter les fabriques de munitions de dictatures, pays en guerre... La brochure s'interrogeait sur le lien entre la prospérité toulousaine et la désolation et la mort que cela provoquait ailleurs.

■ **Consignes de sécurité laxistes** Le collectif *Plus jamais ça !* qui s'est mis en place après l'accident a réussi à consulter une partie des documents concernant les autorisations des usines, les contraintes de sécurité, les dispositions prévues en cas d'accident... Le constat est affligeant : l'interdiction de construire ne touche qu'un rayon de un kilomètre alors que la présence de phosgène sur le site aurait dû nécessiter l'évacuation de 100 000 personnes. La loi Sévésco a été détournée en autorisant l'utilisation d'une double paroi (laquelle a heureusement tenu sous le souffle d'AZF). Ils ont appris que chaque semaine, un camion transporte jusqu'à la gare Matabiau, 950 kg de phosgène qui part ensuite en train. En

cas de renversement de camion, les conséquences pourraient être catastrophiques. Le camion circulant de nuit, il serait difficile d'avertir les gens de l'arrivée d'un nuage toxique. La définition du périmètre de sécurité mentionne le sens des vents dominants mais n'en tient pas compte en présentant ce périmètre sous forme d'un cercle. Concernant le risque d'une chute accidentelle d'avion (200 passages par jour), le préfet a répondu oralement que l'accident est fort peu probable. La révision de la directive Sévésco aurait dû conduire à la fermeture du site en février 2001, le site ne remplissant pas les nouvelles conditions. Les autorités n'ont pas fait appliquer la directive.

■ **Sans fenêtres.** Les administrations se renvoyant la balle, au début de l'hiver, plus de 11 000 logements étaient encore sans fenêtres. Le maire UDF, Philippe Douste-Blazy a été le premier à enfin prendre ses responsabilités, annonçant que la ville avançait l'argent des fenêtres et qu'elle engageait des poursuites contre TotalFinaElf pour se faire rembourser. Malgré cela, les artisans estiment qu'il faudra au moins jusqu'au printemps pour faire tout les travaux. Le gouvernement aurait pu mobiliser des artisans d'autres régions, mais la chasse à Ben Laden semble plus fondamentale.



■ **Plus jamais ça !** Plusieurs milliers de personnes ont manifesté à l'appel du collectif *Plus jamais ça !* à plusieurs reprises pour demander la fermeture du site et non pas son transfert. Faisant remarquer que la majorité des productions faites sur le site ne sont pas indispensables, le collectif refuse sa réouverture «ici ou ailleurs».

Le collectif est joignable les après-midi au local du *syndicat Sud-Services publics, 1, impasse des Arènes, 31000 Toulouse, tél : 05 62 48 51 41.*



USA

Nouvelle loi nucléaire

A la suite des attentats du 11 septembre, plus d'une centaine d'organisations écologistes américaines ont mené une campagne pour demander la suppression d'une loi limitant les responsabilités des responsables de centrales nucléaires en cas d'accident grave. Cette campagne a provoqué une vive réplique du lobby nucléaire car cela aurait provoqué une hausse des provisions à mettre de côté pour pouvoir exploiter un réacteur. Le nucléocrates ont parfaitement réussi leur coup et les députés US ont amendé le 27 novembre la loi, au contraire, en limitant les responsabilités des exploitants de centrales nucléaires en cas d'accident provoqué par un attentat. Seuls 15 députés étaient présents au moment du vote. Le projet doit maintenant passer par le Sénat où la majorité est démocrate contrairement au Parlement. Les antinucléaires expliquent que le ministre de l'énergie actuel, Joe Barton, a reçu lors de la dernière campagne électorale un don des compagnies électriques de 131 000 dollars. (*WISE news, 7 décembre 2001*)

BAVIÈRE

Hausse des cancers

Une étude menée par le docteur Alfred Körblein, de l'Institut pour

l'environnement de Munich et du docteur Michaelis de l'Institut de médecine statistique de Mainz montre que les cancers chez les enfants vivant autour des centrales nucléaires d'Isar, de Grafenrheinfeld et de Grun-dremmingen, les trois réacteurs de Bavière, sont en hausse de 20 %. (*Tam-Tam, décembre 2001*).

Relance du nucléaire ?



Dominique Lénaud

Alors que les Verts s'escriment en vain pour obtenir du PS un accord allant en direction d'une sortie du nucléaire, le débat sur le budget 2002 a été l'objet en novembre dernier de quelques interventions musclées des pro-nucléaires. Ainsi Robert Galley (RPR) demande que l'on «accorde des priorités financières» au nucléaire au motif qu'il sera bientôt irremplaçable». L'énergie nucléaire absorbant déjà plus de 90 % de nos budgets de recherche, cela va toutefois être dur de lui donner satisfaction. Michel Destot (PS et maire de Grenoble) a défendu cette «énergie incontournable». Il faut dire que le personnage travaillait avant dans le nucléaire. Roger Meï (PC) regrette lui «le

Risque terroriste

■ **Missiles en trompe-l'œil.** Pour rassurer l'opinion, des missiles ont été placés autour de La Hague avec force campagne médiatique. Le GSIEN, Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire, rappelle que le Pentagone était protégé par des missiles tout aussi performants le 11 septembre dernier. Les procédures militaires n'ont pas permis de les utiliser dans les quelques minutes où cela était possible. *GSIEN, 2, rue François-Villon, 91400 Orsay.*

■ **Chutes loin du site ?** L'usage de missiles n'est pas évident : si l'avion peut exploser, ses morceaux continueront sur une trajectoire sensiblement identique et risquent tout autant sinon plus de perfo- rer des installations qui dans le cas de l'usine de La Hague sont très nombreuses à se voisiner. Il faudrait intercepter l'avion loin du site, mais cela réduit encore le temps de réponse.

■ **Etudes anciennes.** Le GSIEN révèle également que les études sur les impacts d'avions sur les centrales nucléaires remontent à 1982 pour les réacteurs de 900 MW, à 1985 pour les 1300 MW. A l'époque, les Boeing étaient déjà utilisés largement, les études n'étudiaient pourtant que la chute d'un petit avion militaire et d'un petit avion commercial. Protéger contre la chute d'un Boeing aurait augmenté sensiblement le coût des constructions et donc discrédité un peu plus le nucléaire.

retard pris dans la construction de réacteurs de nouvelle génération». Le député Birraux (UDF) lui, déconseille de miser sur l'éolien, trop difficile à gérer du fait des irrégularités du vent. Le fait que le Danemark dépasse les 10 % de son électricité en éolien et vise les 25 % ne lui laisse entrevoir aucune possibilité sérieuse.

Si 80 % de notre électricité provient du nucléaire, 90 % des députés de l'Assemblée nationale soutiennent le nucléaire... contre seulement 40 % de la population.

ge aurait effectivement pu provoquer une catastrophe... Ce qui prouve que le discours «tout a été prévu» n'est pas vrai. Enfin, cela pose la question de l'échelle des risques qui ne tient compte que du résultat (il ne s'est heureusement rien passé et c'est donc théoriquement du niveau zéro !). (*Stop Golfech, octobre 2001*)

La Hague

■ **Premier retour suisse.** Les militants de Greenpeace ont investi la gare de Vologne le 11 décembre dernier pour montrer aux médias le départ du premier retour de déchets hautement radioactifs vers la Suisse. Ce transport sera stocké de manière intermédiaire à Zwiilag, près de Würenligen, à l'écart de l'agglomération de Zürich. Ce site est dans l'axe de l'aéroport de Zürich-Kloten et le stockage ne résisterait pas à la chute d'un avion. Greenpeace demande que la Suisse respecte ses engagements : elle a adopté une position comme quoi elle ne poursuivrait pas son programme nucléaire tant qu'elle n'aurait pas une solution à ses déchets. Depuis 20 ans, la Suisse repousse le débat en envoyant ses déchets à La Hague. Ce premier retour montre à l'évidence que la question des déchets n'est pas résolue. *Greenpeace, 22, rue des Rasselins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02.*

■ **Poursuite des transports.** Malgré les menaces terroristes et le plan Vigipirate, les transports de déchets se poursuivent. Le 4 décembre, le *Pacific Sandpiper* est venu dans le port de Cherbourg pour embarquer des déchets représentant une quantité de radioactivité supérieure à celle relâchée par Tchernobyl. Les conte- neurs sont alors particulièrement vulnérables pendant les transferts. Greenpeace demande ce qui se passerait en cas d'attaque terroriste.

MOX Nouveau risque d'accident

Le 2 avril 2001, EDF signala un incident à Dampierre-en-Burly. L'incident est alors classé au niveau 0. Le 18 avril, il est annoncé classé niveau 1. Le 2 octobre, après six mois d'études, il est finalement classé niveau 2. Que s'est-il passé ? Au cours du chargement du réacteur n°4, les barres de combustible n'ont pas été mises dans le bon ordre : lors de la mise en place du 135e assemblage, on s'est aperçu que 113 étaient décalées d'un cran. Ce qui n'aurait été qu'un simple incident pour un chargement en uranium ne l'est plus lorsque certains de ces assemblages contiennent du MOX, un mélange uranium-plutonium utilisé pour essayer de détruire un peu du plutonium dont on ne sait que faire. En effet, il ne faut pas que les barres contenant du MOX se touchent sinon il y a un risque de fusion spontanée... même avec le réacteur à l'arrêt ! L'enquête a montré que le chargement du réacteur a été confié à des personnes non habilitées qui ignoraient totalement ce genre de subtilité. Plus grave, il a fallu six mois à EDF pour s'apercevoir que le décala-

Action à Bure, le 22 décembre 2001.



DR

Bure

■ **Accident possible.** Le 20 novembre dernier, un avion militaire de type Jaguar provenant de la base de Saint-Dizier (Haute-Marne) s'est écrasé près de Bar-le-Duc (Meuse). Que se passerait-il s'il tombait sur un des futurs transports de déchets à destination du site d'enfouissement de Bure situé tout près de là ?

■ **Autre accident.** Le chantier de creusement du site de Bure a été interrompu pendant plusieurs jours début décembre à la suite d'une chute mortelle de 14 mètres d'un ouvrier dans un des trous du chantier.

■ **Action vigilance.** Le 22 décembre, une douzaine de militants sont venus, par un froid glacial, placer des banderoles et des décorations de Noël devant l'entrée du chantier de Bure demandant au Père Noël de ne pas leur offrir de cadeau empoisonné. Pour l'occasion le Père Noël s'était fait représenter par de nombreux lutins en tenue bleue de la gendarmerie. *Coordination nationale, 33, rue du Port, 55000 Bar-le-Duc, tél : 03 29 45 45 55.*

Eolien

■ Allemagne : toujours plus grand.

La société Umweltkontor envisage d'installer maintenant des éoliennes en pleine mer, à 40 à 60 km des côtes, sur des fonds à plus de 30 mètres. Elle a un premier projet au large de l'île de Rügen, avec 155 machines de 3,5 MW pour un total de 542 MW... L'Office fédéral allemand a donné son accord le 9 novembre. Les autorités allemandes étudient actuellement les demandes de plusieurs sociétés portant sur 28 parcs éoliens du même genre : 21 en mer du Nord et 7 en mer Baltique. Ces projets représentent l'équivalent d'une dizaine de réacteurs nucléaires (10 000 MW), ce qui signifie que si l'Allemagne arrivait à stabiliser sa consommation électrique, elle pourrait fermer plus rapidement que prévu ses centrales nucléaires. (*Tam-Tam, décembre 2001*)



Centrale éolienne offshore.

■ **Irlande : centrale géante.** Un parc de 200 éoliennes pour une puissance totale de 520 MW est en cours d'installation en mer, près de Wicklow. Cela fournira à terme entre 8 et 10 % des besoins en électricité d'un pays qui a toujours refusé le nucléaire. 60 MW devrait être mis en fonctionnement en 2002. (*Renewable Energy World, décembre 2001*)

■ **Seattle choisit l'éolien.** La ville de Seattle vient de passer le plus gros contrat avec un producteur d'énergie éolienne. Depuis le premier janvier, la ville dispose d'une puissance de 50 MW provenant d'éolienne en offshore. Cette puissance sera montée à 175 MW d'ici 2004. L'ensemble est fourni par une seule centrale éolienne qui comptera à terme 400 machines. (*Renewable Energy World, décembre 2001*)

■ **Texas : centrale éolienne.** Un parc de 242 éoliennes installé par Vestas dans les montagnes Woodward, au Texas, totalise une puissance de 160 MW. (*Tam-Tam, décembre 2001*)

Les renouvelables devant le nucléaire

En 2000, selon l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique, service de l'ONU pour la promotion du nucléaire, la capacité nucléaire mondiale a augmenté de 3 GWe (+1229 MW au Brésil, +921 MW en République Tchèque, +606 MW en Inde et +300 MW au Pakistan). En comparaison, la capacité éolienne a progressé de 3,8 GWe et celle du solaire de 5 GWth. L'AIEA n'indique par contre pas combien de réacteurs nucléaires ont été arrêtés.

Energies renouvelables et emplois

Une étude lancée en 1998 par le Forum européen pour les sources d'éner-

gies renouvelables, a essayé de chiffrer les perspectives en termes d'emplois liés aux énergies renouvelables. Actuellement, en Allemagne, le seul secteur éolien a créé 30 000 emplois en dix ans. L'étude arrive pour 2020 à un potentiel de 900 000 emplois en Europe : 385 000 dans le secteur de la fourniture d'énergie et 515 000 dans le domaine des biocombustibles. En France, cela devrait se traduire par 135 000 emplois nouveaux. L'étude confirme également que les sources d'énergies renouvelables créent plus d'emplois que les énergies traditionnelles provenant de centrales thermiques ou nucléaires. Le détail de l'étude est visible sur www.eufores.org. (*CLER-infos, septembre 2001*)

Les mensonges d'EDF

Sur *France-Inter*, le 5 novembre à 14 h, un responsable d'EDF a affirmé que la hausse du coût de l'électricité de 1 % ce jour était la conséquence notamment du coût du rachat de la production d'électricité d'origine éolienne ! C'est tout simplement in-

croyable : d'une part, la puissance installée en éolien en France représente 0,1 % de celle en nucléaire, mais de plus, la plupart des éoliennes installées pour le moment sont privées et non raccordées au secteur. Le coût pour EDF de l'éolien ne représente qu'une somme absolument négligeable : de l'ordre de quelques pages de publicité dans les revues en faveur du nucléaire. Mais mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose...

Publications

L'ADEME, agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie offre des publications sur différents sujets : *les autorités locales et la production d'électricité par éoliennes* (68 p. 12 euros), *guide du porteur de projets de parc éolien* (96 p. gratuit), *manuel préliminaire de l'étude d'impact de parcs éoliens* (158 p. gratuit), *les applications de l'électricité solaire photovoltaïque* (36 p. gratuit), *guide des installations photovoltaïques raccordées au réseau électrique, destiné aux usagers* (42 p. gratuit), *programme français de géothermie* (2 pages, gratuit). Disponible dans les PIE, points d'information énergie ou par défaut à l'ADEME, 27, rue Louis-Vicat, 75737 Paris cedex 15, tél : 01 47 65 20 20.

Energie des vagues

Un procédé appelé AWS pour Archimedes Wave Swing vient d'être installé au large des plages de Viano do Castelo (nord du Portugal), par 45 mètres de fond. Il s'agit de pistons ancrés au fond marin qui montent et descendent au gré des mouvements de la mer. L'ensemble fait 12 m de haut et 4,5 mètres de large. La puissance espérée est de 2 MW avec évacuation de l'électricité directement sur le réseau. La Grande-Bretagne, l'Irlande, le Chili, et plusieurs pays d'Afrique et d'Océanie se sont dits intéressés par le procédé. Des projets de centrales sous-marines pouvant atteindre 500 MW sont ainsi envisagés. (*Tam-Tam, décembre 2001*)

Energie solaire

■ **Croissance record.** En 2000, la production des cellules photovoltaïques a progressé de 43 % pour atteindre 288 MW (22 % de croissance l'année précédente). En 2001, le Japon, premier producteur mondial a annoncé avoir à lui seul atteint le cap des 250 MW. Le Japon est suivi pour la production par l'Allemagne et les USA. (*Tam-Tam, janvier 2002*)

■ **Allemagne : gigantisme.** Le solaire, à un niveau moindre que l'éolien, semble aussi parti dans la course à la grandeur. Commencé en septembre 2001, la centrale photoélectrique de Soechtenau, en Bavière, devrait avoir dès cette année une puissance de 3 MW. (*Tam-Tam, janvier 2002*)



Photopies au ministère des Finances de Berlin.

■ **Capteurs thermiques.** En deux ans (1999 et 2000), il s'est installé 860 000 m² de capteurs solaires thermiques en Allemagne, 288 000 en Autriche, 119 000 en Grèce, 81 000 en Italie, 56 000 en Espagne, 51 000 aux Pays-Bas, 34 000 en France, 31 000 au Danemark, 24 000 en Suède. L'Allemagne compte maintenant un total de 3,37 millions de m² devantant la Grèce (2,5 millions de m²), l'Autriche (2,1), la France (0,54), l'Espagne (0,4), le Danemark (0,25), les Pays-Bas (0,25), la Suède (0,17).

VENDÉE

Héliopole

L'association Héliopole a vu le jour en 2001 au pays des Olonnes afin de sensibiliser le grand public aux énergies renouvelables et aux économies d'énergie autour de quatre grands axes de travail : sensibilisation, réalisation de projets individuels, promotion de projets collectifs, approfondissement théorique. *Héliopole, maison des associations, 2e étage, salle 7, rue Marchal-Leclerc, 85100 Les Sables-d'Olonne, tél : 02 51 33 15 25.*

FINISTÈRE

Sortir du chauffage électrique

Plutôt que de renforcer sa ligne électrique (coût de 150 000 euros), la société intercommunale d'électricité du canton de Lanmeur a fait le pari d'utiliser une même somme pour subventionner (jusqu'à 70 %) le changement de chauffage des 2000 habitations (sur 7800) qui se chauffent actuellement à l'électricité. (*Tam-Tam, janvier 2002*)

Badiane dangereuse

L'anis étoilé ou badiane de Chine, présent dans certaines tisanes ou dans des gélules, est normalement sans danger. Mais en 2001, la récolte a été mauvaise en Asie et elle a parfois été remplacée par une espèce voisine la badiane japonaise qui est toxique. Plusieurs personnes ont été intoxiquées aux Pays-Bas. En principe, les autorités indiquent qu'elles contrôlent les entrées de badiane en France.

Bronchiolite Mères en colère

Le 3 décembre, une dizaine de mères d'enfants atteints de bronchiolite ont commencé l'occupation d'un cabinet de kinésithérapeutes spécialisés dans les massages pour nourrissons, les professionnels de ce cabinet ne pouvant plus répondre à la demande par suite des quotas fixés par le gouvernement. Les mères ont lancé une pétition demandant la levée de ces quotas... sans se poser un instant la question de l'augmentation des bronchiolites qui touchent maintenant près d'un nourrisson sur trois dans l'agglomération lyonnaise. La bronchiolite est une affection des bronches qui gêne la respiration. Elle est provoquée certes par une infection, mais celle-ci est favorisée par l'affaiblissement des bébés soumis à la pollution de l'air. Le 15 décembre, elles ont obtenu une dérogation. La pollution continue.

Amiante Toujours dans les voitures

Lors de l'interdiction de l'usage de l'amiante pris par décret sous le gouvernement Juppé en 1996, un article stipulait l'interdiction de la vente de véhicules contenant de l'amiante au 1er janvier 2001. Les constructeurs et garagistes avaient donc cinq ans pour nettoyer les véhicules. Faisant un lobbying discret, ils ont obtenu un délai supplémentaire d'un an... Au 1er janvier 2002, il s'avère qu'il y aurait entre 12 et 15 millions de véhicules datant d'avant 1994 qui circuleraient encore avec des composants en amiante et qui sont donc théoriquement invendables en l'état. L'amiante le plus dangereux est dans les plaquettes de freins qui en se désintégrant progressivement passe sous forme de particules particulièrement cancérigènes dans l'atmosphère. Il peut également y avoir de

l'amiante dans l'isolation du moteur. Ceux qui sont le plus exposés sont les garagistes qui font des essais dans des bâtiments fermés. Le gouvernement a accordé un délai d'un an supplémentaire pour que les vieux véhicules soient entièrement révisés.

Malformations à la naissance

Selon l'INSERM, qui a mis en place une enquête épidémiologique, il naît environ dix enfants par semaine actuellement présentant une «surféminisation». Cela se traduit par une atrophie du pénis masculin, des filles aux pubertés précoces avec des seins qui poussent dès l'âge de trois ans. Des études réalisées en Suède, au Danemark, en Angleterre confirment la tendance avec une multiplication par trois de ce genre de «féminisation» excessive provoquée sans doute par un excès d'oestrogène. La plupart des parents des enfants habitent à la campagne ce qui fait que les médecins soupçonnent une pollution liée aux activités agricoles, peut-être un pesticide, des dérivés chlorés, des hydrocarbures ou encore les dioxines. (*Midi-Libre, 30 novembre 2001*)

Vache folle

■ **Nombre de cas.** Jusqu'au 4 décembre 2001, il y a eut pour la seule dernière année 237 nouveaux cas de vaches malades... contre 242 au total pour les 13 années précédentes. Autant dire que l'épidémie est toujours dans sa phase de hausse malgré les mesures prises depuis maintenant plusieurs années... ce qui laisse supposer que l'origine de la maladie n'a toujours pas été comprise.

■ **Nombre de malades humains.** En Grande-Bretagne, 113 personnes ont déjà développé la maladie de Creutzfeldt-Jacob et 102 en sont déjà mortes. En France, on en est à 5 malades dont 3 sont morts.

OGM

■ **Démocratie oubliée.** En plein débat sur les OGM, le gouvernement choisit de contre-attaquer en organisant «une conférence citoyenne sur les OGM». Le 22 juin 1998, quatorze citoyens «choisis» selon les critères de représentativité des instituts de sondage voient défiler les représentants des multinationales, des chercheurs, des associations... avant de donner leur avis. A l'époque, les associations sont sceptiques sur la représentativité d'un échantillon aussi restreint. Mais les recommandations qui en sortent sont modérées : interdiction des gènes marqueurs aux antibiotiques ; réforme des modes de

Téléphones portables

■ **Que fait le ministère ?** Du 21 au 24 juin 2001, se tenait à Toulouse un congrès des offices d'HLM. Un débat portait sur les antennes-relais pour la téléphonie mobile. Aux côtés du représentant de Bouygues Télécom, le Dr Gilles Dixaut, inspecteur de la santé, représentait le ministère de la Santé. Celui-ci est venu rassurer le public affirmant que les antennes étaient parfaitement inoffensives. Ce qui est bizarre, c'est que le même Dr Gilles Dixaut a assuré le secrétariat du groupe d'experts qui en février dernier mettait en garde contre les risques potentiels de ces antennes et contre le risque des téléphones mobiles. Alors que des pays comme l'Italie, la Suisse, l'Angleterre, choisissent le principe de précaution, le gouvernement français, par la voix de ce médecin, soutient le développement sans aucune précaution de ce secteur florissant de l'industrie. *Amis de la Terre Midi-Pyrénées, 21, rue Bernard-Mulé, 31400 Toulouse, tél : 05 61 53 23 21.*

■ **Grenoble : principe de précaution.** Le conseil municipal de Grenoble a adopté fin novembre 2001 un arrêté qui au nom du principe de précaution interdit la pose d'antennes relais pour le téléphone mobile à proximité des lieux où se trouvent des personnes sensibles (crèches, maternités, écoles, maisons de retraites). L'arrêté précise qu'il sera suspendu si l'innocuité des antennes est démontrée.

■ **Concarneau : antenne contestée.** Après les vacances de Pâques 2000, des parents d'élèves constatent un chantier sur le toit du lycée Saint-Joseph. Avec réticence, l'économiste du lycée avoue qu'il s'agit d'un relais de téléphones mobiles. La mairie contactée annonce qu'elle n'a pas osé s'opposer à la demande de l'opérateur. En mai, le chantier est suspendu. Les parents d'élèves s'étonnent de ne pas avoir été avertis en conseil d'administration du lycée. En juin, le professeur Santini fait des mesures et conclut que les élèves stationnant en haut de l'escalier sont soumis à des champs importants. En juillet 2000, la préfecture affirme que rien ne s'oppose à l'installation de l'antenne. En juillet, les parents apprennent que l'antenne a été mise en route... sans que le proviseur du lycée ne dise rien. A la rentrée, des banderoles sont placées en haut du lycée et sur les balcons des voisins. En février 2001, les riverains appuient la campagne «insupportables» et un tract de l'association nationale Priartem où figure une photo du lycée. Des mesures indépendantes montrent que l'on est, dans les classes supérieures du lycée, à des taux supérieurs aux valeurs limites de la loi actuellement en discussion au Parlement. Les habitants attendent donc la publication de cette loi. *Monique Toulgoat et Olivier Marc, 25, rue Malakoff, 29900 Concarneau, tél : 02 98 60 44 81.*

contrôle pour assurer une meilleure indépendance vis-à-vis des scientifiques et des marques ; instauration d'une politique d'étiquetage claire, fiable et responsable ; création de filières séparées garantissant la traçabilité des produits ; développement de la recherche écologique ; mise en place d'une législation prenant en compte les risques... Trois ans et demi après, les associations avaient raison de suspecter une manœuvre de diversion : aucune des recommandations n'a été prise en compte. (*Alternatives économiques, décembre 2001*)

■ **Condamnation José Bové.** Mi-décembre, José Bové et deux autres militants de la Confédération paysanne ont été condamnés à six mois de prison (ferme pour José Bové et René Riesel). Cette condamnation fait suite à l'action contre le riz transgénique cultivé au Cirad, menée en collaboration avec les paysans indiens lors de la marche intercontinentale, le 5 juin 1999. Les militants se sont pourvus en cassation. C'est la première fois en France qu'un leader syndical agricole est condamné à une peine de prison ferme. La cour de Montpellier a également condamné José Bové et René Riesel à 50.000 francs d'amende chacun, plus un franc de dommages et intérêts en faveur du laboratoire plai-

gnant. Dominique Soullié a été condamné de son côté à 25.000 francs d'amende.



Raymond Vignal
José Bové.

RHÔNE-ALPES Veaux aux hormones

Depuis les années 70, les veaux aux hormones sont présents dans les médias. Un nouveau réseau a été mis au jour par la gendarmerie mettant en cause Somotel, une société d'engraissement de Chambéry (Savoie) qui fournit 22 000 jeunes veaux par an et leur nourriture aux éleveurs de la région. Les anabolisants utilisés venaient d'Europe de l'Est et d'Asie. 8000 veaux ont été saisis et interdits de vente par les enquêteurs.

■ **Somme : marché bio de Rivery.** Le premier samedi de chaque mois avec une animation : les haies en Picardie (3 février), après l'ouragan, le déluge (3 mars). *Association des agriculteurs biologiques de Picardie, 19 bis, rue Alexandre-Dumas, 80096 Amiens cedex 3, tél : 03 22 33 69 33.*

■ **Maine-et-Loire : Bien-être et mieux vivre.** 2e éd. 1er au 3 février. Salle des Congrès de Saumur, 60 exposants, habitat sain, énergies renouvelables, médecine douce, environnement, producteurs bio, hygiène confort, artisanat. *Loire événements, 40, rue Beau-repaire, 49400 Saumur, tél : 02 41 38 60 00.*

■ **Bouches-du-Rhône : Millepertuis.** 5e éd. 9 et 10 février, Puyriscard. 80 exposants dont 50 % thérapeutes et développement personnel. Thème de l'année : les loisirs autrement. *Graines de vie, 450, allée de la Vieille-Ferme, 13540 Puyriscard, tél : 04 42 92 06 70.*

■ **Nantes : Natura.** 13e éd. 15 au 18e février. Hall expo de la Trocardière de Rezé. 200 exposants, 45 % alimentation, habitat sain, environnement, énergies, santé, artisanat, associations... 20 conférences : commerce équitable, carburants propres, ostéopathie... *Nantes Gestion Equipements, 18, rue Scribe, 44000 Nantes, tél : 02 51 70 30 40.*

■ **Lyon : Primevère.** 16e éd. 22 au 24 février. Eurexpo. 350 exposants dont près de la moitié associatif : alimentation, animaux, artisanat, énergies, librairies, environnement, habillement, habitat, santé, jardinage, non-violence, mouvements sociaux, nord-sud, éducation, etc. 50 conférences, 10 ateliers. Thème de l'année : le changement climatique. Quelques conférences pour les adultes : *Le procès de la mondialisation* (Teddy Goldsmith), *La Terre n'est qu'un seul pays* (Mouvement de la paix), *Pour une vraie justice mondiale afin d'enrayer les guerres* (Bernard Ravenel), *La frénésie du tout-routier* (Jean-Stéphane Devisse), *Climat : les oiseaux ne migrent plus* (CORA et Greenpeace), *Les réfugiés du changement climatique* (WWF), *Droits à polluer et rapports Nord-Sud* (Réseau Action-Climat), *Le nucléaire n'est pas une réponse à l'effet de Serre* (Mykle Schneider), *Les animaux transgéniques* (OGM Danger), *Libertés et vidéo-surveillance* (Ligue des droits de l'homme), *La double peine* (Bernard Bolze), *El Erido, immigrés en Espagne* (La Gryphe), *Les rythmes scolaires dans les pédagogies alternatives* (Jean-Louis Valatx), *Les dangers du couloir de la chimie* (Bertrand Artigny et Serge Perrin), *L'habitat écologique* (Oikos). A noter également un programme de conférences pour les enfants à partir de 3 ans (*tri des déchets, jeux solidaires, cuisiner solaire, papier recyclé, espéranto, commerce équitable, dérèglement climatique...*). Programme complet : *Primevère, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 74 72 89 90.*

■ **Indre : végétaux champêtres.** 24 février, Neuvy-Saint-Sépulchre, 15 exposants pépiniéristes. *Société pomologique du Berry, mairie, 36230 Neuvy-Saint-Sépulchre, tél : 02 54 30 94 35.*

■ **Eure : Fringale verte.** 1re éd. 20 et 21 avril. Festival des nourritures sauvages à La Haye-de-Routot (40 km de Rouen). Dégustation de plats préparés avec des plantes sauvages, conférence de François Couplan. *Association Four à pain, Michel Lesage, tél : 02 32 57 35 74.*

Formation à la création d'un éco-village

Le Chantier coopératif, installé à l'éco-village de Grande-Eneille, en Belgique, animera une formation pour la création d'un éco-village du 28 février au 3 mars, à Les Courmettes, près de Nice. *Chantier coopératif, Christina de Wilde, Grande Eneille 102, B-6940 Durbuy, tél : 04 93 24 17 00.*



■ **Hymne européen.** L'école savoyarde qui ira représenter les espérantistes lors des prochaines rencontres entre jeunes Européens au Parlement, a prévu de proposer un hymne européen en une seule langue. Les élèves de la classe ont pour cela traduit en espéranto *L'hymne à la joie* actuellement chanté dans tous les pays dans des langues différentes... ce qui de fait empêche de le chanter ensemble. *Esperanto Vive, Maison des Associations, 73000 Chambéry.*

■ **Bretagne : formations.** Des stages de formation à l'espéranto sont organisés les 2 et 3 mars à Saint-Aignan-Grandlieu et du 18 au 20 mai au Croisic. Inscriptions auprès de *Hélène Vincent, 3, rue Blaise-Cendrars, 44100 Nantes, tél : 02 40 43 92 42.*

■ **Château de Grésillon : 50 ans.** Cela fait cinquante ans que le château de Grésillon sert de lieu de formation pour l'espéranto. Un livre souvenir de 280 pages avec de nombreuses illustrations est en préparation pour 2002. Une souscription est ouverte au prix de 50 euros. *Amis de Grésillon, Marie-Thérèse Lloancy, 6, rue Saint-Michel, 64000 Pau, tél : 05 59 30 56 21 (chèque à l'ordre de M.-T. Lloancy).*



Education

■ **Ile-de-France : forum sur l'éducation alternative.** La 3e édition de ce forum se tiendra à Ablon-sur-Seine, le samedi 2 février. Au programme : *Europe et éducation*, table-ronde avec des représentants de réseaux d'éducation européens, édu-



cation et éveil à la conscience avec Pierre Rabhi, *expériences pédagogiques et conscience planétaire* avec des représentants de l'école Decroly (Saint-Mandé), le collège de Haut-Mesnil (Montrouge), le réseau Ecole et nature, le REPAS (compagnonnage alternatif). Table ronde sur *solidarités et objectifs communs pour une autre planète*. Programme complet : *Association Oiseau-Lyre, 5, rue Pierre-Brossolette, 94480 Ablon-sur-Seine, tél : 01 45 97 96 96.*

■ **Ecole Bonaventure.** L'année de suspension prise par l'école pour redéfinir son projet permet déjà d'annoncer quelques nouveautés dans le fonctionnement. Ainsi, il a été décidé de mettre en place un café philosophique en lien avec la Fédération anarchiste locale pour discuter des problèmes d'éducation. A partir de Pâques, des stages sont organisés pour que les parents puissent faire connaissance avec le lieu. Enfin, la

rentrée 2002 s'annonce bien puisqu'au moins cinq familles ont demandé à inscrire leurs enfants. *Ecole Bonaventure, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron, tél : 05 43 75 08 92.*

SAÏGA

Tourisme solidaire

Outre des systèmes de voyages organisés dans des lieux naturels, Saïga propose des séjours éco-solidaires en Australie, au Costa-Rica (reforestation, du 13 au 24 mai), au Guatemala, en Grèce et en Italie (observation de mammifères marins, de mai à octobre), en Roumanie (protection des loups). *Saïga, 4, rue Fleuriau, 17000 La Rochelle, tél : 05 46 41 34 42.*

Agriculture biologique

■ **Agence pour l'agriculture biologique.** Les ministères de l'agriculture et de l'environnement ont signé le 15 octobre dernier un texte constitutif pour la création d'une agence de l'agriculture biologique, en partenariat avec la FNAB, Fédération nationale de l'agriculture biologique, le syndicat européen des transformateurs et distributeurs des produits AB, Bio-Convergence et l'assemblée permanente des chambres d'agriculture. L'objectif est de faire passer la bio de 1,3 % de la production agricole à 5 % d'ici 2005. Les questions sociales seront-elles prises en compte ?

■ **Kokopelli : objectif 25 000 adhérents.** Alors que les gros industriels de la semence essaient d'empêcher la commercialisation de semences auto-

produites, provoquant un appauvrissement détestable du nombre de variétés disponible, il reste un moyen de s'échanger ces semences : en étant membre d'une même association. L'association Kokopelli s'est constituée avec l'objectif de favoriser ces échanges, aussi bien ici que dans les pays du Sud où le problème est identique. Kokopelli soutient la production de semences en de nombreux lieux. Pour que l'association vive, elle a besoin d'adhérents en grand nombre car le maintien d'une production variée de semences coûte plus cher que la monoculture des grandes firmes. Les semences de Kokopelli sont toutes biologiques. En 2001, par les ventes effectués aux adhérents du Nord, il a été possible de distribuer 50 000 sachets de semences en Inde, au Sri Lanka et au Népal, en liaison avec des associations locales. Des contacts avec d'autres associations sont en cours en Afrique (Sénégal, Tunisie, Burkina Faso, Mali), en Amérique centrale (Guatemala), en Amérique du Sud (Brésil) pour impulser des réseaux d'échanges de semences en dehors des circuits commerciaux. Afin d'avoir les moyens de poursuivre les projets en cours, Kokopelli a besoin de 25 000 adhérents, sur la base de 15 euros l'adhésion. *Kokopelli, Oasis, 131, impasse des Palmiers, 30100 Alès, tél : 04 66 30 64 91.*

■ **Permaculture.** La permaculture ou culture permanente est une technique d'agriculture biologique qui vise à favoriser au maximum les plantes pérennes (arbres fruitiers entre autres) et à ne pas labourer pour ne pas modifier les équilibres au sein de l'humus. Des stages peuvent être organisés à la demande par *Permaculture Pyrénées, BP 217, 11306 Limoux cedex, tél : 04 68 31 51 11.*



Pierre Rabhi

Pierre Rabhi, écologiste de terrain, a accepté de se présenter aux élections présidentielles pour rappeler que l'humain et la nature doivent être au centre de toute réflexion et rappeler qu'il y a des choses plus importantes que bon nombre de débats virtuels menés par le monde de la politique.



Silence : dans l'appel pour l'insurrection des consciences, votre candidature est comparée à celle de René Dumont en 1974. Etes-vous un candidat écologiste ou choisiriez-vous un autre adjectif ?

Pierre Rabhi : Oui, je suis fondamentalement écologiste, puisque j'ai voué une grande partie de ma vie, depuis que je suis conscient, à l'écologie, puisque j'ai organisé ma vie sur l'écologie. Tous mes choix de vie, puisque je suis agriculteur biologique depuis quarante ans, se font, justement, sur l'écologie. Donc elle fait partie intégrante de mon existence. Elle n'est pas seulement un principe.

Toujours dans cet appel, Albert Jacquard est cité lorsqu'il parle de «grandir en humanité», que veut dire ce concept ?

P.R. : Ce sont les mots d'Albert Jacquard. J'entends ce qu'il veut dire. L'espèce humaine a toujours quelque part les mêmes caractéristiques qu'à l'origine. Nous sommes toujours aussi violents, nous avons toujours les mêmes pulsions et c'est pour cela que notre monde a du mal à changer. Ce que j'entends, c'est simplement entrer dans un humanisme, transformer notre nature et les ornières dans lesquelles nous nous trouvons, pour finalement construire quelque chose qui transforme notre nature. Cela veut dire aller de l'être humain en tant que simple entité biologique, quel que soit son mode de fonctionnement, vers un être humain dont la conscience s'élève au point qu'il peut transformer la société et le monde.

Dans les premiers signataires de cet appel, on retrouve des personnes venant des réseaux Espérance, de Terre du Ciel, etc. S'agit-il de mettre plus en avant une certaine forme de spiritualité ?

P.R. : Pour moi la spiritualité est totalement implicite. Ma propre vie ne peut pas se concevoir sans cela. Mon retour à la terre se concevait sur la base d'une dimension à laquelle je ne pouvais pas renoncer qui est la dimension dite spirituelle. Après être passé par ce que l'on pourrait appeler une spiritualité formelle, appartenance à l'islam, appartenance au christianisme, je suis allé vers une spiritualité qui a cessé d'être parole pour être totalement implicite, c'est-à-dire qu'elle n'est pas formalisée mais elle est omniprésente. Elle fait partie de ce qui me structure profondément. Je crois qu'il y a un ordre dans le monde, une intelligence à laquelle je ne veux pas donner de nom, mais qui, pour moi, est une évidence.

J'ai pu la découvrir et la contempler à travers ma vie de paysan. Quand je regarde un grain de blé, je me dis que c'est quelque chose de banal, mais quand on médite sur ce grain de blé, qu'on se dit qu'il y a là quelque chose qui va l'amener à s'épanouir, l'amener à grandir, l'amener à donner des multitudes d'épis. A ce moment-là on rentre dans le mystère de la vie, le mystère de la vie que l'on tente d'expliquer. La science va spéculer, explorer le vivant pour essayer de comprendre la structure, la pulsion de la vie. Mais jusqu'à présent nous n'avons absolument pas été capables de

comprendre ce qu'est ce mystère, ce qu'il y a derrière le voile de ce que l'on constate, de ce que nous faisons, de cette force de la vie. Pour moi, c'est cela la spiritualité.

La spiritualité n'est pas seulement verbale. C'est quelque chose qui intervient à chaque instant de la vie. Dans nos relations avec les autres. Dans notre rapport à la vie, à la nature. Elle est l'élément qui va nous alerter sur les dérives que nous avons par rapport à notre ego. On peut être parfaitement un grand monsieur et totalement pris dans son ego. Pour moi la spiritualité, c'est une sorte de transparence qui nous permet de nous situer dans la réalité, dans le réel, pour savoir vraiment ce que nous sommes et quel est le travail que nous pouvons faire sur nous-mêmes pour nous transformer. Si nous ne faisons pas ce travail de transformation personnelle et intérieure, je ne vois pas à quoi sert la spiritualité.

Comment vous situez-vous par rapport aux principes de la non-violence ? de Gandhi, Lanza del Vasto...

P.R. : J'intégrerais la non-violence beaucoup plus en tant que stratégie. Ce n'est pas parce que l'on se déclare non-violent que l'on a aboli la violence. La violence prend une multitude de formes, et je dirais comme disais Krishnamurti que la non violence, comme stratégie, je l'accepte, mais il faut s'occuper de la violence, beaucoup plus que de créer le contraire. Sinon, on recrée une dichotomie entre violence et non-violence. Je pense que si nous ne nous occupons que de la violence, comment l'abolir en nous-mêmes, comment l'éradiquer dans le monde, on irait beaucoup plus loin que de créer une nouvelle structure ou un nouveau concept, un nouveau principe qui s'appelle la non-violence. Mais je suis très respectueux de toutes les démarches. Je ne suis pas là pour critiquer, je suis là pour donner mon sentiment personnel dans le respect absolu des autres démarches.

Vous bénéficiez de la double culture algérienne et française, quel message aimeriez-vous faire passer aux jeunes issus de l'immigration ?

P.R. : Les gens issus de l'immigration sont dans un double ou triple déracinement. Ils sont circonscrits dans une espèce de situation hors sol, hors racines, sans référence. Même quand ils retournent vers leur pays d'origine, ils ne sont pas acceptés et constituent une espèce de caste marginalisée par le système social. Quoi leur dire, sinon d'essayer de retrouver et de comprendre ce qui les a faits et ce qui les a amenés jusque là, à travers leur filiation, à travers ce qu'ont vécu leurs parents.

Ils relèvent de ce drame général entre l'Occident et l'Orient. La civilisation dite occidentale a évolué sur ses propres critères. Elle s'est épanouie sur la science et elle a instauré un modèle dominant. Elle a sommé les autres peuples de se mettre à jour sur une modernité pour laquelle rien n'était préparé. Sauter à pieds joints d'un modèle traditionnel, à toute vitesse, dans ce que l'on pourrait

appeler la modernité, crée le malaise que l'on peut ressentir.

Moi-même je l'ai ressenti en tant que double culture. Si le cours de l'histoire s'était fait comme il l'était depuis des siècles, je devrais être lié à ma filiation, à ma culture. Or, à partir d'un certain moment, on a nié ma propre culture pour me dire qu'il fallait que je devienne civilisé et que je rentre très rapidement dans une logique pour laquelle je n'étais pas préparé.

Cette sommation brutale a induit une série de malaises et, aujourd'hui, ce que l'on voit, c'est des jeunes qui n'ont plus de références. Ils ne peuvent ni se référer à la tradition qu'ils trouvent parfois ringarde, passéiste et autre, ni être vraiment dans la modernité n'en ayant pas la capacité ou n'en ayant pas les moyens. Donc, ils sont dans une situation d'hyper exclusion. Ils ont à la fois un déracinement culturel, un déracinement social. Ils ont perdu tout repère pouvant leur donner une statique, un équilibre et une structure, et on comprend parfaitement leur souffrance et leur désarroi.

Il aurait fallu, depuis l'origine, leur faire connaître leur culture, valoriser leurs propres racines en conciliant la nécessité de leur intégration dans un autre milieu.

On n'a rien fait à ce niveau-là. N'ayant pas de repères, n'ayant pas de valeurs, comment voulez-vous qu'un être humain puisse dormir sans savoir ce qu'il est, sans connaître son identité et sans avoir de projets. C'est dramatique ! Ce qui pourrait se faire, c'est qu'ils puissent reprendre les fondements de leur culture, connaître leur histoire. Cela ne concerne pas seulement les immigrés. Cela concerne tout le monde car nous sommes tous en rupture face à une monoculture de type famine, monoculture en train de niveler tout le monde, de mal niveler. Ce n'est pas que la problématique de l'immigration, c'est une problématique planétaire.

On parle beaucoup de mondialisation. La pire des mondialisations, bien plus violente, bien plus insidieuse, bien plus dangereuse que simplement le terme des échanges, l'inégalité ou l'injustice structurelle, c'est le clonage des esprits à partir de l'hégémonie de certaines «valeurs», d'une certaine «vision» du monde qui s'impose d'une façon standard à toute conscience aujourd'hui.

En Afrique, que je connais bien, vous trouvez des jeunes qui sont dans une sorte de mimétisme par rapport à ce qui se fait en Occident. Lequel Occident est considéré comme ayant réussi. Il y a donc un quiproquo dans le sens où l'on ne voit pas l'envers du miracle. Ils

n'en perçoivent que le côté «réussite matérielle», mais ils ne perçoivent pas du tout que dans cette réussite matérielle, il y a une perte d'humanité, d'humanisme et que cela porte atteinte aujourd'hui à tout le monde.

La contestation de cette uniformisation du monde donne une certaine forme de militance. Où se situe votre démarche vis-à-vis de ce mouvement ? comment sortir de la «guerre économique» ?

P.R. : Je dirais que la guerre économique n'est pas d'aujourd'hui. Le tiers-monde est depuis très longtemps soumis à une mondialisation qui lui a confisqué toute légitimité. Il ne faut pas oublier que si l'Occident est aujourd'hui à ce niveau de prospérité considérable, il le doit aussi aux pays du tiers-monde. La mondialisation, je l'ai vécue quand je me suis engagé pour les paysans au Burkina Faso, au côté de communautés qui, à l'origine, étaient constituées en ethnies. Ces ethnies tiraient leurs ressources de leur milieu. Elles avaient leurs propres cultures, leurs propres valeurs, elles construisaient leurs maisons toutes seules, et l'argent était pratiquement absent. C'est-à-dire qu'elles fonctionnaient sur une économie informelle. Quand je dis informelle, c'est la pré-économie sociale, c'est-à-dire

la réciprocité, l'entraide, l'assistance de génération à génération. Une génération assiste l'autre, on prend en charge ses jeunes, ses orphelins. On soigne tout le monde comme on peut avec la tradition, etc. Donc cela crée une identité des groupes sociaux qui avaient acquis avec le temps une forme d'autonomie.

Les détourner de la culture pour se nourrir et les pousser à cultiver pour exporter, c'est déjà pour eux le début de la mondialisation. On les a incités à cultiver pour exporter du coton, de l'arachide, du cacao, etc., tout ce qui a diversifié le bassin du Sénégal, toutes les forêts que l'on a dû détruire pour cultiver du café, tous ces éléments exportables ont ramené des devises. Ces devises ont servi, en grande

partie, à acheter des armements. Les armements n'étant pas fabriqués dans le pays, cela a été un secteur de dépense très important. Ensuite s'est constitué ce qu'on appelle une caste de l'élite, qu'elle soit militaire ou de la fonction publique.

Je crains que la mondialisation n'ait éclaté comme événement important qu'à partir du moment où l'Occident a été touché. Tant que la mondialisation s'exerçait injustement sur une quantité d'autres pays, elle n'a pas attiré l'attention avec autant d'acuité. Je considère qu'il y a peut-être une révolution de l'inutile de la part de ceux qui ont protesté comme ils

Nous devons chercher comment abolir la violence en nous-mêmes, comment l'éradiquer dans le monde, sans créer une nouvelle dichotomie avec un nouveau principe qui s'appelle la non-violence.

ont pu. Leurs protestations, je les trouve légitimes, mais il faut aussi, un peu, rappeler l'histoire et se dire que l'on ne peut pas seulement réagir quand on est touché soi-même, il faut aussi réagir quand il y a une injustice quelque part dans le monde. Si l'on avait pris l'habitude depuis longtemps d'être alerté et de réprover toute injustice, on n'en arriverait pas à l'injustice en Occident. C'est les cheminements de l'histoire, il faut comprendre, c'est quelque chose qui avance. Si on n'arrête pas certains processus en amont c'est tout le monde qui est touché. Aujourd'hui on est dans ce cas-là.

Vous êtes surtout connu pour vos réflexions sur l'importance de notre relation à la terre. Vous appliquez cela à travers des formations et des conférences. Quels sont les autres thèmes que vous aborderez dans votre campagne ?

PR. : Bien que je serve l'agriculture et la terre avec beaucoup de dévouement, je ne me sens pas simplement agriculteur ou paysan, mais quelqu'un qui a des rapports avec les fondements mêmes de la vie et de la pérennité de l'humanité. La terre nourricière, pour moi, est l'élément fondamental sans lequel tout principe disparaît. Je suis un peu étonné de voir qu'il y a si peu de citoyens conscients de ce que représente aujourd'hui la terre qui les nourrit. C'est devenu quelque chose de totalement virtuel, comme d'ailleurs, dans leur cadre de vie,

tout est virtuel. Leurs vêtements sont virtuels, leur nourriture est virtuelle. On a fondé une espèce de civilisation hors-sol. Le hors-sol est appliqué à l'être humain, il n'est pas appliqué seulement au bétail. Ce que j'entends par hors-sol, c'est quand une personne humaine dont l'origine et les racines sont dans la nature, se retrouve complètement hors de cette nature dans un monde qui n'est que minéral avec une virtualisation du cadre général et de toutes les ressources. Le drame c'est que l'on va aborder l'hyper virtualisation à travers les moyens de communications qui sont fantastiques, mais qui virtualisent encore plus. Ce que l'on entend par communication nous fait oublier que nous sommes des êtres de relation. On voit la défaillance de la relation entre les humains, de maison à maison, de palier à palier dans les rues où on grouille comme des insectes. On se côtoie mais, finalement, c'est comme si chaque être humain était une entité isolée sans relation avec d'autres. Donc cet alibi de la communication, je crains qu'il n'exacerbe le phénomène de désocialisation dans le sens sensible du terme.

Concrètement, quelles propositions mettez-vous en avant concernant la théorie de la croissance et ses conséquences pour la politique de l'énergie, les transports, la santé...

PR. : Je suis totalement anti-croissance dans le sens où la croissance est fondamentalement un dogme qui suppose que l'on puisse s'enrichir et accumuler indéfiniment sur une planète dont on sait qu'elle est limitée. Déjà ce postulat est en inadéquation avec la réalité même de la petite planète sur laquelle nous vivons. Je dis petite, quand on la prend en relation avec l'univers. On sait que cette planète est comme une petite oasis perdue dans un grand désert sidéral, et qu'aujourd'hui, avec les moyens que nous avons, on est peut-être capable d'évaluer ses ressources. Or on a instauré un système économique qui ne se veut pas de limites. A partir de ce moment-là, on est complètement dans l'aberration. C'est

pour cela que ce dogme de la croissance, non seulement est irréaliste, mais il est dangereux.

Si, aujourd'hui, nous sommes dans cette prédation de plus en plus exacerbée, c'est parce que nous n'arrivons pas à imaginer qu'il y a des seuils, et que ces seuils il faut les respecter pour l'équilibre général de la vie elle-même. Donc, les problèmes écologiques graves, les rapports inégalitaires entre les pays riches et les pays pauvres, beaucoup de maux dont nous souffrons sont imputables à la croissance. La croissance, c'est le problème, ce n'est pas la solution !

Quand on proclame que la croissance va tout résoudre, il ne faut pas être naïf. Si un chef d'entreprise veut avoir un bilan positif, il est obligé d'alléger ses charges, alléger ses charges, cela passe en grande partie par un dégraissage, ce qui veut dire que vous produisez de l'inhumain dans quelque chose qui a une prétention humaine. On est complètement dans l'aberration et la contradiction. Il faudrait quand même repenser à cela.

Je crois à une résistance contre la mondialisation qui ne se poserait pas en termes de toujours plus, mais en termes d'autolimitation. Il y a des seuils que chacun d'entre nous doit pouvoir appliquer à sa vie, mais dans un contexte planétaire où, malgré toutes nos prouesses techniques, tout ce que nous sommes capables de faire, nous allons sur la lune, etc. Nous n'avons pas été fichus de résoudre un problème simple qui est que chaque être humain, sur cette planète, puisse se nourrir, puisse être vêtu, puisse être abrité, puisse être soigné. C'est le truc basique que nous n'avons même pas réussi et on est encore dans cette soi-disant croissance qui va résoudre tout.

Il y a les seuils de la légitimité. Je dois me nourrir. Je dois nourrir mes enfants. Je dois subvenir aux besoins qui me sont nécessaires biologiquement pour survivre. Avoir une marge qui concerne les biens non tangibles qui sont la culture, l'épanouissement de mon individualité, etc. Jusque-là, je suis dans la légitimité de quelque chose dont j'ai besoin. Le problème de notre société, c'est qu'après, on entre dans ce qu'on appelle le superflu. Le superflu, on ne lui a donné aucune limite. En fait chaque individu sur cette planète, pourrait se dire, moi, tant que je n'ai pas mon avion privé, je considère que je n'ai pas atteint le seuil. Pourquoi quelques catégories de gens ont un avion privé, et pourquoi moi je n'en ai pas ? Cela veut dire que l'autolimitation requiert une réflexion sur les équilibres, sur les optimisations.

L'autolimitation est un acte à la fois politique, ce n'est pas la peine d'aller se confronter aux multinationales, il faut s'organiser et avoir une attitude. C'est aussi un acte éthique, car si je mets une limite à mes biens, cela veut dire que je ne vis pas au détriment de quelqu'un. C'est un acte de grande résistance politique, dans le sens où cette autolimitation peut handicaper cette machine infernale du toujours plus. Il faut renoncer à la croissance pour revenir au développement humain. Et encore, ce terme de développement est ambigu ? Il faudrait mieux parler de partage équitable. Je ne parle pas d'égalité. Celle-ci n'est pas une loi dans la nature et je ne crois pas que ce soit une règle normale et naturelle. Il peut y avoir des variations de ressources, mais il faut qu'il y ait l'équité.

Or, il n'y en a plus, il y a une outrance. Il y a tellement d'automobiles qu'on ne pourra bientôt plus circuler. L'automobile n'a pas triomphé parce qu'elle permet d'aller d'un point A à un point B, mais parce qu'elle est le symbole de beaucoup de fantasmes. C'est un outil qui va au delà de l'usage pour l'apparence, les performances. Cela implique des éléments subliminaux. Cela pourrait être un outil seulement utilitaire. Ça ne me gênerait pas que toutes les voitures soient semblables du moment qu'elles vous mènent en sécurité d'un lieu à un autre.

Comme le disait Illich, la voiture a sans doute provoqué un mode d'organisation sociale et spatiale. Vous mettez votre boulot à un endroit et votre maison à un autre endroit, et la voiture devient indispensable. On aurait pu organiser les choses sur d'autres bases pour que les gens puissent se rendre à leur travail à pied ou à vélo. La voiture nous a empêché d'être inventifs sur le mode d'organisation spatiale. Sans compter que cela rapporte beaucoup d'argent à l'Etat.

L'hyper consommation d'énergie rapporte aussi à beaucoup de gens. On est pris dans un traquenard dans lequel la voiture devient de plus en plus indispensable et se pose comme un chantage permanent auquel on ne peut pas renoncer. Il pourrait y avoir un tout autre mode d'organisation qui éviterait d'avoir besoin de tant de voitures. Le transport par

camions provient de ce qu'il y a une communauté humaine d'un côté qui est nourrie par des gens aux antipodes. Cela rend indispensable le transport routier qui prolifère de plus en plus, parce que là aussi il y a déstructuration. Je prêche, au plan de la nourriture, pour produire et consommer localement. Essayer de faire que chaque communauté humaine puisse reprendre une souveraineté sur sa capacité à survivre là où elle est, ce qui s'est fait pendant des siècles. Aujourd'hui, je mange quelque chose qui a fait deux mille ou trois mille kilomètres alors qu'il aurait pu être produit à cent mètres. C'est l'absurdité totale ! L'avion aurait pu être un outil pour que les êtres humains se rapprochent, se connaissent un peu mieux. Il y a un peu de cela, mais je suis persuadé que pour beaucoup le déplacement est plus important que le voyage. Les déplacements par avion génèrent des nuisances écologiques, des nuisances sociales, des nuisances économiques. Tout cela est une suractivation de l'humanité circulant dans les airs et sur la surface de la terre. Cela ne contribue absolument pas à faire de notre planète une planète conviviale.

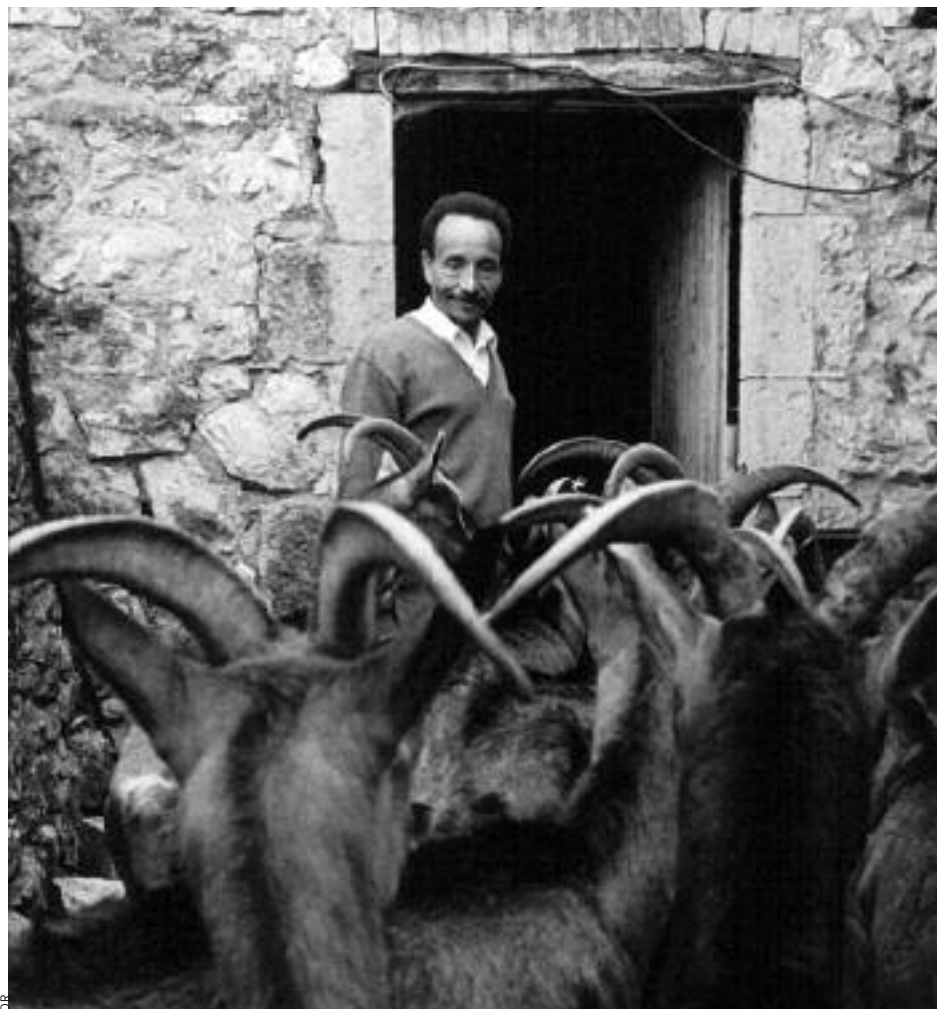
A leurs origines, les Verts ont prétendu faire de la politique autrement. Quinze ans après, ils ont adopté les méthodes politiques habituelles. Quelle dynamique pensez-vous pouvoir impulser pour éviter ce genre de dérives ?

P.R. : L'écologie, dans son principe fondamental, est d'abord une problématique concernant la survie de la planète, de la biosphère et de l'humanité. C'est d'abord une problématique universelle. Ensuite, elle se décline dans des actions concrètes au plan local, national et international. En faire un enjeu de type politique me paraît extrêmement velléitaire. Je pense qu'il y a eu là une erreur de croire que la vie et les fondements de la vie puissent être réductibles à des mécanismes de type politique. Je pense qu'il faut que l'écologie transcende tout cela, ce qui ne veut pas dire que les politiques n'aient pas leur rôle à jouer, mais elle ne peut pas être l'otage de la politique.

Dès leur plus jeune âge, les enfants sont conditionnés pour être compétitifs, gagner de l'argent, et ensuite, grâce à la publicité, pour consommer. Comment agir pour modifier ce mode d'éducation ?

P.R. : Il y a là un chapitre grave et déchirant. Ça me touche profondément la façon dont on éduque les enfants. Il ne faut pas se leurrer. On prépare plus des soldats de l'économie que des êtres accomplis. Pourquoi ? Parce que tout cela se fonde sur une idéologie masquée, une idéologie de l'économisme, du monétarisme généralisé. On a oublié que, dans l'éducation, l'enfant doit s'éveiller à lui-même et pas seulement être mis en conformité par rapport à une idéologie. Cette mise en conformité est anti-éducation. C'est une forme de standardi-

Les enfants avancent dans la terreur d'échouer au lieu d'avoir l'enthousiasme d'apprendre.



sation du savoir, qui au lieu d'être émulation, est compétitivité. Cela angoisse l'enfant. Moi-même, j'ai eu cinq enfants. En les observant, je me suis rendu compte qu'ils avançaient beaucoup plus avec la terreur d'échouer qu'avec l'enthousiasme d'apprendre. Au bout du compte, ce qui est l'aiguillon, c'est qu'il ne faut pas échouer.

On pourrait éduquer les enfants en mettant en évidence leur solidarité, le fait qu'ils puissent être complémentaires et que l'autre n'est pas un rival. Je suis également pour l'émulation : quelqu'un peut pousser sa capacité un peu plus loin pour entraîner les autres. Le problème dans notre système, c'est que quand on pousse ses capacités un peu plus

loin c'est pour le pouvoir, pouvoir de l'avoir, au lieu de faire de l'humain. On pourrait imaginer une éducation qui apaise le petit enfant en ne lui présentant pas un monde où il va en baver, échouer, galérer comme disent les jeunes, mais un monde qui l'accueille et qui reconnaît sa valeur première en tant qu'être humain, qui l'épanouisse et lui donne l'enthousiasme suffisant pour qu'ensuite il choisisse sa voie. On peut donner les outils et les moyens à un enfant performant socialement. S'il n'a pas l'enthousiasme, il est en déséquilibre. Cela relève des choix et des

options que nous avons faits. Une multitude d'autres options aurait pu être faite. On a choisi les options les plus absurdes.

Ben Laden est perçu comme un héros pour une partie de la jeunesse des pays pauvres. Comment pourrions-nous aller vers un monde plus solidaire et moins créateur de haine ?

P.R. : Au niveau de la planète tout entière, il y a des gens qui naissent plus pour agoniser toute leur vie que pour vivre. Il y a une telle injustice planétaire, un tel accaparement des ressources entre les mains de si peu de monde, mettant en péril et en souffrance un telle masse de gens, qu'il ne faut pas s'étonner qu'il y ait des réactions. Je suis loin d'approuver qu'elles soient violentes. Mais il y a une violence directe et il y a aussi une violence indirecte. C'est celle, sournoise, qui frappe les êtres dans leur vie personnelle liée à un système qui appauvrit. Quand les lois appliquées leur confisquent leur capacité à survivre par eux-mêmes, leur suppriment toute légitimité à vivre sur cette planète, c'est aussi de la violence. A un certain moment, il y a cette explosion qui se traduit par de la haine, par de l'incompréhension, qui déshumanise et qui déshonore finalement l'humanité. Je ne pense pas qu'il y ait des gens propres et des gens sales. L'humanitaire doit s'interroger sur ses objectifs, sur les valeurs morales qu'elle doit promouvoir et si l'on ne réfléchit pas sur ces questions de l'équité, de la justice, de la

compréhension, de la compassion, de toutes ces valeurs fondamentales qui relèvent d'un être humain accompli dans le sens de sa conscience propre, il y aura toujours des violences et des déséquilibres.

Certains dans la mouvance où vous êtes croient à la possibilité d'une sorte de pouvoir mondial, une sorte d'ONU démocratique. Etant donné que la plupart des gens ne peuvent se déplacer ou téléphoner pour participer à un tel processus, cela n'est-il pas une position élitiste ? Quelle «gouvernance» du monde voyez-vous ?

P.R. : Il y a eu une utopie, proposée par un Américain dont je ne me rappelle plus le nom, le mondialisme. C'était une utopie généreuse disant qu'il faut arrêter de produire des armements, il faut nourrir les humains, les soigner, les instruire. C'était une utopie humaniste et il proposait un gouvernement mondial mais vertueux. Cela reste pour moi une interpellation qui continue dans le cadre de ce que l'on appelle la mondialisation. Il faut aussi que chaque collectivité humaine, si petite soit-elle, soit capable d'une autogestion de ce qui la regarde directement.

Il y a eu, bien sûr, un processus de centralisation et d'éloignement. C'est comme cela que l'on a vu en Afrique un clivage entre la classe politique et la société civile. C'est une forme de rupture et d'incompréhension. La société civile est orpheline d'un pouvoir qui la comprendrait. Ce n'est pas étonnant que le citoyen se sente perdu dans un schéma où il est prédéterminé au lieu de se déterminer lui-même. Il faut revenir à un schéma participatif. Je participe à la société, pas seulement à travers une délégation, mais par une action. Pourquoi y a-t-il aujourd'hui des mégastuctures qui s'agrandissent ? Dans l'agriculture, on supprime les petits paysans ou, du moins, on ne fait rien pour les maintenir vivants. Cela va vers une monopolisation de plus en plus grande, des organisations tellement gigantesques que même l'être humain s'y perd. Ce gigantisme est généralisé. On fait des usines à instruire, on fait des usines à vieux, des usines à soigner. Quand on rentre là-dedans on se sent angoissé car réduit à une entité insignifiante. Il y a une déshumanisation structurelle architecturale, etc.

Il faudrait définir le rôle d'un gouvernement mondial. Cela pourrait être seulement de veiller à l'équilibre de la planète, à ce qu'il n'y ait pas de conflits, à l'éradication des armements. Je ne sais pas si l'utopie d'une armée mondiale, un hyper-gendarme de la planète est réaliste. Il faudrait savoir qui compose ce gouvernement mondial, à quoi il est soumis.

S'il est de nouveau subordonné à des puissances économiques, il sera perverti. On retombe toujours sur la même chose. Est-ce que dans tout cela il y a une vertu suffisante, une équité suffisante, une valeur humaine suffisante pour que ce gouvernement mondial soit équitable, joue le rôle de l'équilibre pour que notre planète ne soit plus ce champ de bataille permanent dans l'ordre de l'économie et dans l'ordre militaire.

Si votre candidature débouche, les journalistes des médias traditionnels vont vous abreuver de questions extrêmement parcellaires (du style crottes de chien). Comment éviterez-vous ce genre de fausses questions ?

P.R. : Si je suis candidat aux présidentielles, c'est avant tout, parce que ma conviction profonde est qu'il faut mettre l'être humain et la

nature au centre de tout, et que l'on réorganise à partir de là. Rentrer dans des questions aussi subsidiaires, cela n'a pas d'intérêt. Tout cela est subordonné à quel choix de société nous adhérons. Mettre l'être humain et la nature au centre, c'est cela qui va déterminer nos autres choix. Rentrer dans le rafistolage social, dans une logique qui est aberrante, cela n'a aucun sens.

Il faut d'abord connaître l'être humain, savoir quels sont ses besoins réels. Qu'il ne soit pas seulement un homo economicus fait pour produire et consommer jusqu'à la fin de ses jours. L'être humain a une multitude de dimensions. Il faut partir de ces dimensions, de la nature et des exigences de la nature et organiser le tout, sinon on va se perdre dans le labyrinthe des détails. Cela n'a aucun intérêt. S'il y a cette prolifération de petits animaux de compagnie, c'est

que la société a généré tellement de solitude, de manque d'affection, que les gens se replient sur l'animal en tant que palliatif. On a en même temps une contradiction. Dans le même système social où l'on adule les animaux jusqu'à l'infantilisme, il y a des camps de concentration pour animaux où on les fait souffrir. La même personne qui aime beaucoup les animaux va se régaler d'un beefsteak, en oubliant que c'est aussi un animal. Cette société est pleine de contradictions. Cela ne peut se résoudre que par une société où les êtres se sentent reliés, ne se sentent pas seuls. Donc cela revient à l'humain.

Comité de soutien à Pierre Rabhi,
Place Meynier, 30250 SALINELLES
Tél./Fax : 04 66 93 04 67
Courriel : secretariat@rabhi2002.net
www.rabhi2002.net

Le parcours de Pierre Rabhi

1938. Fils d'un forgeron du sud algérien, Pierre est confié à l'âge de 5 ans, après le décès de sa mère, à un couple d'Européens. Il reçoit une éducation française tout en conservant l'héritage de sa culture d'origine.

1960. La guerre d'Algérie accentue le clivage. Il est alors ouvrier dans une entreprise parisienne et met en cause les valeurs de compétition de la modernité. Avec sa femme Michèle, une parisienne, il quitte la capitale pour s'installer en Ardèche. Ouvrier agricole, il réuse déjà fortement la logique productiviste appliquée à l'agriculture dont les conséquences dévastatrices révèlent aujourd'hui leur ampleur.

1972. Après avoir fait la découverte de l'agriculture biologique et écologique, il applique avec succès ces méthodes sur sa petite ferme, dans l'agriculture et l'élevage, sur cette terre aride et rocailleuse où grandiront leurs cinq enfants.

1981. Pierre Rabhi commence à transmettre son expérience agroécologique et met au point divers programmes de formation en France, en Europe et en Afrique. Sur l'invitation du Burkina Faso, Pierre Rabhi organise le premier programme d'agroécologie qu'il propose comme alternative aux paysans confrontés au marasme écologique (sécheresses) et économique (cherté des engrais et pesticides). Il fonde en collaboration avec l'association du Point Mulhouse le premier Centre africain de Formation à l'Agroécologie.

1988. Pierre Rabhi est reconnu comme expert international pour la sécurité alimentaire et la lutte contre la désertification, comprise comme tout processus qui porte atteinte à l'intégrité et à la vitalité de la biosphère, et ses conséquences humaines. Il participe à des programmes d'échelle mondiale y compris sous l'égide des Nations-Unies.

1989. Fondation du Carrefour International d'Echanges et de Pratiques Appliquées au Développement (CIEPAD) dans l'Hérault.

1996. Pierre Rabhi est l'initiateur du concept *Oasis en tous lieux* devenu aujourd'hui mouvement autonome.

1999. Création de Terre & Humanisme. Cette structure en construction doit permettre d'élargir l'action en faveur de pratiques écologiques autonomes et d'une solidarité internationale.

2002. S'appuyant sur ses actions concrètes, à travers ses conférences, ses publications et aujourd'hui sa candidature, Pierre Rabhi contribue au débat public majeur de notre temps.

Je crois à une résistance contre la mondialisation qui ne se poserait pas en termes de toujours plus, mais en termes d'autolimitation.





Police politique

Le *Parisien* a publié en juin dernier des extraits du rapport annuel des Renseignements généraux remis à l'époque à Jean-Pierre Chevènement. On y apprend ainsi que tous les journalistes de France sont surveillés et que des associations sont particulièrement suivies : Act up, Droit au logement, Attac, l'Observatoire international des prisons, de même que des personnalités comme Pierre Bourdieu, José Bové, Bertrand Tavernier, Daniel Cohn-Bendit, Alain Lipietz, Julien Dray, etc.

Israël-Palestine

■ **Nombre de victimes.** Le cap des 1000 morts depuis le 28 septembre 2000 a été atteint le 29 novembre. On comptait alors 789 Palestiniens et 198 Israéliens, 13 Arabes israéliens. A ceux-ci, il faut ajouter environ 33 000 blessés dont 15 000 mineurs.

■ **La guerre ?** Les journalistes n'osent pas parler de guerre à propos de ce conflit. Pour bombarder l'héliport d'Arafat, début décembre, l'armée israélienne a envoyé des bombes de 400 kg. Si ce n'est pas la guerre, qu'est-ce que c'est ?

■ **Barrages mortels.** Le bouclage des territoires palestiniens par l'armée israélienne provoque des morts indirectes. Selon un rapport d'associations des droits de l'homme, l'armée n'hésite pas à empêcher le passage d'ambulances. Ce rapport chiffre à trois morts par mois les victimes qui ne peuvent atteindre un hôpital à temps.

■ **Le coût de l'eau.** Les Israéliens contrôlent les accès au Jourdain. Comme ils consomment de plus en plus d'eau, ils diminuent de plus en plus l'eau disponible pour les territoires palestiniens : 8 % de moins en 1999, 10 % de moins en 2000, 12 % de moins en 2001. De plus l'eau est privatisée et les Palestiniens paient l'équivalent de 100 millions de francs par an à la Compagnie israélienne des eaux. (*Courrier international*, 2 août 2001)

■ **Belgique : Sharon cité à comparaître.** En se dotant en 1993 d'une loi de compétence universelle, la Belgique modifie les possibilités juridiques. Des rescapés des massacres de Sabra et Chatila, au Liban, en 1982, ont porté plainte contre le chef militaire responsable à l'époque : Ariel Sharon. L'ambassadeur belge en Israël a remis le 20 novembre à Ariel Sharon, une citation à comparaître devant le parquet général de Bruxelles.

■ **Belgique : multiplication des plaintes.** Après Sharon, plusieurs parents d'enfants tués par les attaques israéliennes ont porté plainte contre plusieurs dirigeants israéliens dont Ehud Barak, précédent chef d'Etat. Des Israéliens victimes d'attentats ont également porté

plainte contre Arafat.

■ **Milipol : présence israélienne.** Israël, avec 21 stands, était le quatrième pays le plus présent au salon des armes légères Milipol, à Paris, en novembre, derrière les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne. Les vendeurs israéliens ont des arguments à mettre en avant !

National Socialisme

Qui a dit «*Ce qui mine la France, c'est depuis longtemps le goût du confort. Il faut mobiliser le pays. Dans l'âpre compétition du monde, on ne le fera pas en invoquant le droit à la paresse !*» ? Qui a dit «*Nous sommes de France et à partir de là responsables du monde entier*» ? Qui a dit «*Les citoyens français ont la responsabilité de la pérennité de la République. Les étrangers, non*» ?

Il s'agit d'un homme politique connu qui a fait son mémoire de fin d'études à Sciences politiques sur Raoul Girardet, responsable de la propagande de l'OAS. Il fut alors partisan de l'Algérie française. Il prononce des discours virulents contre les Allemands qui chercheraient encore aujourd'hui à dominer l'Europe pour ensuite dominer le monde. Récemment, en 1996, il a signé aux côtés de Christine Boutin, Philippe de Villiers, un appel en faveur d'une politique familiale nataliste lancé par l'Alliance population et avenir, une association d'extrême-droite qui sous-entend par là que c'est le moyen de lutter contre le recours à l'immigration. Il veut un référendum sur la disparition du franc qui remet en cause notre souveraineté. Il déteste les sans-papiers. Il déteste les écolos. Il recueille autant d'intention de vote à gauche qu'à droite. Il fait dans le populisme outrancier. Bien sûr, c'est Jean-Pierre Chevènement.

Chevènement pense que la grandeur de la France est plus importante que la vérité et dénonce les appels à lever le secret sur les tortures en Algérie et les massacres à Paris le 17 octobre 1961. Ceci fait dire au général Bigeard qu'il «*a la plus grande estime pour le bonhomme*». Ceci lui amène aussi les sympathies de proches de Pasqua comme Paul-Marie Coûteaux et William Abitbol. On retrouve aussi dans ses soutiens le général Gallois, ami des criminels bosno-serbes Karadzic et Mladic. Chevènement a son «*monsieur Afrique*» : Pierre Dabezies, ancien ambassadeur au Gabon que la revue *Billets d'Afrique* présente comme l'un des piliers des magouilles de la Françafrique.

Les nationalistes et racistes de gauche qui n'osaient pas voter pour Le Pen vont enfin pouvoir voter pour leurs idées.

Marchandisation du monde



■ **Qui gouverne le monde ?** Le cabinet du président Bush compte 19 membres. Combien sont millionnaires ? 18 dont sept ont un capital dépassant 10 millions de dollars et six viennent de la direction d'une firme pétrolière.

■ **Sortir de l'insoutenable mondialisation.** Le salon Primevère vient de publier une brochure reprenant les neuf conférences sur ce sujet données dans le cadre du salon en février 2001 : nations et minorités, Porto Alegre contre Davos, L'OMC, la mondialisation nouveau visage du colonialisme, l'après et l'autrement du développement, médecine des pays du Sud : autonomie ou assistance, commerce équitable et tourisme solidaire, l'agriculture paysanne, résistances et alternatives. Disponible contre 3,5 euros auprès de Primevère, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 74 72 89 90.

■ **Bruxelles : forte mobilisation.** Plus de 100 000 personnes ont manifesté le 15 décembre dans les rues de Bruxelles à l'occasion d'un nouveau sommet européen. Malgré les amalgames de certains médias et de certains politiques assimilant ce genre de manifestation à un soutien au terrorisme, les multiples organisations n'ont pas faibli, les manifestations ont été maintenues et surtout, après les violences de Göteborg et Gênes, il n'y a eu cette fois-ci que des incidents mineurs.

■ **Lyon : pour une autre mondialisation.** En parallèle au deuxième forum social de Porto Alegre (Brésil) se tiendra à Lyon, du 26 janvier 11 février les *Rencontres pour une autre mondialisation* organisées par un collectif de 26 organisations (AC ! Amis de la Terre, Artisans du monde, Attac, CADR, Casseurs de pubs, CCO, Femmes et changements, Greenpeace, Ligue des droits de l'homme, Maison de l'écologie, Max Havelaar, Survie, des librairies, des cinémas, des MJC...). Le samedi 26 janvier, les rencontres seront lancées à partir d'une installation «*porte d'entrée*» réalisée par des artistes sur la place Bellecour (à partir de 11 h), le vendredi 1er février, une visioconférence se tiendra à la MJC Montplaisir pour un débat entre les participants de Porto Alegre et les autres animations à Paris et Marseille. Le jeudi 31 janvier, à Ciné-Duchère, à 20h30, projection de *Ma vie en plus* suivi d'un débat sur l'accès aux médicaments dans les pays du Sud animé par le collectif copy=right. Le samedi 2 février, à la MJC Ménéval, à 17 h, film *Genèse d'un repas* suivi d'un buffet multiculturel puis débat autour du *Jeu de l'assiette* à 20h. Le même jour dans un cinéma qui reste à définir, film *Les glaneurs et la glaneuse* suivi d'un débat animé par Bruno Rebelle de Greenpeace sur le thème du commerce équitable et de la consommation responsable. Dimanche 3 février, à 19h30, cinéma Le Zola (Villeurbanne), film *C'est quoi la vie* suivi d'un débat sur les OGM animé par Greenpeace et la Confédération paysanne. Lundi 4 février, ciné Gérard-Philippe (Vénissieux), à 19h30, film sur les rapports Nord-Sud suivi d'un débat animé par le CADR et le Centre inter-peuples de Grenoble. Mardi 5 février, à 19h30, MJC Montplaisir, film *Nyamanthou, ou la leçon des ordures* suivi d'un débat sur les biens publics à l'échelle mondiale animé par François-Xavier Vershave, de Survie. Mercredi 6 février, Ciné 89 (Saint-Priest), à 20 h, film *Sexe, mensonges et mondialisation* suivi d'un débat sur l'égalité entre femmes et hommes animé par Christine Guillemet de Femmes contre les intégrismes et Anne Daynes, de Gertrude Productions. Jeudi 7 février, MJC Vieux-Lyon, à 20 h, film *Ousmane saw*, suivi d'un débat sur culture et mondialisation animé par Patrick Deshayes, ethnologue. Jeudi 7 février, cinéma 400 coups (Villefranche), à 20h30, débat sur la consommation citoyenne animé par Fabienne Desèze du collectif De l'éthique sur l'étiquette. Samedi 9 février, au CCO (Villeurbanne), fête des rencontres en après-midi et soirée, avec animations musicales et artistiques. Lundi 11 février, cinéma Les Amphis (Vaulx-en-Velin), à 19h30, film *Trot tôt pour pardonner* et débat sur chômage, précarité et services publics animé par AC ! Attac et le Collectif des privés d'emploi et précaires de Vaulx-en-Velin. Mardi 12 février, CNP Terreaux, film *Le cas Pinochet* suivi d'un débat sur la justice pénale internationale animé par la Ligue des droits de l'homme. Mardi 26 février, Bourse du travail de Lyon, théâtre *L'Argenterie* par la compagnie Ariadne, suivi d'un débat bilan sur le 2e forum social animé par Bernard Cassen, président d'ATTAC et Arnaud Zacharie (CADTM). Programme complet : RAM c/o ATTAC, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon, tél : 04 78 37 13 09.



Du côté des Verts

■ **Nouvel accord Verts-PS : pire qu'en 1997 ?**

Dans *Vert-Contact* du 24 novembre, Maryse Arditi et Francine Bavay, coordinatrice des négociations avec le PS

tirent «le compte n'y est pas». Sous prétexte d'être positif, le PS refuse toute formulation «contre», ce qui lui permet d'être «pour la diversification des sources d'énergie» mais d'éviter d'être «contre le nucléaire». Il peut être «pour le principe de précaution» mais pas «contre les organismes génétiquement modifiés». Il peut être «pour le rail» mais pas «contre de nouvelles autoroutes». Enfin, le PS refuse systématiquement de dater les rares engagements qu'il prend. Les déléguées vertes montrent les reculs par rapport à 1997 : plus question d'un moratoire sur les autoroutes, plus question d'interdire le MOX dans le nucléaire, pas question d'arrêter le retraitement ni le chantier du futur site d'enfouissement de Bure. Pas question de protéger la vallée d'Aspe ou de remettre en cause l'axe pour l'Airbus entre Bordeaux et Toulouse. Du côté social, les Verts ont fait huit propositions toutes rejetées : baisse des impôts, évolution des critères de Maastricht, retour à 37,5 ans de cotisations pour les retraites dans le privé, mise en place d'un revenu d'existence inconditionnel, augmentation des minima sociaux, revenus pour les jeunes, fiscalité écologique, taxe sur les licenciements. Le seul point d'accord comprend une réforme institutionnelle permettant d'introduire une dose de proportionnelle pour les législatives (une soixantaine de sièges de députés seraient répartis à la proportionnelle au niveau national). La question de la régularisation des sans-papiers, le respect du droit d'asile ou le droit de vote pour les étrangers restent des questions épineuses. Points positifs : le PS est prêt à soutenir une interdiction des brevets sur le vivant, il soutiendrait également une taxe Tobin sur les spéculations au niveau européen, par contre, il ne veut rien préciser sur les rapports Nord-Sud et le rôle de l'aide au développement. Il va de soi que le PS négociant également avec le PC, cela ne simplifie pas les choses.

■ **Les Verts restent quand même.** Les Verts ont tenu des assemblées générales décentralisées le 9 décembre. A l'ordre du jour : l'accord Verts-PS. Une seule motion prônait de sortir de la gauche plurielle : elle a

réuni 5,37 % des voix. Quatre motions fixaient des conditions à un maintien de l'accord Verts-PS. Parmi elle, celle soutenue par Alain Lipietz mettait comme condition de maintien dans la gauche plurielle au moins la sortie du nucléaire, elle a recueilli 28 % des voix. Noël Mamère, Yves cochet et Dominique Voynet soutenaient une même motion qui appelait à continuer avec le PS sans conditions, elle est arrivée en tête avec 35,6 % des voix. Seuls 44,7 % des adhérents ont voté. Le congrès fédéral du 12 et 13 janvier doit entériner ces résultats et donc signer le nouvel accord Verts-PS...

■ **Pourquoi les Verts se couchent-ils ainsi devant le PS ?** Les Verts comptent maintenant plusieurs centaines d'élus dans des structures gauche plurielle. On voit mal ces élus voter pour un retrait de la gauche plurielle, ce qui remettrait en cause leur parcours professionnel. Et comme ils constituent l'essentiel des dirigeants locaux, ils appellent tous au maintien de l'accord avec le PS. Celui-ci peut donc allègrement tourner le couteau dans la plaie, sachant très bien que le risque d'explosion est faible.

■ **Financements publics.** En 2001, les Verts auront touché selon la répartition des sommes allouées aux partis politiques, un peu plus de 2 millions d'euros auxquels s'ajoutent 45 000 euros par parlementaire. Le PC et le Front national en encaissent le triple, le RPR et l'UDF huit fois plus, le PS douze fois plus.

■ **Rhône-Alpes : divorce avec le national ?** La motion assez dure pour le PS soutenue localement par Etienne Tête a recueilli près de 30 % dans la région Rhône-Alpes, la motion soutenue par Lipietz a recueilli, dans la région la plus nucléarisée de France, plus de 40 %. La motion majoritaire au niveau national des Mamère/Voynet/Cochet ne recueille ici que 18 %.

■ **Rhône-Alpes : contre Gilles Buna.** Fidèle à ses habitudes, le PS a voulu une nouvelle fois choisir ses candidats Verts en réservant une circonscription à Gilles Buna. Mais les militants de la région ont refusé ce choix : Gilles Buna, déjà deuxième adjoint de Lyon, onzième vice-président du Grand Lyon, conseiller général du Rhône, ne respecte plus depuis longtemps la règle contre le cumul des mandats définie par le règlement intérieur des Verts. Ils ont donc proposé Pierre Gandonière ou Guylaine Gouzou-Testud à sa place. Le PS fait le forcing au niveau national pour que cette décision régionale ne soit pas prise en considération. Les Verts sont pour les régions en théorie, mais en pratique ?

Petites phrases

«Les associations humanitaires sont la bonne conscience de ceux qui font aller mal le monde»
Gabriel Cohn-Bendit, Millau (Gardarem Lo Larzac, novembre 2000)

Rions un peu

«J'ai quitté l'Elysée en 1992. Chaque fois que je vais en Afrique, c'est une coïncidence» Jean-Christophe Mitterrand, surnommé Papamadit, *L'Autre Afrique*, 14 novembre 2001.



Défaire le développement, refaire le monde

Un important colloque sur ce thème est organisé au Palais de l'Unesco à Paris du 28 février au 3 mars à l'initiative de la Ligne d'Horizon (France), d'Ecropa (Europe), d'EndaGraff (Sénégal), de Fian (Allemagne), Interculture (Montréal), Solidarité (France), Wuppertal Institute (Allemagne). On y retrouvera des personnes dont les lecteurs de Silence ont l'habitude de lire les écrits : Wolfgang Sachs et Gustavo Esteva, Serge Latouche, François de Ravignan, Gilbert Rist, Joseph Ki-Zerbo, Emmanuel N'Dione, Majid Rahnema, Zahoual Zaoual, Susan George, Jean Ziegler, François-Xavier Verschave, Jean-Pierre Berlan, Arnaud Apoteker, Jean-Marie Pelt, Teddy Goldsmith, Hervé Kempf, des membres du Mouvement des Sans-Terre (Brésil), des Zappatistes (Mexique), des membres des SEL, Hélène Norberg-Hodge, Via campesina, etc. Douze ateliers thématiques et des conférences en plénière. Programme complet : *Ligne d'Horizon, Les Amis de François Partant, 45, rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris, post-developpement.free.fr.*

Quand les vac font le malhe



Agir Ici, en partenariat avec l'AFL, associations familiales laïques, le comité pour le respect des droits de l'homme en Tunisie, info-Birmanie, Transverses, l'UNAT et avec le soutien d'une cinquantaine d'associations, a lancé en décembre une campagne d'interpellation sur la question du tourisme responsable. Alors que le tourisme est généralement présenté comme une aubaine économique pour les pays du Sud, les retombées financières sont généralement faibles. Non seulement, environ seuls 20 % de l'argent du voyage reste en moyenne dans le pays, mais de plus, les conséquences en terme de qualité de vie peuvent être négatifs : ainsi à Djerba, en Tunisie, la multiplication des hôtels s'est faite au détriment de l'agriculture : occupation des terres, confiscation de l'eau (un touriste consomme en moyenne de 7 à 10 fois plus d'eau qu'un paysan pour arroser ses champs et nourrir sa famille). L'île, autrefois autosuffisante, est dépendante aujourd'hui à 90 % pour ses besoins alimentaires. Il y a d'autres conséquences sociales : on estime que dans le monde entre 13 et 18 millions d'enfants travaillent dans le tourisme. Ceci favorise aussi le développement de la prostitution,

CAMEROUN Centre pour l'environnement et le développement

La forêt camerounaise est exploitée massivement par les multinationales. Les conséquences sur l'environnement sont dramatiques. Les espèces d'arbres exploitées (une quinzaine)

ances des uns ur des hôtes !

de la mendicité, du trafic de drogue... A Marrakech, un enfant qui sert de guide gagne trois fois plus que son père qui fait un métier traditionnel. L'afflux de tourisme à Cuba (triplement en six ans) a provoqué des personnels qualifiés (médecins, enseignants) à se reconvertir dans l'accompagnement touristique pour être payé en dollars. Certaines coutumes comme les «femmes-girafes» à Huang-Haen, en Thaïlande ont provoqué un tel afflux de touristes que le village ressemble maintenant à un zoo. A Kerala, en Inde, des villages de pêcheurs ont été expulsés par des complexes touristiques.

Ces derniers confisquent non seulement l'eau mais produisent aussi des montagnes de déchets. Un paquebot touristique produit jusqu'à 70 000 tonnes de déchets par an ! La différence de niveau de vie entre zones touristiques et le reste du pays nécessite une surveillance policière accrue et, comme en Tunisie, les touristes vivent en fait dans un pays à part, ne rencontrant presque jamais les habitants locaux, sévèrement contrôlés par la dictature en place.

Le tourisme, avec un chiffre d'affaires de 5000 milliards d'euros est l'une des plus grosses activités économiques. C'est un secteur en forte croissance. En réaction au pillage actuel, des tentatives de tourisme durable sont faites, avec des chartes, des labels, des codes de conduite. Ces déclarations d'intention restent souvent peu appliquées. La campagne d'interpellation demande aujourd'hui aux agents de voyage de respecter la charte «Tourisme et éthique», au Syndicat national des agents de voyage) d'inciter ses membres à prendre des mesures concrètes, au secrétariat d'Etat au tourisme de faire la promotion d'un tourisme responsable auprès du public. Des cartes postales sont disponibles contre 0,76 euros l'une (port compris), 0,61 euros port compris l'unité à partir de dix. *Agir ici, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél : 01 56 98 24 40.*

sont en voie de disparition et leur exploitation entraîne la dégradation de l'ensemble des forêts. La création de routes favorise le braconnage, la prostitution, l'alcoolisme, la propagation des maladies et perturbe la vie des villages. On observe une érosion rapide des sols, une baisse des productions agricoles, la marginalisation des populations qui vivent dans les forêts, la raréfaction des espèces animales. Le CED, Centre pour l'environnement et le développement, créé en 1995, essaie d'introduire sur place la notion d'agriculture durable et fait

la promotion de l'agriculture biologique en foresterie communautaire avec le soutien international des Amis de la Terre. Ils informent également sur le danger des plantes génétiquement modifiées, sur les risques du passage du pipeline Tchad-Cameroun. ils interviennent dans les villages pour assurer des formations, pour favoriser les échanges de savoirs, pour la promotion de la femme, pour valoriser le rôle de la forêt, pour expliquer les recours juridiques de ceux qui vivent de la forêt. *CED, Samuel Nguiffo, BP 3430 Yaoundé, Cameroun, tél : 237 22 38 57, www.cedcam.org.*

TCHAD

Tortionnaires soutenus par la France

Amnesty international a publié en octobre un rapport sur le Tchad *L'Héritage Habré* qui chiffre à 40 000 le nombre d'opposants politiques tués sous le régime de l'ancien dictateur Habré. Ces morts sont le fruit du DDS, direction de la documentation et de la sécurité, qui employait à la fin du règne d'Habré plus d'un millier d'agents. La France, avec l'Egypte, l'Irak et le Zaïre ont aidé au financement de ce service. En 1989, Paris a formé Guihini Korei, le futur directeur du service, dans son Ecole de guerre. Son successeur Ahmat Allatchi a été formé à l'école des Commissaires de police de Lyon. Le DDS faisait partie du réseau Mosaïque qui regroupait les services de sécurité de la Côte d'Ivoire, d'Israël, du Togo, de la République centrafricaine, du Zaïre et du Cameroun. *Amnesty* rappelle que si le DDS s'appelle maintenant Agence nationale de sécurité, ANS, on y retrouve encore bon nombre des anciens du DDS. Un comité se bat pour faire juger Hissène Habré au niveau international : *Saria, 50, rue Roque-de-Fillol, 92800 Puteaux.*

GUINÉE

Fraude organisée

ébut novembre, des élections «démocratiques» ont été organisées en Guinée. Lansana Conté a fait voter pour ou contre sa réélection. Il a obtenu 98 % de oui. Astuce : les bulletins «non» étaient imprimés sur un papier rouge vif que l'on pouvait largement voir à travers le papier de l'enveloppe de vote... ce qui explique que seulement 20 % des Guinéens aient voté. (*Billet d'Afrique, décembre 2001*)



BURKINA

Assassinats

Trois ans après l'assassinat de Norbert Zongo, Michel Congo, journaliste à *24 heures* a été abattu d'une balle à son domicile, le 21 octobre dernier. Il était ami avec un religieux italien Célestino di Giovambattista, aumônier à la prison de Ouagadougou. Ce religieux a été tué d'un coup de poignard le 11 octobre. Pendant ce temps, Blaise Compaoré, le président du pays faisait un tabac dans les salons parisiens.

Ces assassinats sont à mettre en relation avec les révélations du *Washington Post* qui dans son édition du 2 novembre, montre que le financement du conflit au Liberia se fait par le trafic de diamants via un sénégalais Ibrahim Bah, ancien militaire formé en Libye aux côtés de Charles Taylor, ancien combattant en Afghanistan, suspecté d'être un représentant d'Al Qaïda en Afrique, et qui vit, sous la protection de Blaise Compaoré, à Ouagadougou. (*Billets d'Afrique, décembre 2001*)

AMÉRIQUE DU SUD

Le pays le moins cher

Il existe un pays où les coûts d'exploitation des mines du sous-sol de l'Amérique Latine sont deux fois moindres que la moyenne du continent du fait de lois particulièrement avantageuses pour les multinationales. Ce pays grand comme quinze départements de la France, c'est la Guyane. Malgré les cris des politiques sur la République une et indivisible (pour les Corses), un flou législatif total permet d'exploiter le sous-sol de cette colonie sud-américaine dans des conditions remarquables : bien qu'une loi de 1998 définisse ces conditions, aucun décret d'application n'est entré en vigueur. La République a un intérêt à la pénétration des multinationales : mettre un terme aux revendications des peuples indigènes. Un dossier sur ce sujet est disponible contre 25 F port inclus auprès du *RAT, librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.*

HAÏTI

Cointreau amer

L'orange amère est un produit indispensable pour la fabrication du Grand-Marnier et du Cointreau. Elle est produite à Haïti. Malgré le climat de violence qui continue à perturber la vie du pays, le syndicat *Batay Ouvriyé* continue à syndiquer

les travailleurs des plantations d'orangers et demande l'application du code du travail datant de la dictature Duvalier. En 1999, une action lancée auprès de la société *Grand-Marnier* avait trouvé une issue positive. En 2000, une action lancée auprès de *Rémy-Cointreau* n'a toujours pas abouti : la société se retranchant derrière le fait qu'elle n'est pas propriétaire des exploitations. Au moment où commence une nouvelle récolte, le Réseau-Solidarité relance en ce début d'année une campagne de lettres. *Réseau Solidarité, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 60 53.*



L'abus d'alcool n'est pas dangereux que pour ceux qui le boivent !

Pub aqua
technique
Page 8 du n° 277



Livres

Les sillons de la colère

André Pochon

Ed. Syros

2001 - 128 p. - 9 €

André Pochon, agriculteur breton à la retraite, est à l'origine du mouvement pour une agriculture durable. Il poursuit ici les réflexions engagées dans ses précédents ouvrages («Les champs du possible») sur les possibilités d'aller vers un agriculteur qui ne conduise pas à la malbouffe. Il dénonce ici la politique des subventions qui profitent aux gros céréaliers dont les monocultures détruisent le sol, polluent les eaux souterraines. Il dénonce l'inutilité des OGM et avance qu'il est possible, en remettant au goût du jour les rotations de culture de maintenir une production suffisante sans destruction des sols et de l'environnement. Si l'agriculture biologique est sans doute une très bonne chose, l'auteur pense qu'il n'est pas besoin d'aller aussi loin pour déjà arrêter les dégâts. La réforme peut être simple : simplement en taxant engrais et pesticides, on rendrait la culture de légu-

mineuses, de luzerne plus intéressante que la solution chimique d'aujourd'hui. Et des agriculteurs, de plus en plus nombreux s'y mettent déjà, conscients de leurs responsabilités envers l'environnement et la qualité de la nourriture. Alors pourquoi pas une initiative au plus haut niveau avec une directive européenne ? FV.

Il était une fois l'Arche de Lanza

de Claire Moussalli-Martinet

Ed. Karthala

2001 - 230 p. - 20 €

Lanza del Vasto a essayé de développer en France et ailleurs des communautés dans l'esprit de Gandhi. La première a vu le jour en 1998. En 2001, un colloque vient de se tenir pour marquer le centenaire de ce militant alternatif à la démarche pour le moins originale. A cette occasion, l'auteure, née dans l'une de ses communautés, fait revivre la vie de ces groupes de 1948 à 1973 à travers les entretiens faits avec une vingtaine de compagnons. En 1973, l'auteure, âgée de dix-neuf ans quitte sa com-

munauté pour vivre sa vie à l'extérieur. Ce n'est qu'aujourd'hui qu'elle a souhaité se replonger dans son enfance, finalement passée dans un cadre fort en engagements. Cela nous donne une autre histoire de l'Arche que celles officielles, une vue de l'intérieur, dans un double sens, l'intérieur du groupe et l'intérieur de soi. Plein de petites anecdotes pleines de vie. MB.



La société inhumaine

de Salvador Juan

Ed. L'Harmattan,

2001 - 256 p. - 19,82 €



L'auteur, sociologue, essaie de déterminer comment autant de personnes peuvent se sentir mal dans une société qui n'a jamais autant développé de «bien-être». Il met ainsi au

jour les disparités dans l'espace et dans le temps, le manque de relations entre les gens produits par un individualisme forcené, la dégradation de l'environnement qui se traduit pour l'individu par la dégradation morale (augmentation de la délinquance) et physique (problèmes de santé). L'auteur montre bien que le développement est pensé en termes économiques, et n'a donc qu'un faible rapport avec le développement humain. Dans ce contexte qu'est-ce que le développement durable ? Face au marché et au rôle de redistribution de l'Etat, le rôle des associations est-il un contre-pouvoir nécessaire ? indispensable ? suffisant ? De toutes les associations, l'auteur pense que les SEL, systèmes d'échanges locaux, sont les plus performants pour valoriser les relations non-marchandes, mais qu'aussi créatifs que peuvent être ces groupes, cela reste insuffisant face au rouleau compresseur du marché. La mise en place d'un revenu d'existence permettrait une diminution des écarts de richesse, mais ces richesses sont issues d'un système destructeur de l'environnement et n'est donc pas durable. En tant que sociologue, l'auteur pose alors la question de réfléchir à un critère d'enveloppement durable qui poserait qu'un développement n'est acceptable que dans la mesure où il favorise un

mieux-être de l'individu dans sa collectivité. Pour tenir cela, il avance une progression dans la démocratie locale, le choix des développements par la base, à taille humaine, en lien avec un groupe social et avance donc des idées proches de Gorz sur la nécessaire autonomie vis-à-vis d'un marché de plus en plus hétéronome. Reste qu'agir localement peut être limité pour des problèmes qui nécessitent de penser globalement. Les exemples du nucléaire et de la dérive climatique cités en conclusion montrent en effet toute la difficulté de changer d'orientation par la base. MB.

Le guide des vins bio

de Julien Fouin et Jean-

Christophe Estève

Ed. du Rouergue

2001 - 381 p. - 21,2 €

Le vin bio est à la mode. Certains essaient d'en tirer profit. Tels les auteurs de ce guide qui ont sélectionné (selon quels critères ?) 250 vins bios. Sous une forme luxueuse, ils ont édité une fiche par millésime. La présentation est certes très claire. De nombreux renseignements utiles (année, cépage, température, garde, prix, accords...), permettent une lecture rapide et simple du produit. Une introduction sur la vinification, la notion de terroir, de bienfait pour la santé, ainsi qu'un lexique et des index complètent cet ouvrage. Reste qu'il lui manque un peu de chaleur et de passion. M.J.



VIDÉOS

Avec les enfants médiateurs

Génération médiateurs

27, boulevard Saint-Michel 75005 Paris

2000 - 55 mn.

Ce documentaire nous entraîne dans une école primaire. La médiation y a été expérimentée et filmée. Qu'est-ce que la médiation en milieu scolaire, comment est-elle mise en place, comment les enfants médiateurs sont-ils choisis, quel est leur rôle, comment le vivent-ils ? Comment régler les conflits au sein de l'établissement ?

C'est à toutes ces questions, et à bien d'autres, que répond ce travail pédagogique sous le regard curieux et approbateur des adultes. Cette vidéo peut être utile pour les enseignants et pour celles et ceux qui préfèrent régler des problèmes relationnels pas la négociation plutôt que par la violence. M.J.



Femmes artisanes de paix en consultation

Mouvement international de la réconciliation (MIR)

2000 - 30 mn.

Ce documentaire a été tourné lors d'une conférence au Zimbabwe dans le cadre des consultations régionales du programme du MIR sur «les femmes artisanes de paix». Les débats sous forme de tables rondes traitent de la violence faite aux femmes lors de conflits armés, aussi bien qu'au sein du foyer. Quelles attitudes non-violentes adopter, quels soutiens obtenir, quelles solutions trouver ? Ce film à l'approche très chrétienne, tente d'apporter des réponses. M.J.



Installez votre cave à vin

de Jean-Marc Carité

Ed. Utovie

2001 - 40 p. - 5,5 €

Si vous disposez d'une cave à vin, ce petit manuel vous donnera de précieux conseils utiles et pratiques sur son aménagement. Rangement, conditions climatiques, constitution et tenue de la cave, achat du vin, mise en bouteille, conservation. Tout ou presque est passé en revue. Il présente brièvement les éléments indispensables à la constitution d'une bonne cave, avec du bon vin... bio évidemment. M.J.



Tchernobyl, après l'apocalypse
de Philippe Coumarios
Ed. Hachette
2000 - 204 p. - 16,7 €



L'auteur, correspondant de l'AFP en Ukraine depuis 1996 retrace ici l'évolution de la catastrophe de Tchernobyl à travers des rencontres avec ceux qui en souffrent... Alors que l'AIEA, agence pro-nucléaire de l'ONU indique toujours 31 morts comme bilan de l'accident. L'auteur du livre a pu voir les avis de décès à Kiev, la capitale de l'Ukraine : il y a déjà plus de 15 000 noms ! Le gouvernement estime que trois millions de personnes dont un million d'enfants sont actuellement malades des suites des radiations. L'Ukraine est moins touchée que la Biélorussie au nord ! Là, après les cancers de la thyroïde et les leucémies, ce sont maintenant les cancers des poumons, du côlon, du rectum, du larynx qui se multiplient. Malgré cela, certains, surtout des vieux, reviennent vivre dans la zone interdite. D'autres ont pillé les meubles abandonnés, certains organisent des chasses d'animaux contaminés... Un reportage terriblement marquant. MB.

Tchernobyl, aujourd'hui les Français malades

de Jean-Michel Jacquemin-Raffestin
Ed. du Rocher
2001 - 370 p. - 19 €



La Corse est la région la plus touchée par le nuage de Tchernobyl. Fallait-il pour autant confier la préface de ce livre à l' élu nationaliste très à droite Jean-Guy Talamoni ? L'auteur, avec son regard de médecin, dissèque les déclarations officielles sur les conséquences de Tchernobyl et en montre les incohérences officielles au fil des années. Il présente ainsi les travaux du Docteur Michel Fernex (le mari de Solange), ceux du professeur biélorusse Bandazhevsky, ceux du docteur corse Toussaint Simoni. Dans un chapitre intitulé «La supplication des Français» (en référence au livre «La supplication» qui présente des témoignages autour de la centrale), l'auteur donne la parole aux malades de plus en plus nombreux en France : 80 pages de témoignages. L'auteur termine par un rappel des responsabilités juridiques et s'interroge sur l'impunité des menteurs qui nous dirigeaient à l'époque. Les parties médicales sont parfois un peu ardues, mais ce livre est une mine d'informations sur une pollution qui pour le seul césium 137 durera encore 300 ans. MB.

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Trente ans de politique municipale,** Marcel Sévigny, éd. Ecosociété (Montréal), 2001, 284 p., 17 €. Nous avions publié le chapitre VII de ce livre à l'occasion de notre débat sur la démocratie locale (n°268). L'auteur, élu municipal à de nombreuses reprises, soutenu par un mouvement citoyen dans son quartier, explique dans ce livre les obstacles qui peuvent se poser lorsque l'on essaie de mettre en place une véritable démocratie. Il en arrive à la conclusion que malheureusement, la société actuelle ne permet pas à un élu, même au niveau local, d'être véritablement le porte-parole d'une éventuelle base. D'une part, les décisions se prennent le plus souvent à des niveaux élevés de pouvoir, d'autre part, les citoyens n'ont pas le temps disponible pour se plonger dans des dossiers complexes. Plus qu'une implication électorale locale, l'auteur en appelle à une modification du fonctionnement de la démocratie et fait des propositions qui vont dans le sens du municipalisme libertaire. Les cent dernières pages de l'ouvrage sont les plus universelles pour un lecteur non québécois.

■ **Le scandale de l'air contaminé,** Philippe Tarnier, éd. Mango, 2001, 196 p., 17 €. Les rapports alarmants sur les maladies et la mortalité dues à la pollution de l'air donnent des chiffres de plus en plus élevés : jusqu'à 32 000 morts par an en France ! Pourtant, cela ne fait guère la une des journaux. Les pompistes, chauffeurs de taxis, agents de la circulation, très exposés, meurent anonymement. Une des causes de cette indifférence affichée est peut-être à chercher dans l'usage de la voiture : car si nous souffrons tous de la pollution, les décideurs utilisent presque tous la voiture. Et l'Etat empêche tellement d'impôt sur ce moyen de locomotion qu'il n'a aucun intérêt à en réduire l'usage. Le débat sur l'effet de serre renforce l'idée qu'il faut sortir

de la civilisation automobile, mais également des locomotives Diesel... malheureusement, du côté des politiques, c'est le grand silence. Une enquête très journalistique, facile à lire avec de nombreux témoignages et exemples concrets.

■ **Kidnappé par la police,** Serge Mongeau, éd. Ecosociété (Montréal), 2001, 188 p., 13 €. En 1970, un diplomate britannique et un ministre québécois sont enlevés par le Front de libération du Québec. La police se lance dans une vaste chasse à l'homme et arrête 450 personnes qui seraient liées au FLQ. Certaines personnes vont rester en détention pendant 90 jours. Une réédition d'un livre qui avait soulevé des polémiques à sa sortie.

■ **L'horreur alimentaire,** Jean-Pierre Garel, éd. Sang de la Terre, 2001, 250 p., 15 €. Faudra-t-il bientôt comme sur les paquets de cigarettes, mettre la mention «nuit gravement à la santé» sur les produits de l'agriculture industrielle ? L'auteur nous rappelle avec quelle célérité nous faisons face aux crises. Si les dangers de l'amiante sont connus depuis le début du siècle, la tremblante du mouton, qui aurait été transmise à la vache devenue folle, est connue depuis 1730. Si la situation est aussi catastrophique, c'est peut-être parce que l'animal est considéré comme un objet et l'humanité comme un troupeau à nourrir. Il y a pourtant une solution simple : ne pas acheter ! Et se tourner vers le petit paysan et la bio. Beaucoup d'horreurs décrites dans ce livre, pour des propositions politiques assez peu développées.

■ **Palestine / Israël : la paix ou l'apartheid,** Marwan Bishara, éd. La Découverte, 2001, 128 p., 6,4 €. L'auteur israélien arabe montre dans ce livre comment le soi-disant processus de paix d'Oslo était biaisé dès le départ : celui-ci ne distingue en effet pas les différences entre les Palestiniens (occupés) et les Israéliens (occupants).

Pendant les sept ans entre cet accord et le renouveau de l'Intifada actuelle, le bénéfice des accords n'a été que pour Israël, et la situation d'apartheid n'a fait que s'accroître. L'auteur présente les points qui bloquent tout accord : le refus d'Israël de prendre en compte les Palestiniens expulsés pendant les guerres (un million de réfugiés), la volonté des deux camps de conserver Jérusalem. Rappelant des phrases initiales du sionisme comme «un peuple sans terre pour une terre sans peuple», l'auteur appelle à un réveil des Israéliens pour qu'ils cessent leur colonisation, présentent des excuses et commencent à comprendre qu'accorder le droit de vivre aux Palestiniens n'est pas se condamner à mourir.

■ **L'espoir de revivre,** Michel Teyssot, 26, avenue Mitterrand, 69500 Bron, 2001, 334 p., 20 € (+4 € de port). Cet ouvrage se veut un hommage à tous les jeunes qui ont été, comme l'auteur, envoyés en «mission de pacification» pendant la guerre d'Algérie. Le livre se consacre plus à la petite histoire, sur le terrain, qu'à la grande. Sans haine ni oubli, nous sommes plus proches du roman que de l'essai, nous sommes du côté humain et non du côté militaire, même si les uniformes sont le lot des nombreuses photos.

■ **De la vache folle au mouton fou,** Jean-Louis Thillier, Mathilde Sobral Viqueira, Paul Vieille, éd. Siloë (Nantes) 2001, 329 p., 19,7 €. Pour tout savoir des connaissances officielles sur la maladie de l'ESB, et ses conséquences juridiques. Une compilation des travaux scientifiques et juridiques sur le sujet. Purement technique.

■ **La lutte contre le blanchiment des capitaux en Suisse : un combat de façade,** Vincent Peillon et Arnaud Montebourg, éd. Les Arènes, 2001, 514 p., 15 €. Le Parlement français a nommé une mission parlementaire chargée d'étudier les filières de l'argent sale. Ce livre est le rapport

concernant les pratiques des banques suisses. Une première partie donne le rapport lui-même et montre que le culte du secret est directement lié à la possibilité de faire des opérations illégales. La deuxième partie est l'intégralité des audiences menées par les parlementaires. On y découvre toute l'hypocrisie des personnes du milieu bancaire : si ce n'est moi qui le faits, ce sera quel'un d'autre.

■ **Petit lexique philosophique de l'anarchisme,** Daniel Colson, éd. Livre de poche, 2001, 380 p., 7,85 €. Ce livre est présenté comme un dictionnaire et chaque mot traité donne des références à des penseurs anarchistes ou proches. On cherche alors les trois sous-titres de Silence. *Ecologie* : rien. *Alternatives* : rien. *Non-violence*. Elle serait une méthode de lutte pour éviter de répondre à la violence de l'opresseur mais ne pourrait plus s'appliquer si cela conduit à endormir le système dans lequel on vit. A débattre donc. Pas de référence à la revue *Anarchie et non-violence* des années 60. On cherche *énergie* : on y parle de l'énergie que l'on dépense à se battre. Bizarre. *Nucléaire* : rien. *Femme*, rien, *féminisme*, rien. Ce n'est pas possible. On se plonge alors dans l'index. Ah, *patriarcat* : voir *classe de sexe*. Là on y apprend que le féminisme comme le tiers-mondisme sont des concepts marxistes. A *pro-féminisme*, on nous renvoie à *pro-quelque chose* ; là, on nous dit que l'on ne peut pas être pro-quelque chose, on ne peut représenter que sa cause. Donc, la nature doit se débrouiller par elle-même, exit les naturalistes, les femmes doivent se débrouiller par elles-mêmes, exit les hommes ; les gens du sud, les pauvres, idem, exit les associations de solidarité à quelque chose... Même si le livre regorge de renseignements utiles, la brièveté de chaque thème abordé conduit à des jugements abrupts qui sont loin d'être philosophiques.



Economie distributive (1)

Avant de répondre aux questions que nous pose Gregg West dans le courrier du N° 275, je voudrais féliciter *Silence* de ne pas faire silence, comme la plupart des médias, sur l'économie distributive. Echanger nos revues, *Silence* et *La Grande Relève*, comme nous le faisons pratiquement depuis que *Silence* existe, est vraiment un échange de bons procédés : nous avons tous à gagner de réfléchir ensemble ! J'aurais donc pu renvoyer les lecteurs intéressés à la tribune de *La Grande Relève*, puisqu'elle est précisément faite pour débattre ces questions. Mais je préfère répondre, même brièvement, aux quatre questions précises posées dans *Silence* :

1. Amener l'abondance ?

Il est hors de question de proposer le niveau de vie des plus riches Américains à l'ensemble de la planète ! Il est donc nécessaire d'expliquer l'emploi du mot abondance par Jacques Duboin, ce qu'il fit dans son livre *Rareté et Abondance*. Pour lui, tout a changé dans l'histoire économique à partir du moment où la production a pu croître alors que diminuait le travail humain nécessaire à la réaliser. Autrement dit, l'humanité est passée de l'ère de la rareté à celle de l'abondance quand elle a mis au point les machines et autres robots capables de travailler à sa place et à ses ordres. En Occident ce tournant s'est produit au XXe siècle (aux Etats-Unis vers 1920).

Mais l'utilisation de ces moyens nouveaux par le capitalisme a donné le productivisme, le pillage des richesses du tiers monde et la société de consommation pour ceux qui exploitent les autres. Refusant cette exploitation, l'objectif des distributistes n'est donc pas d'amener l'abondance, puisqu'elle est déjà là potentiellement, mais d'utiliser ce changement pour qu'il soit une véritable *Libération* (autre titre d'un livre de Duboin) pour l'humanité, qu'elle en profite pour s'épanouir. Comment ? En distribuant autrement les biens produits, y compris à ceux dont le travail n'a pas été nécessaire à réaliser cette production. Il s'agit donc d'une distribution non proportionnelle au temps de travail, orientée par les besoins en général et non plus par le profit de quelques particuliers. Cette économie distributive permettrait aux populations de déterminer elles-mêmes le niveau de vie moyen qui leur convient et que leur environnement et la sauvegarde de la planète rendent possibles. C'est donc le contraire du capitalisme, qui tend à forcer la consommation des clients solvables selon un modèle uniforme, au mépris d'une misère injustifiable.

2. Qui va décider ?

Il n'est donc pas question d'imaginer que quiconque doit dire si tout le monde devra avoir un, ou bien deux frigos ! Que Gregg se rassure, personne ne veut supprimer sa guitare. Chacun doit rester totalement libre de dépenser ses revenus personnels comme bon lui semble. Mieux, ce choix sera bien plus libre qu'aujourd'hui parce que nul n'aura plus intérêt à faire consommer à quiconque un produit plutôt qu'un autre ! De sorte que les choix des consommateurs exprimeront les besoins et les souhaits de la population quand il s'agira de définir la production à renouveler. Et quelle libération pour le tiers monde !

Le choix des productions doit en effet cesser d'être livré au seul intérêt de quelques-uns, il doit résulter d'une décision politique, publique, destinée à mettre l'économie au service de tous mais en respectant certaines règles (ne pas gâcher les ressources, la santé, l'environnement, etc.) et c'est en cela que l'économie distributive, organisée sur la base du *contrat civique*, est le moyen d'introduire la démocratie dans l'économie.

Les débats d'orientation générale de l'économie seront ainsi alimentés par toutes les informations disponibles : besoins manifestés par la population, moyens disponibles, limites à respecter et dangers à éviter. Débats qui aujourd'hui n'ont jamais lieu. Puisque c'est le profit maximum qui fait loi, il n'y a aucune prospective !

Contrairement aussi au régime de l'URSS, qui était un capitalisme d'Etat, centralisé à l'extrême, où le Parti décidait de ce qui est utile au peuple, sans que le citoyen puisse intervenir, ne serait-ce que par ses choix en tant que consommateur : il n'y avait pas de choix. L'expérience soviétique fut un échec dont il importe de tirer la leçon. Mais il ne faut pas non plus en conclure que seul le capitalisme est désormais imaginable, donc qu'il faut s'en accommoder.

3. Consulter la population, c'est de la bureaucratie ?

C'est l'argument des dictateurs : « consulter prend trop de temps, soyons efficaces », etc. Mais la démocratie en économie ne signifie pas mobiliser la population en permanence et l'obliger à décider des moindres détails. D'autre part, la bureaucratie est liée à la centralisation, quand les ordres viennent d'en haut.

Il s'agit au contraire de concevoir une organisation en réseau, et de débats organisés à toutes les échelles, au niveau des compétences, selon le principe dit de subsidiarité. Les décisions d'ordre planétaire doivent être prises à la plus grande échelle possible (il y a de plus en plus de questions d'environnement qui doivent être débattues et décidées au plan mondial). La moyenne échelle convient aux décisions d'orientation générale, par exemple, décider quelle est la part du budget qui sera consacrée aux services publics (il faut bien se rappeler que, grâce à sa monnaie de consommation, il n'y a pas d'impôts en économie distributive), la part qui sera fournie aux producteurs pour produire et celle qui sera distribuée aux particuliers pour leur libre consommation individuelle ; de ce niveau doivent sortir aussi quelques règles, des normes, des conditions de production, etc. Et ce sont des débats à l'échelle locale qui sont nécessaires pour décider qui fait quoi, avec quoi, comment, à une échelle d'autant plus restreinte que le nombre de gens concernés est plus restreint.

A chacun de prendre ses responsabilités. Le vote obligatoire n'a aucun sens. Et il importe qu'avant d'intervenir, chacun ait pris soin de s'informer. Mais quiconque ne veut pas prendre cette peine, accepte du coup, comme dans les démocraties uniquement représentatives, les décisions issues de débats qui se feront sans lui. Et cette attitude individuelle peut varier, dépendre du sujet des débats. Il est temps d'inventer la démocratie, d'autant que l'apprentissage risque d'être très long.

4. Comment faire en sorte que toutes les tâches soient assurées ?

La remarque qui suit est une variante de l'affirmation selon laquelle "si chacun est payé pour vivre, personne ne voudra plus travailler", affirmation souvent entendue, mais fautive. Heureusement l'auteur de ces questions montre ensuite qu'il a mieux analysé la situation.

Tout, dans le système actuel, tend à conditionner les gens pour les amener, précisément, à ne travailler que pour eux-mêmes, à ne penser qu'à leur propre intérêt, à passer devant les autres, quitte à les bousculer, à ne rien faire, rien de rien, sans en réclamer un salaire. C'est donc vrai qu'il y a une pente à remonter, toute une éducation à refaire en ramant à contre courant et c'est bien plus difficile que suivre la foule, la mode et la publicité.

Mais ce n'est pas une raison pour renoncer à réfléchir à une société distributive, donc conviviale, basée sur la coopération et non la rivalité. Des expériences comme celles des SEL, à extension limitée, aident bien, on peut l'espérer, à penser autrement la société.

Mais il y a d'autres raisons de penser qu'une société distributive est très réalisable, et pas seulement pour des raisons matérielles. L'assurance que toutes les tâches nécessaires seront assurées s'appuie aussi sur des raisons humaines. D'abord, sur l'extrême diversité de la race humaine. Tous les goûts sont dans la nature. Laissez d'abord les gens choisir, après leur avoir bien montré quelle est la situation et mis les moyens à leur disposition. Et dites-leur bien que, si après un essai, après avoir rempli un premier *contrat civique*, ils ont envie de changer, c'est prévu, ce sera possible. Et vous constaterez que le plus dur est fait. Il restera forcément des questions à régler, et des engueulades à la clef. Rien n'est parfait. Mais la marche s'apprend en marchant, et en tombant. Un autre des intérêts de l'économie distributive est de pouvoir sans cesse évoluer, s'adapter, corriger les erreurs, améliorer. Ce qu'on vous propose ce n'est pas un paquet tout ficelé avec des règles immuables et partout les mêmes, c'est au contraire les moyens (monnaie de consommation et contrat civique) de laisser aux citoyens le soin de trouver eux-mêmes comment faire de mieux en mieux, mais solidairement. Vu la situation actuelle, ça vaut le coup d'essayer.

Marie-Louise Duboin ■

Directrice de *La Grande Relève*.

Economie distributive (2)

La guitare, Gregg West, c'est un instrument dangereux. On peut même la considérer comme une arme de première catégorie. Aussi lors du passage à l'économie distributive, on vous la confisquera. Aucun doute là-dessus. Et vous n'aurez droit qu'à un T-Shirt.

Veillez lire correctement ce que j'ai écrit, au lieu de nous servir des balivernes ! Le courrier sur l'immigration laissait espérer mieux.

L'abondance, c'est d'abord une réalité. Il suffit de contempler magasins et marchés pour s'en apercevoir. Il s'agit d'y faire accéder tout le monde en créant au besoin le pouvoir d'achat nécessaire, et de le rendre compatible avec la vie sur



Bon de commande

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France. Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

anciens numéros (franco de port)

Terre. Voilà pour votre «zone de choix individuel» (ce dernier point est déjà nettement meilleur).

Pour réussir, la transition vers la nouvelle société, écologique par surcroît, devra comporter l'accès de tous à l'aisance. C'est ce qui a manqué au régime soviétique. Et il ne pouvait en être autrement, car il est né dans des conditions atroces.

Là, par contre, vous soulevez un problème sérieux. Le fiasco terminal n'a pas fait disparaître nos problèmes, à nous, Occidentaux. Mais la question est grave et ne doit pas être éludée.

Il n'y a jamais eu en URSS de socialisme, et encore moins de communisme, ce qui aurait impliqué l'égalité des revenus. On en était loin, comme de l'abondance ! Plus exactement, il y a bien eu propriété collective des moyens de production... mais confisquée au profit d'une minorité : la fameuse «nomenklatura». Dès lors, le régime courait à sa perte, surtout face à l'abondance occidentale (ils n'y ont vu que cela, alors qu'elle voisinait avec des millions de pauvres et ça n'a pas changé !).

En réalité, ce régime fut une dérive des modèles politiques et sociaux existant sur la planète depuis l'aube de l'histoire : des sociétés fonctionnant au profit d'une minorité, ce qui entraîne les appareils policiers et militaires, sans compter le mensonge comme moyen de gouvernement... (ici il a consisté à dire que l'on bâtissait le socialisme, précédant le communisme !).

Comme chez nous, mais en moins les libertés «bourgeoises», les décisions échappaient aux électeurs. Leur situation matérielle s'améliorait, mais trop lentement.

Jean Mestrallet ■
Haute-Savoie.

Toulouse : le silence ?

Je voudrais féliciter Silence pour l'article sur l'explosion de l'usine AZF à Toulouse qui a paru dans le numéro de novembre (...) : deux brèves de quelques lignes ! quant on connaît Lyon, sa périphérie superbe (Feyzin par exemple), c'est compréhensible que des articles sur les sites classés Sévésos paraissent dans la revue. J'ai enfin compris le pourquoi du titre de la revue : Silence ! Ci-joint de l'information par des militants de terrain, pas des écologistes en chaussons.



André Aubry ■
Toulouse

Silence : notre revue repose sur les informations qu'envoient ses lecteurs et sur les lectures de revues militantes, ce qui implique des délais. Nous ne disposons en effet que d'un salarié (à 3/5e de temps) pour coordonner la rédaction. Lequel assure le suivi des pages de brèves et quelques reportages régionaux. L'ensemble des articles sont écrits par des bénévoles. Nous vous remercions donc vivement des informations que vous nous envoyez... le 3 décembre et qui nous permettent d'en savoir un peu plus sur l'accident... Nos envoyés spéciaux sont nos lecteurs.

Adresse internet

L'adresse e-mail doit s'ajouter à l'adresse postale et non l'évincer. Indiquer seulement son adresse e-mail, c'est mépriser le lecteur non équipé d'internet ou non partisan de cet outil. J'ai rompu personnellement avec plusieurs associations à cause de cela. Je rappelle que seulement 4 % de la population mondiale a accès à Internet. Donner exclusivement son e-mail, c'est donc mépriser les 96 % d'humains restants.

Hubert Truxler ■
Doubs.

- 187 Prolifération nucléaire (1). Israël. Asie. Marcher. Société informatico-policière ..3,5 €
- 188 Prolifération nucléaire (2). Neve Shalom. Solaire en régions froides. Materialisme 3,5 €
- 196 Canal Rhin-Rhône A51 Grenoble-Sisteron. Santé et autonomie (4). Irlande ..3,5 €
- 197 La défense par actions civiles (1). La Hague. Grunen et non-violence. Amiante. Salsigne ..3,5 €
- 201 Marée noire sur droits de l'homme Monju. Loi de programmation militaire. Déficit Etat ..3,5 €
- 204 G7 : l'argent d'abord Femmes algériennes. Santé et autonomie (6). Travail ..3,5 €
- 206-207 Face au G7, ouvrons-là ! Presse différente. Internet. Santé et autonomie (7) ..5,8 €
- 212-213 Ecologisme et Etat SEL. La Hague. Communication ONG. Palestine ..5,8 €
- 218 Alternatives en Alsace Une trentaine d'articles sur la région ..3,8 €
- 237 Alternatives à la mondialisation Chasse. Val Dieu. Femmes et santé. Avions ..3,8 €
- 239-240 Enquête sur les écologistes Déchets. Réfractaires au plus fort de la guerre. Nucléaire 5,8 €
- 242 Eaux, la pollution de nos WC Vêtements venus de l'est. Voyage en Chine. La Cravira 3,8 €
- 250 Sortir de la voiture Culture conviviale. Objectif insertion. Spécial lecteurs ..3,8 €
- 251 L'écocriminisme Nucléaire au Japon. Révolte en Indonésie ..3,8 €
- 252-253 Les Gros rallent la mise Transcontinentale. République verte. Monde diplo ..5,8 €
- 254 L'Ecopsychologie OMC. Retraites. Femmes militairement incorrectes 3,8 €
- 255 L'empreinte écologique Habitat sain. Publicité. Les Gros (TV) ..3,8 €
- 256 Commerce équitable La Poudrière. Mont Verdun ..3,8 €
- 257 Ecole, écologie 33 feures. Bure, mobilisation contre l'Andra ..3,8 €
- 258 Parcs naturels ou peuples indigènes Ellet Bové. Société. Communication du globaliste 3,8 €
- 259-260 Alternatives en Bretagne Nucléaire mission granite. Sauvons nos marchés ..5,8 €
- 261 Sortir du sport marchandise Eurosatory. Effet de Serfe. Après Millau ..3,8 €
- 262 Quelle démocratie Climat. Maison en papier. Médias ..3,8 €
- 264 Technologies et solitude Compagnonnage alternatif. Démocratie ..3,8 €
- 267 Ou sont les jeunes ? Agri bio. Démocratie. Tél. portables ..3,8 €
- 268 Manger, c'est politique Jeunes. Démocratie. Gros ..3,8 €
- 270 Afrique ; nouvelles colonies Autonomie conviviale. Porto Alegre ..3,8 €
- 271 Inégalités dans les Sels Naif, conciliateur, rebelle. Tibet. Gros ..3,8 €
- 272-73 Alternatives dans le Rhône Liberté démasquée(1). Hommes violents. Gros(12) ..6 €
- 274 Habitat convivial aux Etats-Unis Bure. Agri bio et eau pure. Liberté démasquée(2) ..4 €
- 275 Vers une bio sociale ? Eolien. Vache lolle. Révolution lente ..4 €
- 276 Micro-finance en questions Lipietz. Images de souffrance. Râce. Attentats ..4 €
- 277 Land art et écologie Mamère. Guerre. Maurienne. Déchets ..4 €
- 278-79 Alternatives en Normandie Défaire le développement. Liberté 0%. Tittyainment ..6 €

Librairie par correspondance

- Nouveautés**
- De la guerre comme politique étrangère 13 €
- L'isolation écologique ..27 €
- La chasse en cent questions ..8 €
- Fessée et châtiments corporels ..8 €
- La non-violence active ..8 €
- Jeux de Cocagne ..16 €
- Jouets rustiques ..18,5 €
- Hors-série Silence**
- Du chômage à l'autonomie conviviale ..4 €
- La menace climatique ..4 €
- Les métiers de l'écologie ..10 €
- Paris-Dakar : Pas d'accord ..3 €
- Radioactivité, les faibles doses ..4 €
- SEL : pour changer échangeons ..7 €
- Editions Silence**
- Construisez votre cuisinière solaire ..4,5 €
- La cuisson solaire facile ..4,5 €
- La liberté de circuler ..10 €
- Où va le climat ? ..6 €
- Quelle écologie radicale ? ..10 €
- Tracts anti MacDo (250 ex.) ..15 €
- Séphastoche, mon premier cuisinier ..5,5 €
- Le Soleil à votre table ..13 €
- Diffusion Silence**
- Ed. Ecosociété (Montréal)
- Leur catalogue complet sur demande.
- Les aliments trafiqués ..19 €
- La belle vie ..13 €
- Les carnets d'un militant ..17 €
- Deux roues, un avenir ..15 €
- L'écosophie ou la sagesse de la nature ..13 €
- Notre empreinte écologique ..19 €
- Et si le Tiers-Monde s'autofinçait ..17 €
- La globalisation du monde ..19 €
- L'imposture néo-libérale ..22 €
- Libérez les enfants ..22 €
- Moi, ma santé ..13 €
- Mondialisation de la pauvreté ..19 €
- Le municipalisme libétraire ..17 €
- Pierre Kropotkine, prince anarchiste ..23 €
- Propagande, médias, démocratie ..12 €
- Des ruines du développement ..13 €
- La simplicité volontaire ..15 €
- Société à refaire : écologie de la liberté ..17 €
- Ed. Atelier de Création Libétraire (Lyon)
- Philo écologie politique de l'anarchisme ..5 €
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ? ..5 €
- Sociobiologie ou écologie sociale ..5 €
- Ed. Monde libétraire / Alternative libétraire
- Anarchisme et non-violence ..3 €
- Ed. Utovie (Landes)
- L'homme qui plantait des arbres ..5,5 €
- Nous sommes peut-être frères ..5,5 €
- Ed. du Fraysse (Lot)
- Guide des alternatives 1999 ..14,5 €
- Guide des vacances écologiques 2001 ..10 €
- Ed. Courrier du livre (Paris)
- Le solaire pour tous ..14 €
- Ed. Goliath
- Petit manuel anti-McDo ..7 €
- José Bové, la révolte d'un paysan ..10 €
- Ed. Orcaides (Poitiers)
- Nourrir le monde ou l'agrobusiness ..7,5 €
- Ed. Georg
- Additifs alimentaires ..16 €
- Leau ..16 €
- L'écologie à l'aube du XXIe siècle ..25 €
- Cybermondes : où tu nous mènes ? ..16,5 €
- Ed. Ostal del libre
- Jouets de toujours ..18,5 €
- Ed. Terre Vivante (Mens)
- L'habitat écologique ..16 €
- La maison des négawatts ..12 €
- Ed. Réseau Sortir du nucléaire
- Agrir pour l'efficacité énergétique ..3 €
- Par ici la sortie du nucléaire ..3 €
- Autoédition**
- Ya trop d'étrangers dans le monde ..7,5 €
- Dessins les droits de l'Homme ..7,5 €
- Aux victimes harcèlement économique 7,5 €
- Ed. Yves Michel
- Les SEL : pour un vrai débat ..10 €
- Ed. Esprit frappeur
- Tout nucléaire, exception française ..1,5 €
- Rwanda, un génocide français ..1,5 €
- Autoédition**
- Somport, le tunnel de l'absurde ..14,5 €
- Si les femmes comptaient
- Who's counting ? ..24 €

Frais de port

- 1 ouvrage ..2,5 €
- 2 ouvrages ..4,5 €
- 3 ouvrages et plus ..6 €

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE METROPOLITAINE

- Découverte 1ère année 6 n° 15 €
- Particulier 12 n° 40 €
- Institution 12 n° 80 €
- Soutien 12 n° 50 € et +
- Petit futé 24 n° 65 €
- Groupés par 3 ex 3 x 12 n° 100 €
- Groupés par 5 ex 5 x 12 n° 150 €
- Petit budget 12 n° 25 €

AUTRES PAYS ET DOM-TOM

- Découverte 1ère année 6 n° 22 €
- Particulier 12 n° 45 €
- Institution 12 n°a 90 €
- Soutien 12 n°a 50 € et +
- Petit futé 24 n° 70 €
- Petit budget 12 n° 40 €

je règle un total de :

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

France : Règlement à Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 39 55 33

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Réniport 33, B - 1380 Ohain, tél : 02 633 10 48



primevère

16^{ème} Salon-rencontres de l'écologie et des alternatives

22, 23, 24 février 2002

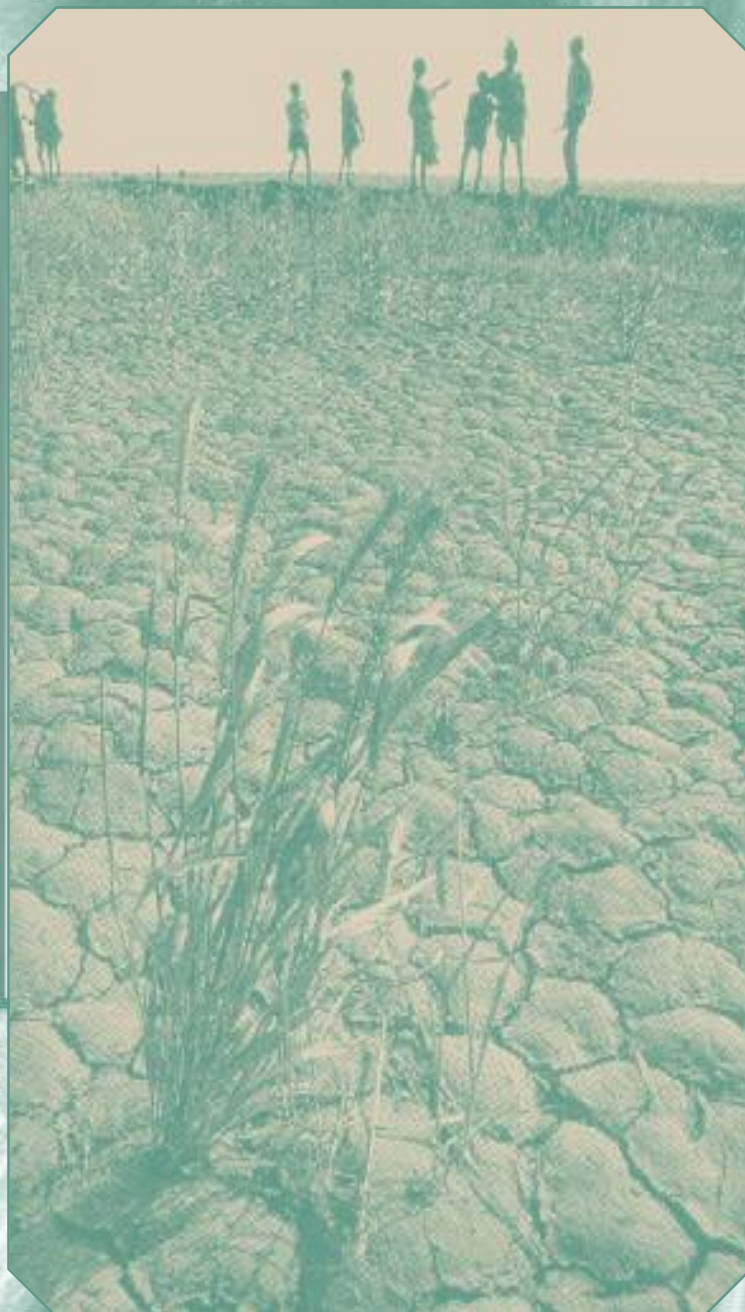
vendredi 15h à 23h,
samedi et dimanche 9h30 à 20h

Eurexpo, Lyon/Chassieu

bus TCL direct gare Part-Dieu/Eurexpo
parking gratuit (pris en charge par l'organisateur)

- **350 exposants**
dont 50% d'associations
- **50 conférences,**
animations et
expositions
sur l'actualité et le thème 2002
"Y a plus de saisons :
le dérèglement climatique"
- "Le procès de
la mondialisation"
par Teddy Goldsmith
Conférence ven 22 fév. à 19h

T. 04 74 72 89 90



Si vous désirez recevoir le programme détaillé,
renvoyer ce coupon à Primevère 9 rue Dumenge 69004 Lyon

nom

adresse

e-mail